

N° 153

SÉNAT

SESSION ORDINAIRE DE 2000-2001

Annexe au procès-verbal de la séance du 19 décembre 2000

RAPPORT

FAIT

*au nom de la commission des Finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la Nation (1) sur le **projet de loi de finances pour 2001**,
ADOPTÉ PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE EN NOUVELLE LECTURE,*

Par M. Philippe MARINI,

Sénateur.

(1) *Cette commission est composée de : MM. Alain Lambert, président ; Jacques Oudin, Claude Belot, Mme Marie-Claude Beaudeau, MM. Roland du Luart, Bernard Angels, André Vallet, vice-présidents ; Jacques-Richard Delong, Marc Massion, Michel Sergent, François Trucy, secrétaires ; Philippe Marini, rapporteur général ; Philippe Adnot, Denis Badré, René Ballayer, Jacques Baudot, Mme Maryse Bergé-Lavigne, MM. Roger Besse, Maurice Blin, Joël Bourdin, Gérard Braun, Auguste Cazalet, Michel Charasse, Jacques Chaumont, Jean Clouet, Yvon Collin, Jean-Pierre Demerliat, Thierry Foucaud, Yann Gaillard, Hubert Haenel, Claude Haut, Alain Joyandet, Jean-Philippe Lachenaud, Claude Lise, Paul Loridant, Michel Mercier, Gérard Miquel, Michel Moreigne, Joseph Ostermann, Jacques Pelletier, Louis-Ferdinand de Rocca Serra, Henri Torre, René Trégouët.*

Voir les numéros :

Assemblée nationale (11ème législ.) : Première lecture : **2585, 2624 à 2629** et T.A. **570**

Commission mixte paritaire : **2795**

Nouvelle lecture : **2794, 2810** et T.A. **598**

Sénat : Première lecture : **91, 92, 93 à 97** et T.A. **33** (2000-2001)

Commission mixte paritaire : **137** (2000-2001)

Nouvelle lecture : **151** (2000-2001)

Lois de finances

Mesdames, Messieurs,

Le projet de loi de finances pour 2001 comptait 61 articles initiaux. L'Assemblée nationale a inséré en première lecture 54 articles additionnels.

Le Sénat a adopté en première lecture 181 amendements : 120 sur les articles de la première partie ; 61 sur la deuxième partie dont 30 portant sur les crédits et 31 sur les articles non rattachés.

Il a, au total, adopté 58 articles sans modification, modifié 36 articles, supprimé 21 articles et inséré 82 articles additionnels.

Première partie

- Le Sénat a adopté sans modification 14 articles.
- Il a inséré 57 articles additionnels.
- Il a supprimé 8 articles.
- Il a modifié 19 articles.

Deuxième partie

1) Crédits

Le Sénat a rejeté les budgets civils suivants : l'agriculture et pêche, l'aménagement du territoire, l'environnement, les anciens combattants, la communication audiovisuelle, la presse, l'économie, finances et industrie, l'enseignement scolaire, l'enseignement supérieur, l'emploi, la santé et solidarité, la ville, l'équipement, les transports et le logement, la fonction publique, l'intérieur et décentralisation, la justice, la recherche et les services généraux du Premier ministre.

Il a également repoussé le budget de la défense et le budget annexe de l'aviation civile.

Le Sénat a adopté le budget des affaires étrangères, des charges communes, de la culture, de la jeunesse et des sports, de l'outre-mer, du SGD, du Conseil économique et social, et du Plan.

Il a également adopté les budgets annexes des Journaux officiels, de la Légion d'honneur et de l'Ordre de la libération, des Monnaies et médailles, et des Prestations sociales agricoles.

2) Articles rattachés

- Le Sénat a adopté 22 articles conformes.
- Il en a inséré 6 nouveaux.
- Il en a modifié 3.
- Il en a supprimé 4.

3) Comptes spéciaux du Trésor

- Le Sénat a adopté 5 articles conformes.
- Il en a modifié 2.

4) Dispositions permanentes

- Le Sénat a adopté 16 articles conformes.
- Il a inséré 15 articles additionnels.
- Il a supprimé 7 articles.
- Il en a modifié 7.

A l'issue de l'examen, le mardi 12 décembre 2000, en première lecture par le Sénat, 139 articles restaient en discussion. En application de l'article 45 de la Constitution, la commission mixte paritaire a été saisie de ces articles. Réunie le mercredi 13 décembre 2000 à l'Assemblée nationale, soit quelques heures après l'adoption en première lecture du présent projet par votre Haute assemblée, elle a constaté qu'elle ne pouvait parvenir à un accord sur l'ensemble des dispositions restant en discussion et a conclu à l'échec de ses travaux.

L'Assemblée nationale a statué en nouvelle lecture le jeudi 14 décembre 2000 soit, ainsi que son rapporteur général a tenu à le souligner, 51 heures après l'adoption par le Sénat. A ce titre, celui-ci a « *regretté cet état de fait* ». Il précisait également : « *Cette marche forcée qui nous est imposée pourrait être dommageable, car elle est peu compatible avec le sérieux et à la rigueur qui doivent présider à l'examen d'un texte aussi important que le budget. Le gouvernement qui, à ce stade, se repose largement sur la*

commission pour rebâtir un texte profondément bouleversé par le Sénat, doit mesurer les risques inhérents à une démarche précipitée »¹.

Votre rapporteur général ne peut que partager les préoccupations de méthode émises en ce domaine par son homologue de l'Assemblée nationale qui témoignent, mieux que toutes les déclarations d'intention, de la véritable attitude du gouvernement à l'égard de la représentation nationale.

Lors de l'examen du présent projet de loi de finances par le Sénat, celui-ci avait souhaité mettre en place une véritable politique d'assainissement durable des finances publiques. Pour cela, il avait fait bon nombre de préconisations tant sur la forme que sur le fond s'agissant de la réforme budgétaire et fiscale dont notre pays a besoin.

Or, lors de cette nouvelle lecture, l'Assemblée nationale a refusé, malgré quelques améliorations trop limitées, notamment en matière fiscale, de suivre le Sénat dans sa volonté de réduction du poids des prélèvements obligatoires, et en est revenue pour l'essentiel à son texte de première lecture.

Dans ce contexte, votre commission vous propose de considérer qu'il n'y a pas lieu de délibérer une nouvelle fois sur ce projet de loi de finances, les points de vue des deux Assemblées sur la politique budgétaire à mener étant inconciliables.

I. LES PRINCIPAUX DÉSACCORDS

A. PREMIÈRE PARTIE

Elle a supprimé l'**article 2 A** portant crédit d'impôt en faveur des revenus d'activité jusqu'à 1,8 SMIC que votre commission avait conçu comme une alternative plus favorable aux couples et aux familles que l'exonération de CSG-CRDS proposée dans le projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2001. Cette initiative jugée « *peu opportune* » par le rapporteur général de l'Assemblée nationale avait pourtant rencontré lors des débats un écho attentif de la part du ministre de l'emploi.

A l'**article 2** portant aménagement du barème de l'impôt sur le revenu, elle a rétabli son texte de première lecture et supprimé les mécanismes d'indexation sur la croissance préconisés par votre commission, ainsi que de rattachement au foyer fiscal de leurs parents, des enfants majeurs.

¹ In rapport n° 2810 (XI^e législature).

Elle s'est opposée au rétablissement de la déduction forfaitaire supplémentaire pour les voyageurs, représentants et placiers (**article 2 bis A**), ainsi qu'au relèvement à 30.000 francs du plafond de la réduction d'impôt au titre des frais de garde des jeunes enfants (**article 2 bis B**).

Elle a rétabli **l'article 2 bis** portant suppression de l'abattement annuel sur certains revenus mobiliers lorsque le foyer est imposé au taux marginal de l'impôt sur le revenu, dont votre commission avait déploré la logique et relevé qu'il s'opposait au principe d'égalité devant les charges publiques.

Les **articles 2 ter** (relèvement du plafond de l'abattement sur les pensions et retraites) et **2 quater** (aménagement du dispositif de réduction d'impôt au titre de l'hébergement en établissement de long séjour) ont été supprimés et, dans ce dernier cas, l'Assemblée nationale a relevé qu'un dispositif adapté aux enjeux de cette importante question de santé publique trouvait en l'espèce sa place dans l'article 17 A du projet de loi de finances rectificative pour 2000.

De même, ont été supprimés **l'article 2 quinquies** (limite supérieure de la déduction du salaire du conjoint d'un exploitant), **l'article 2 sexies** (majoration du taux et du plafond afférents à la souscription en numéraire au capital des sociétés non cotées), **l'article 2 septies** (relèvement du plafond de la réduction d'impôt au titre des emplois à domicile) et **l'article 2 octies** (création d'un crédit d'impôt au titre des dépenses de déménagement), bien que cette dernière préoccupation fut également partagée par nos collègues députés du groupe communiste.

A **l'article 3** destiné à favoriser le don par les entreprises à leurs salariés de matériels informatiques, elle a supprimé l'extension à « *tout appareil donnant l'accès aux services de l'Internet* », estimant, de façon probablement quelque peu excessive, qu'il s'agissait ainsi d'éviter de « *risquer de tomber dans une aide à l'acquisition d'équipements très sophistiqués qui, en l'état, relèvent largement du gadget et n'intéressent qu'une population très ciblée, en l'état, tant que la nouvelle norme UMTS n'est pas opératoire* »¹.

De même ont été supprimés **l'article 4** portant actualisation du barème de l'ISF, bien qu'une telle mesure figurât dans le texte initial du présent projet tel que déposé par le gouvernement que soutient la majorité plurielle à l'Assemblée nationale et **l'article 4 bis A** relatif au rétablissement du plafonnement de la cotisation de l'ISF. En ce dernier cas, il convient de noter que le rapporteur général de l'Assemblée nationale a estimé que « *la*

¹ *On relèvera cependant que, à défaut d'être techniquement opératoire dans l'immédiat, cette norme UMTS va constituer une source très appréciable de revenus (130 milliards de francs) dans les quinze années à venir pour les finances publiques.*

suppression ou la réforme du plafonnement de l'ISF ne peut être envisagée qu'à l'occasion d'une réforme globale de l'assiette de cet impôt ».

Elle a rétabli à **l'article 4 bis** son texte de première lecture concernant l'incitation à la constitution et au maintien à long terme d'un actionnariat stratégique dans l'entreprise, supprimé **l'article 4 ter** (extension du régime des biens professionnels au regard de l'ISF aux parts et actions détenues par des associés liés par une convention directe que votre commission avait souhaité rendre plus attractif) et **l'article 4 quater** étendant aux transmissions par donation l'allégement d'impôt au titre de l'incitation à la constitution et au maintien à long terme d'un actionnariat stratégique dans l'entreprise.

L'article 5 portant suppression de la vignette a été rétabli dans sa rédaction de première lecture. L'Assemblée nationale s'est ainsi opposée à la volonté du Sénat de supprimer totalement cette taxe ainsi qu'au mécanisme de compensation qu'il préconisait et qui était destiné à préserver l'autonomie fiscale des collectivités locales, et en l'espèce, des départements. En tout état de cause votre commission estime que le dispositif de suppression incomplète de la vignette maintenu par l'Assemblée nationale devra, nécessairement, être revu dans les prochains mois dans le sens d'une exonération totale.

Elle a rétabli à **l'article 6 bis** (modification du statut des sociétés de capital-risque), et à **l'article 7** (réduction de la contribution additionnelle et aménagements de l'impôt sur les sociétés) son texte de première lecture.

De même, elle a supprimé **l'article 7 bis** (exonération des plus-values professionnelles à long terme de cession de titres de participation), **l'article 7 ter** (déductibilité des amortissements afférents aux immobilisations incorporelles), **l'article 7 quater** (aménagement du régime des plus-values réalisées lors de la vente d'un fonds de commerce), **l'article 7 quinquies** (alignement du taux de l'avoir fiscal attaché aux dividendes perçus par les fondations sur le taux de l'avoir fiscal pour les personnes physiques) après avoir s'être interrogée « *sur l'opportunité de [leur] réserver un traitement spécial* », **l'article 7 sexies** (aménagement de l'article 209 B du code général des impôts concernant l'imposition séparée à l'impôt sur les sociétés des bénéfices réalisés par des filiales implantées hors de France), **l'article 7 septies** (modalités d'application de l'article 209-0-A du code général des impôts relatif à la détermination du résultat imposable des entreprises détenant des parts d'OPCVM), **l'article 7 octies** (délai d'imputation de l'IFA des sociétés), **l'article 7 nonies** (aménagement du report en arrière des déficits), **l'article 7 decies** (régime fiscal de la distribution des jetons de présence par les filiales d'un groupe de sociétés), **l'article 7 undecies** (régime du précompte mobilier), **l'article 7 duodecies** (crédit d'impôt pour frais de prise et de maintenance des brevets) et **l'article 7 terdecies** (taux de l'intérêt de retard) après avoir rappelé dans ce

dernier cas que « *l'Assemblée nationale rejette depuis bientôt quatre ans tous les amendements tendant à réduire le taux de l'intérêt de retard* ».

S'agissant de la simplification de la taxe sur les salaires et des allègements pour les petites entreprises (**article 8**), l'Assemblée nationale a rétabli son texte de première lecture et supprimé l'exonération de taxe sur les salaires sur les « stocks-options » votée par le Sénat, estimant qu'il fallait « *aligner l'assiette de la taxe sur les salaires sur celle des cotisations de sécurité sociale* ».

Puis elle a supprimé **l'article 8 bis** portant plafonnement puis suppression de la taxe sur les salaires au profit des établissements sanitaires et cela toutefois « *sans nier les inconvénients inhérents à un impôt assis sur les rémunérations* ».

A **l'article 9** portant aménagement de la fiscalité des entreprises pétrolières elle a supprimé les amendements votés par le Sénat et ainsi rétabli son texte de première lecture, de même qu'à **l'article 11** concernant des mesures d'adaptation de la fiscalité agricole, tout en le complétant par deux amendements déposés par nos collègues députés Philippe Martin et Michel Grégoire relatifs à la date de clôture pour les viticulteurs de leur exercice fiscal.

L'article 11 bis A concernant la déductibilité des dépenses d'arrachage et de replantation des vignobles a été supprimé ainsi que **l'article 11 bis C** (harmonisation des modalités de suppression du report d'imposition des plus-values en cas de résiliation de baux ruraux ou de conventions de mise à disposition), **l'article 11 bis D** (exonération de la taxe sur les achats de viande en faveur des entreprises artisanales) qui résultait pourtant de trois amendements presque identiques déposés par nos collègues Francis Grignon, Bernard Joly et Bernard Angels et à propos duquel le rapporteur général de l'Assemblée nationale a estimé que le dispositif prévu par l'article 25 du projet de loi de finances rectificative pour 2000, réglait ladite question « *d'une manière satisfaisante* », ainsi que **l'article 11 bis E** (exonération partielle des droits de mutation à titre gratuit des parts de GFA ayant été détenues par une personne morale).

Elle a supprimé **l'article 11 bis G** (déductibilité de la valeur locative des terres mises en valeur) et **l'article 11 bis H** relatif à l'imputation sur le revenu global des charges exceptionnelles d'exploitation des bois et forêts induites par les tempêtes de décembre 1999, estimant comme le gouvernement que « *la mesure proposée profiterait aux contribuables les plus fortunés* ».

Elle a repoussé à **l'article 12** (création d'un nouveau dispositif d'aide à l'investissement outre-mer) l'initiative prise par notre collègue Claude Lise concernant le taux de rétrocession de l'avantage fiscal et adopté un amendement de précision visant à éviter le cumul d'avantages fiscaux.

L'article 12 bis A (réduction des bases de taxe professionnelle des titulaires de bénéfices non commerciaux employant moins de cinq salariés), **l'article 12 bis B** (détermination de la valeur ajoutée prise en compte en matière de cotisation minimale et de plafonnement de la taxe professionnelle), **l'article 12 sexies** (modification du système de remboursement des crédits de TVA déductible pour les professionnels concernés par le taux réduit), **l'article 12 septies** (TVA à taux réduit pour tous les produits alimentaires à l'exception du caviar), **l'article 12 octies** (TVA à taux réduit sur les prothèses auditives et les verres correcteurs) malgré une intention jugée « *louable* », **l'article 12 nonies** (TVA à taux réduit pour les « sièges auto » enfants) après qu'ait été soulignée l'incompatibilité de cette mesure au regard du droit communautaire, **l'article 12 decies** (TVA à taux réduit sur les repas à consommer sur place), **l'article 12 undecies** (TVA à taux réduit pour les prestations juridiques des avocats aux particuliers), **l'article 12 duodecies** (TVA à taux réduit pour certaines livraisons d'énergie calorifique), **l'article 12 terdecies** (TVA à taux réduit pour les prestations de balayage et de nettoyage de la voirie publique) et **l'article 12 quaterdecies** (TVA à taux réduit sur le droit d'utilisation des installations sportives) ont été supprimés.

La revalorisation des indemnités de certains élus locaux (**article 15 bis**) a été supprimée et le texte de **l'article 17** (modalités d'affectation de trois taxes au FOREC) rétabli dans sa rédaction de première lecture.

L'Assemblée nationale a également rétabli son texte de première lecture à **l'article 18** (montant du prélèvement de solidarité pour l'eau affecté au FNSE), à **l'article 19** (répartition de la taxe d'aviation civile) puisqu'il s'agit selon son rapporteur général d'un dispositif « *purement technique et [cela] dans l'attente d'une réforme globale du financement de l'aviation civile* », à **l'article 19 bis** étendant le champ des exonérations de redevance audiovisuelle, à **l'article 21** (clôture du compte d'affectation spéciale concernant les aides pour les DOM-TOM), à **l'article 22** (clôture du FITTVN) estimant que cela permettrait « *de donner plus de lisibilité aux actions en faveur de l'intermodalité des infrastructures de transports* », et à **l'article 23** (création d'un compte d'affectation spéciale « Fonds de provisionnement des charges de retraite et de désendettement de l'Etat »).

A **l'article 24** concernant le financement de la revalorisation des retraites agricoles, l'Assemblée nationale après avoir relevé que le recours à la C3S « *n'est pas pleinement satisfaisant* », a adopté la rédaction proposée par le gouvernement au terme de laquelle le BAPSA recevra 1,830 milliard de francs en 2001.

Elle a supprimé **l'article 25 bis** (majoration de l'enveloppe normée du contrat de croissance et de solidarité), et rétabli son texte de première lecture à **l'article 26** (financement des communautés d'agglomération). Elle a également supprimé **l'article 26 bis A** (majoration des ressources du FNPTP), tout en jugeant que l'initiative prise par votre commission « *poursuit une intention louable* », **l'article 26 bis B** (compensation des exonérations de taxe professionnelle pour certains groupements) et **l'article 26 bis C** (régime spécifique de certaines communautés urbaines).

A **l'article 26 bis** (allègement de taxe foncière pour les propriétés bâties pour certains logements sociaux), elle a accepté le principe d'une compensation pour les établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité mixte mais a supprimé la compensation aux départements et aux régions. Puis elle a supprimé **l'article 26 ter A** (exonération de taxe d'enlèvement des ordures ménagères pour certaines dépendances d'habitation) et supprimé à **l'article 26 ter** (exonération de taxe foncière sur les propriétés bâties pour certains redevables) l'extension au profit des titulaires du RMI et de l'ASF pourtant votée par le Sénat à l'initiative de nos collègues du groupe CRC.

Elle a rétabli son texte de première lecture à **l'article 27** (majoration de la DSU et de la DSR), supprimé **l'article 27 bis** (majoration de la dotation d'aménagement de la DGF), **l'article 27 ter** (affectation au FNPTP de l'intégralité de la cotisation nationale de péréquation) et **l'article 27 quater** portant accroissement des ressources du fonds national de péréquation.

B. DEUXIÈME PARTIE

L'Assemblée nationale a rétabli le montant des mesures nouvelles des budgets civils à leur niveau initial (**articles 31 et 32**) et rétabli celles concernant les budgets militaires (**articles 33 et 34**).

Elle a également rétabli à **l'article 35** et à **l'article 36** les crédits du budget annexe de l'aviation civile tels qu'adoptés en première lecture, et son texte de première lecture à **l'article 38** (mesures nouvelles des comptes d'affectation spéciale) ainsi qu'à **l'article 41 bis** (mesures nouvelles des comptes d'avance). Puis elle a rétabli à **l'article 42** (autorisation de perception des taxes parafiscales), les lignes 40 et 41 de l'état E telles qu'adoptées en

première lecture. De même elle a rétabli son texte de première lecture à **l'article 46** (répartition de la redevance audiovisuelle) et supprimé **l'article 46 bis** (exonération de redevance des foyers situés en zone d'ombre).

A **l'article 47** (extension du crédit d'impôt aux équipements de production d'énergies renouvelables), elle a rétabli son texte de première lecture ainsi qu'à **l'article 48** (exonération de taxe professionnelle pour les équipements des entreprises de manutention portuaire) et supprimé **l'article 47 bis** (exonération d'impôt sur le revenu des sommes perçues suite au règlement de situations résultant de la seconde guerre mondiale), ainsi que **l'article 48 ter A** (éligibilité au FCTVA des constructions affectées à la police) tout en rappelant qu'il ne s'agissait pas de la première dérogation accordée en ce domaine.

Elle a rétabli, sous réserve de précisions rédactionnelles **l'article 48 ter** (versements de subventions de fonctionnement aux syndicats représentatifs par les communes et les départements), **l'article 48 quater** (taxe communale sur les activités commerciales non salariées à durée saisonnière), **l'article 48 sexies** (réforme des modalités de calcul du potentiel fiscal de certaines communautés de communes) et supprimé **l'article 48 quater A** (modalités de perception de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères par les EPCI), ainsi que **l'article 48 septies A** (rapport sur les modalités d'anticipations dans le potentiel fiscal de la compensation de la réforme de la taxe professionnelle).

La baisse de l'impôt sur le revenu applicable aux revenus perçus en 2002 (**article 48 nonies A**) a été supprimée, ainsi que **l'article 48 nonies B** (plus-values réalisées à l'occasion d'apports en sociétés de sociétés civiles d'exploitation agricole) et bien que le rapporteur général de l'Assemblée nationale ait noté que « *la question du régime fiscal des fusions de sociétés de personnes soulève sans doute de véritables difficultés* » et **l'article 48 nonies C** (réduction de l'impôt sur les sociétés au titre de certains contrats d'assurance). **L'article 48 terdecies** (extension du dégrèvement de taxe foncière sur les propriétés non bâties aux jeunes agriculteurs signataires d'un contrat territorial d'exploitation) a été rétabli dans sa rédaction de première lecture, ainsi que **l'article 48 sexdecies** (régime de protection sociale des personnels non titulaires du « Domaine de Pompadour ») bien que votre commission ait estimé qu'il s'agissait d'un « cavalier budgétaire ». **L'article 48 vicies** (exonération de CRDS pour certains retraités et chômeurs) ainsi que **l'article 48 duovicies** (rapport sur la péréquation de la taxe professionnelle) ont été rétablis dans la rédaction de première lecture et **l'article 48 duodecies A** sur la normalisation progressive de la taxe professionnelle de France Telecom supprimé.

L'article 48 tervicies (financement des frais d'assainissement non collectif par les structures intercommunales) et **l'article 48 quinvicies** sur la réalisation des travaux de raccordement des eaux usées chez les propriétaires privés ont été supprimés, l'Assemblée nationale estimant que lesdites dispositions seraient discutées dans le cadre du futur projet de loi sur l'eau. Puis, elle a supprimé **l'article 48 quatervicies** relatif au versement de fonds de concours par les syndicats mixtes en faveur d'équipements d'intérêt commun.

L'article 49 AA fixant le taux de l'amende en cas de non respect d'obligations déclaratives ainsi que **l'article 49 AB** sur les demandes de rétablissement des déficits ont été supprimés, tandis que **l'article 49 B** portant suppression de l'Office parlementaire d'évaluation des politiques publiques a été rétabli dans sa rédaction de première lecture, le rapporteur général de l'Assemblée nationale ayant à cette occasion indiqué que l'échec de l'Office était patent, bien avant la création de la Mission d'évaluation et de contrôle (MEC) : « *cet échec résulte d'abord des modalités de fonctionnement de l'Office, structure mixte, faisant double emploi avec les commissions des finances des deux chambres et qui s'est révélée, à l'usage, particulièrement rigide* ».

S'agissant des articles rattachés de seconde partie, l'Assemblée nationale, a rétabli, dans sa rédaction de première lecture, **l'article 49** (Agriculture et pêche) modifiant le régime de la contribution additionnelle établie au profit du FNGCA, ainsi que **l'article 53 quinquies** (Économie, finances et industrie) relatif à l'augmentation du montant maximum du droit fixe de la taxe pour frais de chambre de métiers, et **l'article 53 sexies** sur les échanges d'information entre chambres de métiers et services fiscaux, tout en limitant explicitement de tels échanges aux informations relatives au recensement des assujettis à la taxe pour frais.

A **l'article 55** (Emploi et solidarité) relatif au développement des ressources propres de l'AFSSAPS et de l'ANAES, elle a, sous réserve du maintien d'une précision rédactionnelle introduite par le Sénat, rétabli son texte de première lecture. Elle a également rétabli son texte de première lecture à **l'article 57** (réforme de l'aide à l'embauche d'apprenti) estimant son « *dispositif équilibré* », et à **l'article 58** (suppression de l'exonération de cotisations d'allocations familiales pour les entreprises des ZRR) sous réserve d'une amélioration rédactionnelle.

Elle a enfin supprimé **l'article 61 bis** (Justice) adopté par le Sénat à l'unanimité, à l'initiative de notre collègue Hubert Haenel, rapporteur spécial, prévoyant un rapport sur la réforme de l'aide juridictionnelle estimant que les engagements pris par le Garde des Sceaux de mettre en place un groupe de travail « *ad hoc* » rendaient une telle demande « *pas utile* ».

II. QUELQUES ACCORDS

A. LES ACCORDS COMPLETS

A l'**article 6** concernant la baisse du taux de l'IS pour les petites entreprises, l'Assemblée nationale a finalement adopté un amendement tenant compte d'une « *suggestion du Sénat* » destiné à éviter que certains bénéficiaires soient taxés à 25 % au lieu de 19 %.

L'**article 10** portant modification de la TIPP et dont le Sénat avait précisé, au plan rédactionnel, le dispositif a été adopté dans cette rédaction par l'Assemblée nationale sous réserve d'un amendement du gouvernement destiné à éviter une ambiguïté rédactionnelle.

A l'initiative de notre collègue Daniel Goulet, avec l'avis favorable de votre commission et contre l'avis du gouvernement, le Sénat a adopté un **article 11 bis B** portant exonération des indemnités versées en contrepartie de l'abattage de cheptels bovins touchés par l'ESB. Cette mesure que votre rapporteur général avait présenté comme une « *question de simple justice, de bon sens et d'équité* » a été confirmée lors de son examen par l'Assemblée nationale approuvant ainsi l'initiative prise par le Sénat.

L'Assemblée nationale a adopté conforme l'**article 12 bis** relatif à l'élargissement aux équipements de production d'énergies renouvelables des modalités d'application de l'amortissement dégressif après avoir relevé que « *grâce à la vigilance du Sénat, il est apparu que ce dispositif n'était plus applicable pour les matériels acquis ou fabriqués à compter du 1^{er} janvier 1991, ce qui vidait de sa substance l'extension adoptée par l'Assemblée nationale* ». Votre rapporteur général se plaît donc à relever que grâce à l'initiative du Sénat, une disposition votée à l'Assemblée nationale sur proposition de notre collègue député Yves Cochet sera ainsi, selon les propres termes du rapporteur général de l'Assemblée nationale, « *concrètement applicable* ».

La mesure proposée par votre commission à l'**article 23 bis** consistant en le dépôt d'un rapport au Parlement sur l'évolution de la desserte du territoire par des réseaux à haut débit a été retenue par l'Assemblée nationale sous réserve d'une modification rédactionnelle après que son rapporteur général ait « *souligné l'importance de voir le Parlement régulièrement informé* » sur ladite question.

Elle a adopté sans modification **l'article 26 bis D** fixant la date du vote de l'arrêté des comptes des collectivités locales ainsi que la mesure tendant à renforcer l'information du Parlement sur les taxes parafiscales (**article 42 bis**) tout en estimant pour des questions de présentation formelle plus opportun de faire figurer cette disposition avant l'article 49 C du présent projet.

L'extension de l'éligibilité des structures intercommunales à la DGE (**article 48 quinquies**) a été adoptée dans la rédaction « *opportune* » préconisée par le Sénat sur l'initiative de votre commission. De même, elle a adopté **l'article 48 octies A** portant à l'initiative de notre collègue Jean-Pierre Placade réforme du régime de « l'amortissement Besson » dans la rédaction du Sénat, estimant que « *cette solution apparaît de nature à apporter un utile élément de souplesse* » sous réserve de l'adoption d'un amendement rédactionnel.

Elle a estimé « *parfaitement justifié* » **l'article 48 duodecies A**, adopté à l'initiative de notre collègue Alain Vasselle relatif aux modalités de fixation du taux de taxe professionnelle des groupements à fiscalité additionnelle.

L'article 49 AC introduit à l'initiative de notre collègue Michel Charasse, qui permet l'accès au profit des fonctionnaires des douanes à certaines informations relatives aux propriétaires de véhicules terrestres ainsi que **l'article 49 C** portant création d'une annexe budgétaire sur la sécurité routière résultant d'une initiative de notre collègue Gérard Miquel, rapporteur spécial du budget des routes et de la sécurité routière, soutenue par votre commission des finances, ont été adoptés conformes par l'Assemblée nationale.

S'agissant des articles rattachés de seconde partie, elle a adopté, après que le gouvernement en ait supprimé le gage, **l'article 50 bis A** (Agriculture et pêche) introduit à l'initiative de notre collègue Pierre-Yvon Trémel, et portant extension de l'allocation temporaire de cessation anticipée d'activité aux enseignants de l'enseignement agricole privé sous contrat, le rapporteur général de l'Assemblée nationale ayant rappelé que « *le ministre de l'agriculture a reconnu que cette initiative allait dans le bon sens* ». De même, elle a adopté conforme **l'article 50 bis B** (Agriculture et pêche) visant à réparer une omission dans les dispositions statutaires de l'OFIMER, **l'article 53 sexies A** (Economie, finances et industrie) prévoyant à l'initiative de notre collègue Joseph Ostermann un rapport annuel du fonds national de promotion et de communication de l'artisanat, ainsi que **l'article 53 septies** prévoyant un rapport sur l'utilisation des fréquences radio-électriques tout en supprimant l'obligation d'un débat annuel au Parlement sur ladite question. Elle a également adopté conforme, dans la rédaction votée par le Sénat **l'article 55**

bis (Emploi et solidarité) concernant la taxe sur les ventes de dispositifs médicaux au profit de l'AFSSAPS ainsi que **l'article 60 ter A** (Equiperment, transport et logement) relatif à la continuité du versement transport dans les communautés d'agglomération.

B. LES ACCORDS PARTIELS

L'Assemblée nationale a supprimé **l'article 4 bis B** portant actualisation du barème de conversion de l'usufruit et de la nue-propriété en pleine propriété. Son rapporteur général a cependant largement fait état des engagements pris en ce domaine par le gouvernement tendant à réviser ledit barème qui repose sur des données de 1903, et souhaité « *que la réflexion engagée puisse maintenant aboutir rapidement* » validant ainsi, sur le fond, la démarche de votre commission.

A **l'article 5 bis** portant diminution des frais d'assiette et de recouvrement perçus par l'État sur les impositions locales et qui sont destinés à financer la révision des valeurs locatives cadastrales qui n'a toujours pas été effectuée, le rapporteur général de l'Assemblée nationale bien qu'il en ait préconisé la suppression n'a pas été insensible à la préoccupation traduite par ledit article.

L'article 11 bis F porte aménagement de l'exonération temporaire des droits sur les acquisitions de propriétés en nature de bois et forêts et de terrains non destinés à être reboisés. Si l'Assemblée nationale a refusé d'en étendre le bénéfice aux mutations à titre gratuit ainsi qu'aux acquisitions de parts de groupements forestiers, elle a approuvé l'initiative prise par votre commission des finances tendant à proroger de deux ans la durée de l'exonération temporaire de droits.

Enfin, l'Assemblée nationale a accepté à **l'article 12**, une initiative prise par votre commission des finances précisant la définition de l'avantage fiscal qui doit être rétrocédé à l'exploitant.

*

* *

Réunie le 19 décembre 2000, votre commission des finances a décidé de proposer au Sénat l'adoption d'une motion tendant à opposer **la question préalable** au projet de loi de finances pour 2001 adopté en nouvelle lecture par l'Assemblée nationale.

MOTION PRÉSENTÉE PAR M. MARINI

au nom de la commission des finances,

tendant à opposer la question préalable

En application de l'article 44, alinéa 3, du Règlement du Sénat

Considérant que la montée à court terme des incertitudes qui pèsent sur la conjoncture économique ainsi que l'apparition, sur le long terme, de graves dangers liés en particulier à l'absence de réformes de structures, devraient inciter le gouvernement à mieux préparer l'avenir ;

Considérant que la politique suivie conforte une « exception française » reposant sur un niveau historiquement élevé de prélèvements obligatoires destinés à financer des dépenses publiques qui ne baissent pas et un déficit budgétaire dont la diminution reste très insuffisante par rapport à nos principaux partenaires ;

Considérant que les engagements pris dans le cadre de la programmation militaire continuent de ne pas être tenus ;

Considérant que les dispositions du projet de loi de finances portent à nouveau atteinte à l'autonomie fiscale des collectivités locales et traduisent une conception purement budgétaire des relations financières entre l'Etat et les collectivités locales, qui refuse à ces dernières une part équitable de la croissance ;

Considérant qu'une bonne appréciation des finances de l'Etat ne peut se faire qu'en y intégrant l'évolution des finances sociales, ce qui rend indispensable une présentation consolidée des comptes publics, afin de respecter le principe de sincérité budgétaire ;

Estimant à ce titre indispensables tant une réforme en profondeur de l'ordonnance organique du 2 janvier 1959, qu'une évolution des pratiques de l'exécutif à l'égard du Parlement et notamment la fin de la « culture du secret » ;

Considérant par ailleurs, que malgré quelques améliorations trop limitées, notamment en matière fiscale, l'Assemblée nationale est revenue en nouvelle lecture pour l'essentiel à son texte de première lecture ;

Le Sénat décide qu'il n'y a pas lieu de poursuivre la délibération sur le projet de loi de finances pour 2001, adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture (n° 151, 2000-2001).

I. TABLEAU COMPARATIF

Texte adopté par le Sénat en première lecture

PREMIÈRE PARTIE

CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

TITRE I^{ER}

DISPOSITIONS RELATIVES AUX RESSOURCES

I. – *IMPÔTS ET REVENUS AUTORISÉS*

A. – Dispositions antérieures

B. – Mesures fiscales

Article 2 A

I. – Après l'article 200 quater du code général des impôts, Il est inséré, un article 200 sexies ainsi rédigé :

“ Art. 200 sexies. – I.– Il est institué un crédit d'impôt destiné à encourager l'activité professionnelle, réservé aux contribuables dans les conditions précisées au présent article.

“ Les contribuables qui perçoivent à compter du 1^{er} janvier 2000 un revenu d'activité au sens du code de la sécurité sociale peuvent bénéficier d'un crédit d'impôt.

“ Le montant du revenu d'activité déclaré ouvrant droit à ce crédit d'impôt, calculé sur une base annuelle en fonction du nombre d'heures travaillées, ne peut excéder par foyer

Texte adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture

PREMIÈRE PARTIE

CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

TITRE I^{ER}

DISPOSITIONS RELATIVES AUX RESSOURCES

I. – *IMPÔTS ET REVENUS AUTORISÉS*

A. – Dispositions antérieures

B. – Mesures fiscales

Article 2 A

Supprimé.

**Texte adopté par le Sénat
en première lecture**

fiscal la somme de 121.162 F.

“ Le montant du crédit d’impôt est calculé, sous réserve du huitième alinéa, en application de la formule suivante, où R représente le revenu d’activité déclaré :

*“ $CI = (121.162 - R) / [12 \times (R/67.312)^3]$
x (nombre d’heures travaillées/1.600).*

“ Le nombre d’heures travaillées dans l’année pris en compte pour le calcul du présent crédit d’impôt ne peut être supérieur à 1.600 pour l’ensemble du foyer fiscal.

“ Pour le foyer fiscal, dont un ou plusieurs membres ont des revenus mentionnés aux articles L. 136-3 et L. 136-4 du code de la sécurité sociale, le nombre d’heures travaillées dans l’année est calculé en multipliant par 133,3 le nombre de mois pendant lesquels l’intéressé a exercé son activité.

“ Dans le cas où le revenu d’activité déclaré calculé sur une base annuelle est inférieur à 67.312 F, le crédit d’impôt est égal à 8,3% du revenu d’activité déclaré.

“ Le crédit d’impôt est majoré de 20 % par enfant à charge.

“ Le crédit d’impôt total est plafonné au dixième du plafond de revenu pris en compte pour son calcul.

“ Le crédit d’impôt est imputé sur l’impôt sur le revenu dû au titre de l’année au cours de laquelle ont été perçus les revenus mentionnés ci-dessus après imputation des réductions mentionnées aux articles 199 quater B à 200, de l’avoir fiscal, des crédits d’impôt et des prélèvements non libératoires. S’il excède l’impôt dû, l’excédent est restitué.

“ Les montants mentionnés au présent article sont révisés en fonction de l’évolution du salaire minimum de croissance.

**Texte adopté par l’Assemblée nationale
en nouvelle lecture**

**Texte adopté par le Sénat
en première lecture**

“ II. – Pour l’année 2000, le crédit d’impôt est égal au tiers du produit résultant de l’application des dispositions du I. Pour l’année 2001, le crédit d’impôt est égal aux deux tiers du produit résultant de l’application des dispositions du I. ”

II. – Les pertes de recettes pour l’Etat résultant de l’application des dispositions du I sont compensées, à due concurrence, par la création d’une taxe additionnelle aux droits mentionnés aux articles 575 et 575 A du code général des impôts.

Article 2

I. – Le I de l’article 197 du code général des impôts est ainsi modifié :

1° Le 1 est ainsi rédigé :

“ 1. L’impôt est calculé en appliquant à la fraction de chaque part de revenu qui excède 27 052 F le taux de :

“ - 8,25 % pour la fraction supérieure à 27 052 F et inférieure ou égale à 53 209 F ;

“ - 21,75 % pour la fraction supérieure à 53 209 F et inférieure ou égale à 93 656 F ;

“ - 31,75 % pour la fraction supérieure à 93 656 F et inférieure ou égale à 151 645 F ;

“ - 41,75 % pour la fraction supérieure à 151 645 F et inférieure ou égale à 246 745 F ;

“ - 47,25 % pour la fraction supérieure à 246 745 F et inférieure ou égale à 304 286 F ;

“ - 53,25 % pour la fraction supérieure à 304 286 F. ” ;

Pour l’imposition des revenus de 2001, les taux : “ 8,25 % ”, “ 21,75 % ”, “ 31,75 % ”, “ 41,75 % ”, “ 47,25 % ” et “ 53,25 % ” sont respectivement remplacés par les taux : “ 7,5 % ”, “ 21 % ”, “ 31 % ”, “ 41 % ”, “ 46,75 % ” et “ 52,75 % ” ;

**Texte adopté par l’Assemblée nationale
en nouvelle lecture**

Article 2

I. – Alinéa sans modification.

1° Alinéa sans modification.

“ 1. L’impôt est ...
...excède 26.600 F le taux de :

“ - 8,25 %à 26.600 F et
inférieure ou égale à 52.320 F ;

“ - 21,75 %à 52.320 F et
inférieure ou égale à 92.090 F ;

“ - 31,75à 92.090 F et
inférieure ou égale à 149.110 F ;

“ - 41,75 %à 149.110 F et
inférieure ou égale à 242.620 F ;

“ - 47,25 %à 242.620 F et
inférieure ou égale à 299.200 F ;

“ - 53,25 %à 299.200
F. ”

Alinéa sans modification.

**Texte adopté par le Sénat
en première lecture**

2° Au 2, les sommes : “ 11.060 F ”, “ 20.370 F ”, “ 6.130 F ” et “ 5.410 F ” sont remplacées par les sommes : “ 17.000 F ”, “ 21.930 F ”, “ 6.220 F ” et “ 4.260 F ”.

Pour l'imposition des revenus de 2001, les sommes : “ 12.440 F ”, “ 21.930 F ” et “ 4.260 F ” sont respectivement remplacées par les sommes : “ 13.020 F ”, “ 22.530 F ” et “ 3.680 F ” ;

3° Au 4, les mots : “ 3.350 F et son montant ” sont remplacés par les mots : “ 2.450 F et la moitié de son montant ”.

I bis. – Les pertes de recettes résultant pour l'Etat de la modification des seuils des tranches d'imposition sont compensées, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle aux droits mentionnés aux articles 575 et 575 A du code général des impôts.

I ter. – La perte de recettes résultant pour l'Etat de l'accroissement du quotient familial est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle aux droits visés aux articles 575 et 575 A du code général des impôts.

II. – Le début du 3 de l'article 6 du code général des impôts est ainsi rédigé :

“ 3. Toute personne majeure âgée de moins de 25 ans ou, quel que soit son âge, ... (le reste sans changement). ”

II bis. – L'article 196 B du code général des impôts est ainsi rédigé :

“ Art. 196 B. – *Le contribuable qui accepte le rattachement des personnes désignées au 3 de l'article 6 bénéficie d'un abattement de 30.330 F sur son revenu global net par personne ainsi prise en charge.* ”

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en nouvelle lecture**

2° Au 2, ...
...sont *respectivement* remplacées par les sommes : “ 12.440 F ”, “ 21.930 F ”, “ 6.220 F ” et “ 4.260 F ”

Alinéa sans modification.

3° Sans modification.

I bis. – Supprimé.

I ter. – Supprimé.

II. – Le montant de l'abattement prévu au deuxième alinéa de l'article 196 B du code général des impôts est fixé à 23.360 F.

Pour l'imposition des revenus de 2001, la somme de “ 23.360 F ” est remplacée par la somme de : “ 24.680 F ”.

II bis. – *Supprimé.*

**Texte adopté par le Sénat
en première lecture**

II *ter.* – *La perte de recettes résultant pour l'Etat de la modification des conditions de rattachement au foyer fiscal de personnes majeures est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle aux droits visés aux articles 575 et 575 A du code général des impôts.*

III. – Le deuxième alinéa du 1 *bis* de l'article 1657 du code général des impôts est supprimé.

Article 2 bis A

I. – *Le quatrième alinéa du 3° de l'article 83 du code général des impôts est complété par une phrase ainsi rédigée :*

“ A compter de l'imposition des revenus de 2000, cette limite est de 50.000 F pour les voyageurs, représentants et placiers de commerce ou d'industrie. ”

II. – *Les pertes de recettes pour l'Etat résultant du I sont compensées par la création de taxes additionnelles aux droits visés aux articles 403, 575 et 575 A du code général des impôts.*

Article 2 bis B

I. – *Dans la deuxième phrase du premier alinéa de l'article 199 quater D du code général des impôts, la somme : “ 15.000 F ” est remplacée par la somme : “ 30.000 F ”.*

II. – *La perte de recettes résultant pour l'Etat du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle aux droits prévus aux articles 575 et 575 A du code général des impôts.*

Article 2 bis

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en nouvelle lecture**

II *ter.* – *Supprimé.*

III. – Sans modification.

Article 2 bis A

Supprimé.

Article 2 bis B

Supprimé.

Article 2 bis

**Texte adopté par le Sénat
en première lecture**

—
Supprimé.

Article 2 ter

I. – A la fin de la première phrase du deuxième alinéa du 5. a. de l'article 158 du code général des impôts, la somme : " 20.000 F " est remplacée par la somme : " 22.000 F ".

II. – Les pertes de recettes pour l'Etat résultant du I sont compensées par la création de taxes additionnelles aux droits visés aux articles 403, 575 et 575 A du code général des impôts.

Article 2 quater

I. – Le premier alinéa de l'article 199 quindecies du code général des impôts est ainsi modifié :

1° Les mots : " une section de cure médicale " sont remplacés par les mots : " ou un établissement de santé visé au 2° de l'article L. 6111-2 du code de la santé publique " ;

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en nouvelle lecture**

—
Le 3 de l'article 158 du code général des impôts est complété par un alinéa ainsi rédigé :

" L'abattement prévu au troisième alinéa n'est pas opéré lorsque le revenu net imposable excède pour les contribuables célibataires, veufs ou divorcés le montant mentionné à la dernière tranche du barème de l'impôt sur le revenu fixé au 1 du I de l'article 197. Ce montant est doublé pour les contribuables mariés soumis à une imposition commune. "

Article 2 ter

Supprimé.

Article 2 quater

Supprimé.

**Texte adopté par le Sénat
en première lecture**

2° La somme : “ 15.000 F ” est remplacée par la somme : “ 45.000 F ” ;

3° Il est complété par une phrase ainsi rédigée :

“ Ce plafond est porté à 90.000 F lorsque la personne hébergée relève du 3° de l'article L. 341-4 du code de la sécurité sociale. ”

II. – La perte de recettes résultant pour l'Etat du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle aux droits prévus aux articles 575 et 575 A du code général des impôts.

Article 2 quinquies

I. – Dans la dernière phrase du premier alinéa du I de l'article 154 du code général des impôts, la somme : “ 17.000 F ” est remplacée par les mots : “ huit fois le montant mensuel du salaire minimum de croissance ”.

II. – La perte de recettes résultant du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle aux droits visés aux articles 575 et 575 A du code général des impôts.

Article 2 sexies

I. – L'article 199 terdecies-0 A du code général des impôts est ainsi modifié :

1° Dans le premier alinéa du I, le taux : “ 25% ” est remplacé par le taux : “ 30% ” ;

2° Le II est complété par un alinéa ainsi rédigé :

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en nouvelle lecture**

Article 2 quinquies

Supprimé.

Article 2 sexies

Supprimé.

**Texte adopté par le Sénat
en première lecture**

—
“ Pour les versements réalisés à compter du 1^{er} janvier 2000, les limites mentionnées au premier alinéa sont portées respectivement à 50.000 F et 100.000 F. ”

II. – La perte de recettes résultant pour l'Etat de l'application du I est compensée, à due concurrence, par la création de taxes additionnelles aux droits visés aux articles 403, 575 et 575 A du code général des impôts.

Article 2 septies

I. – Le troisième alinéa du 1^o de l'article 199 sexdecies du code général des impôts est complété par les mots : “ et pour les contribuables employant à leur domicile une ou plusieurs personnes pour assurer la garde d'au moins un enfant à charge de moins de trois ans, lorsque chaque membre du couple ou la personne seule exerce une activité professionnelle minimale ”

II. – Les pertes de recettes pour l'Etat résultant du I sont compensées par la création de taxes additionnelles aux droits visés aux articles 403, 575 et 575 A du code général des impôts.

Article 2 octies

I. – Après l'article 200 quater du code général des impôts, il est inséré un article 200 septies ainsi rédigé :

“ Art. 200 septies. – A compter du 1^{er} janvier 2001, les contribuables qui, au cours de l'année d'imposition, ont dû faire face aux frais de déménagement de leur résidence principale peuvent bénéficier à ce titre d'un crédit d'impôt.

“ Ce crédit d'impôt est égal à 25% du montant des dépenses engagées dans la limite de 10.000 F.

“ Il est accordé sur présentation des factures acquittées des entreprises de déménagement régulièrement immatriculées au registre du commerce ayant réalisé la

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en nouvelle lecture**

Article 2 septies

Supprimé.

Article 2 octies

Supprimé.

Texte adopté par le Sénat en première lecture

prestation et mentionnant les adresses du déménagement et son montant.

“ Le crédit d’impôt est imputé sur l’impôt sur le revenu dû au titre de l’année au cours de laquelle les dépenses de déménagement ont été payées, après imputation des réductions d’impôt mentionnées aux articles 199 quater B à 200, de l’avoir fiscal, des crédits d’impôt et des prélèvements ou retenues non libératoires. S’il excède l’impôt dû, l’excédent est restitué. ”

II. – Les pertes de recettes pour l’Etat résultant du I sont compensées par la création de taxes additionnelles aux droits visés aux articles 403, 575 et 575 A du code général des impôts.

Article 3

A. – Le code général des impôts est ainsi modifié :

I. – L’article 39 est complété par un 11 ainsi rédigé :

« 11. 1° Pour ouvrir droit à l’exonération prévue au 31° de l’article 81, les charges engagées par une entreprise à l’occasion de l’attribution ou de la mise à disposition gratuite à ses salariés de matériels informatiques neufs, de logiciels, de tout appareil donnant l’accès aux services de l’internet, et de la fourniture gratuite de prestations de services liées directement à l’utilisation de ces biens sont rapportées au résultat imposable des exercices au cours desquels intervient l’attribution en cause ou l’achèvement des prestations. Ces

dispositions s’appliquent également lorsque les salariés bénéficient de l’attribution ou de la mise à disposition de ces mêmes biens ou de la fourniture de ces prestations de services pour un prix inférieur à leur coût de revient ;

« 2° Le dispositif prévu au 1° s’applique aux opérations effectuées dans le cadre d’un accord conclu, selon les modalités prévues aux articles L. 442-10 et L. 442-11 du code du travail, du 1^{er} janvier 2001 au 31 décembre 2002, sur option exercée dans le document formalisant l’accord. L’attribution, la mise à disposition ou la fourniture effective aux bénéficiaires des biens ou prestations de services doit s’effectuer dans les douze mois de la conclusion de l’accord précité. ”

II. – L’article 81 est complété par un 31 ainsi rédigé :

“ 31° Les avantages résultant des opérations définies au 1° du 11 de l’article 39, dans la limite globale de 10.000 F par salarié, appréciée sur l’ensemble de la période

Texte adopté par l’Assemblée nationale en nouvelle lecture

Article 3

A. – Alinéa sans modification.

I. – Alinéa sans modification.

« 11. 1° Pour ouvrir...

...de logiciels
et de la fourniture...

...coût de revient ;

« 2° Sans modification.

II. – Sans modification.

**Texte adopté par le Sénat
en première lecture**

couverte par l'accord mentionné au 2° du même article. ”

B. – Les avantages mentionnés au 31° de l'article 81 du code général des impôts sont exclus de l'assiette des cotisations de sécurité sociale, de la contribution sociale généralisée et de la contribution pour le remboursement de la dette sociale.

Article 4

Le tarif prévu à l'article 885 U du code général des impôts est ainsi modifié :

FRACTION DE LA VALEUR NETTE TAXABLE DU PATRIMOINE	TARIF APPLICABLE (en pourcentage)
N'excédant pas 4 770 000 F.....	0
Comprise entre 4 770 000 et 7 750 000 F....	0,55
Comprise entre 7 750 000 et 15 380 000 F	0,75
Comprise entre 15 380 000 et 23 870 000 F.....	1
Comprise entre 23 870 000 et 46 220 000 F.....	1,3
Comprise entre 46 220 000 et 101 400	1,65

Article 4 bis A

I. – La dernière phrase du premier alinéa de l'article 885 V bis du code général des impôts est supprimée.

II. – La perte de recettes résultant pour l'Etat des dispositions du I est compensée par la création, à due concurrence, d'une taxe additionnelle aux droits prévus aux articles 575 et 575 A du code général des impôts.

Article 4 bis B

I. – L'article 762 du code général des impôts est ainsi rédigé :

“ Art. 762. – I. – Pour la liquidation des droits de mutation à titre gratuit, la valeur de la nue-propriété et de l'usufruit est déterminée par une quotité exprimée en pourcentage de la propriété entière, en fonction de l'âge de l'usufruitier, conformément au barème ci-après.

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en nouvelle lecture**

B. – Sans modification.

Article 4

Supprimé.

Article 4 bis A

Supprimé.

Article 4 bis B

Supprimé.

**Texte adopté par le Sénat
en première lecture**

Age de l'usufruitier	Bénéficiaires	
	Usufruit	Nue-propriété
moins de 25 ans	80	20
de 25 à moins de 30	75	25
de 30 à moins de 35	70	30
de 35 à moins de 40	65	35
de 40 à moins de 45	60	40
de 45 à moins de 50	55	45
de 50 à moins de 55	50	50
de 55 à moins de 60	45	55
de 60 à moins de 65	40	60
de 65 à moins de 70	35	65
de 70 à moins de 75	30	70
de 75 à moins de 80	25	75
de 80 à moins de 85	20	80
de 85 à moins de 90	15	85
de 90 à moins de 95	10	90
plus de 95 ans révolus	5	95

“ Pour déterminer la valeur de la nue-propriété, il est tenu compte des usufruits ouverts au jour de la mutation de cette nue-propriété ainsi que des usufruits successifs éventuellement stipulés au contrat.

“ II. – L'usufruit constitué pour une durée fixe est estimé aux deux dixièmes de la valeur de la propriété entière pour chaque période de cinq ans de la durée de l'usufruit, sans fraction et sans égard à l'âge de l'usufruitier.

“ III. – Les dispositions des I et II entreront en vigueur un an après la promulgation de la loi de finances pour 2001 (n° du). ”

II. – La perte de recettes résultant pour l'Etat des dispositions du I est compensée par la création, à due concurrence, d'une taxe additionnelle aux droits prévus aux articles 575 et 575 A du code général des impôts.

Article 4 bis

I. – L'article 789 A du code général des impôts est ainsi modifié :

1° Au a, les mots : “ huit ans ” sont remplacés par les mots : “ deux ans ” ;

2° Au premier alinéa du c, les mots : “ huit ans ” sont remplacés par les mots : “ trois ans ”.

II. – L'article 789 B du code général des impôts est ainsi modifié :

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en nouvelle lecture**

Article 4 bis

Alinéa sans modification

1° Sans modification.

2° Au premier ...
...“ six ans ”.

II. – Alinéa sans modification.

Texte adopté par le Sénat en première lecture

1° Au a, les mots : “ trois ans ” sont remplacés par les mots : “ deux ans ” ;

2° Au premier alinéa du b, les mots : “ huit ans ” sont remplacés par les mots : “ trois ans ”.

III. – A la fin de l’article 1840 G *nonies* du code général des impôts, les mots : “ la moitié de la réduction consentie ” sont remplacés par les mots : “ 10% de la réduction consentie en cas de manquement survenant au cours des deux premières années suivant la date de l’engagement et à 5% de cette réduction en cas de manquement survenant la troisième année suivant cette même date. ”

IV. – *La perte de recettes résultant pour l’Etat de la diminution de la durée de l’engagement individuel de conservation des titres est compensée, à due concurrence, par la création d’une taxe additionnelle aux droits visés aux articles 575 et 575 A du code général des impôts.*

Article 4 ter

I. – *Après l’article 885 O bis du code général des impôts, il est inséré un article 885 O bis A ainsi rédigé :*

“ Art. 885 O bis A. – *Sont également considérées comme des biens professionnels au sens de l’article 885 O bis les parts ou actions détenues par des associés réunissant collectivement au moins 25 % des droits financiers et des droits de vote attachés aux titres émis par la société s’ils sont admis à la négociation sur un marché réglementé, ou, à défaut, sur au moins 34 %, à condition que les associés soient liés par un engagement collectif de conservation des titres pendant une période de cinq ans au moins et qu’ils participent au contrôle de l’entreprise et à la définition de sa stratégie.*

“ *En cas de démembrement de propriété, l’engagement de conservation est signé conjointement par l’usufruitier et le nu-propriétaire. En cas de réunion de l’usufruit à la nue-propriété, le terme de l’engagement de conservation des titres dont la pleine propriété est reconstituée demeure identique à celui souscrit conjointement.*

“ *L’engagement collectif de conservation est notifié à la société émettrice des titres, en précisant le nombre de titres visés. Ce document est délivré à tout associé qui en*

Texte adopté par l’Assemblée nationale en nouvelle lecture

1° Sans modification.

2° Au premier...
...“ six ans ”.

III. – A la fin ...

...les mots : “ 20 % de la réduction consentie en cas de manquement survenant au cours des deux premières années suivant la date de l’engagement, à 10% de cette réduction en cas de manquement survenant la troisième ou la quatrième année suivant cette même date et à 5 % de cette réduction en cas de manquement survenant la cinquième ou la sixième année ”.

IV. – **Supprimé.**

Article 4 ter

Supprimé.

**Texte adopté par le Sénat
en première lecture**

fait la demande. Il est communiqué à l'administration fiscale.

“ L'associé qui rompt l'engagement de conservation souscrit des déclarations rectificatives de l'impôt de solidarité sur la fortune au titre des trois années précédentes et acquitte, dans le mois suivant la rupture de l'engagement, le supplément d'impôt en résultant augmenté de l'intérêt de retard prévu à l'article 1727 et de la majoration visée à l'article 1731.

“ Dans le cas où le seuil fixé au premier alinéa n'est plus respecté au 31 décembre de l'année d'imposition, les associés ayant souscrit l'engagement de conservation perdent le bénéfice de la présente disposition jusqu'à ce que le seuil soit de nouveau franchi.

“ Un décret en Conseil d'Etat précise les conditions d'application du présent article. ”

II. – Les pertes de recettes pour l'Etat résultant du I sont compensées par la création, à due concurrence, d'une taxe additionnelle aux droits prévus aux articles 575 et 575 A du code général des impôts.

Article 4 quater

I. – Après l'article 790 B du code général des impôts, sont insérés deux articles 790 C et 790 D ainsi rédigés :

“ Art. 790 C. – Sont exonérées de droits de mutation à titre gratuit entre vifs, à concurrence de la moitié de leur valeur, les parts ou les actions d'une société ayant une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou libérale si les conditions suivantes sont réunies :

“ a. Les parts ou les actions mentionnées ci-dessus doivent faire l'objet d'un engagement collectif de conservation d'une durée minimale de deux ans qui a été pris par le donateur, pour lui et ses ayants cause à titre gratuit, avec d'autres associés ;

“ b. L'engagement collectif de conservation doit porter sur au moins 25% des droits financiers et des droits de vote attachés aux titres émis par la société s'ils sont admis à la négociation sur un marché réglementé ou, à défaut, sur au moins 34%, y compris les parts ou actions transmises.

“ Ces pourcentages doivent être respectés tout au long de la durée de l'engagement collectif de conservation.

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en nouvelle lecture**

Article 4 quater

Supprimé.

**Texte adopté par le Sénat
en première lecture**

“ L’engagement collectif de conservation est opposable à l’administration à compter de la date de l’enregistrement de l’acte qui le constate.

“ Pour le calcul des pourcentages prévus au premier alinéa, il est tenu compte des titres détenus par une société possédant directement une participation dans la société dont les parts ou actions font l’objet de l’engagement collectif de conservation visé au a et auquel elle a souscrit.

“ La valeur des titres de cette société qui sont transmis par donation bénéficie de l’exonération partielle à proportion de la valeur réelle de son actif brut qui correspond à la participation ayant fait l’objet de l’engagement collectif de conservation ;

“ c. Chacun des donataires prend l’engagement dans l’acte de donation, pour lui et ses ayants cause à titre gratuit, de conserver les parts ou les actions transmises pendant une durée de trois ans à compter de la date d’expiration du délai visé au a.

“ En cas de démembrement de propriété, l’engagement de conservation est signé conjointement par l’usufruitier et le nu-propriétaire. En cas de réunion de l’usufruit à la nue-propriété, le terme de l’engagement de conservation des titres dont la pleine propriété est reconstituée demeure identique à celui souscrit conjointement.

“ d. L’un des associés mentionnés au a ou l’un des donataires mentionnés au c exerce effectivement dans la société dont les parts ou actions font l’objet de l’engagement collectif de conservation, pendant les cinq années qui suivent la date de la donation, son activité professionnelle principale si celle-ci est une société de personnes visées aux articles 8 et 8 ter, ou l’une des fonctions énumérées au 1° de l’article 885 0 bis lorsque celle-ci est soumise à l’impôt sur les sociétés, de plein droit ou sur option ;

“ e. L’acte de donation doit être appuyé d’une attestation de la société dont les parts ou actions font l’objet de l’engagement collectif de conservation certifiant que les conditions prévues aux a et b ont été remplies jusqu’au jour de la signature de l’acte.

“ A compter de la donation et jusqu’à l’expiration de l’engagement collectif de conservation visé au a, la société doit en outre adresser, dans les trois mois qui suivent le

**Texte adopté par l’Assemblée nationale
en nouvelle lecture**

**Texte adopté par le Sénat
en première lecture**

31 décembre de chaque année, une attestation certifiant que les conditions prévues aux a et b sont remplies au 31 décembre de chaque année.

“ Un décret en Conseil d’Etat détermine les modalités d’application du présent article, notamment les obligations déclaratives incombant aux redevables et aux sociétés.

“ Art. 790 D. – Sont exonérés de droits de mutation à titre gratuit entre vifs, à concurrence de la moitié de leur valeur, l’ensemble des biens meubles et immeubles, corporels ou incorporels affectés à l’exploitation d’une entreprise individuelle ayant une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou libérale si les conditions suivantes sont réunies :

“ a. L’entreprise individuelle mentionnée ci-dessus a été détenue depuis plus de deux ans par le donateur lorsqu’elle a été acquise à titre onéreux ;

“ b. Chacun des donataires prend l’engagement dans l’acte de donation, pour lui et ses ayants causes à titre gratuit, de conserver l’ensemble des biens affectés à l’exploitation de l’entreprise pendant une durée de trois ans à compter de la date de la donation.

“ En cas de démembrement de propriété, l’engagement de conservation est signé conjointement par l’usufruitier et le nu-propriétaire. En cas de réunion de l’usufruit à la nue-propriété, le terme de l’engagement de conservation de l’ensemble des biens dont la pleine propriété est reconstituée demeure identique à celui souscrit conjointement ;

“ c. L’un des donataires mentionnés au b poursuit effectivement pendant les cinq années qui suivent la date de la transmission à titre gratuit entre vifs l’exploitation de l’entreprise individuelle. ”

II. – L’article 1840 G nonies du code général des impôts est ainsi modifié :

1° Les mots : “ et b de l’article 789 B ” sont remplacés par les mots : “ , au b de l’article 789 B, au c de l’article 790 C et au b de l’article 790 D ” ;

2° Après les mots : “ le complément de droits de mutation par décès ”, sont insérés les mots : “ ou entre vifs, selon le cas ” ;

**Texte adopté par l’Assemblée nationale
en nouvelle lecture**

**Texte adopté par le Sénat
en première lecture**

3° Il est complété par un alinéa ainsi rédigé :

“ Les dispositions de l’alinéa précédent ne s’appliquent pas en cas de liquidation judiciaire de l’entreprise. ”

III. – Les dispositions du I sont exclusives de l’application de celles mentionnées à l’article 790 du code général des impôts.

IV. – Les pertes de recettes résultant pour l’Etat du I sont compensées par la création, à due concurrence, d’une taxe additionnelle aux droits prévus aux articles 575 et 575 A du code général des impôts.

Article 5

I. – Les articles 1599 C à 1599 J du code général des impôts ainsi que les articles 1599 nonies à 1599 duodécies du même code sont abrogés.

**Texte adopté par l’Assemblée nationale
en nouvelle lecture**

Article 5

I. – *Le code général des impôts est ainsi modifié :*

1° L’article 1599 F est ainsi rédigé :

“ Art. 1599 F. – Sont exonérés de la taxe différentielle sur les véhicules à moteur :

a. Les personnes physiques, à raison des voitures particulières, des véhicules carrossés en caravanes ou spécialement aménagés pour le transport des handicapés, dont elles sont propriétaires ou locataires en vertu d’un contrat de crédit-bail ou de location de deux ans ou plus ;

a bis. Les personnes physiques, à raison des véhicules autres que ceux visés au a, d’un poids total autorisé en charge n’excédant pas deux tonnes, dont elles sont propriétaires ou locataires en vertu d’un contrat de crédit-bail ou de location de deux ans ou plus ;

b. Les associations et les établissements publics ayant pour unique activité l’aide aux handicapés, à raison des véhicules qui leur appartiennent ou qu’ils prennent en location en vertu d’un contrat de crédit-bail ou de location de deux ans ou plus, et qui sont réservés exclusivement au transport gratuit des personnes handicapées ;

c. Les associations régies par la loi du 1er juillet 1901 relative au contrat d’association, les associations régies par la loi locale en vigueur dans les départements de la Moselle, du Bas-Rhin et du Haut-Rhin, les fondations reconnues d’utilité publique, les fondations d’entreprise, les

**Texte adopté par le Sénat
en première lecture**

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en nouvelle lecture**

I bis. – La perte de recettes résultant pour les départements de la suppression totale de la vignette est compensée par une majoration, à due concurrence, de la dotation globale de fonctionnement.

I ter. – La perte de recettes résultant pour l'Etat de la majoration de la dotation globale de fonctionnement destinée à compenser aux départements la suppression de la vignette est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle aux droits prévus aux articles 575 et 575 A du code général des impôts.

II. – Les dispositions du I s'appliquent à compter de la période d'imposition s'ouvrant le 1^{er} décembre 2000.

III. – Supprimé.

congrégations et les syndicats professionnels visés à l'article L. 411-1 du code du travail, à raison des voitures particulières, des véhicules carrossés en caravanes ou spécialement aménagés pour le transport des personnes handicapées, et des autres véhicules d'un poids total autorisé en charge n'excédant pas deux tonnes, dont ils sont propriétaires ou locataires en vertu d'un contrat de crédit-bail ou d'un contrat de location de deux ans ou plus. ” ;

2° Il est inséré un article 1599 I bis ainsi rédigé :

“ Art. 1599 I bis. – La taxe différentielle sur les véhicules à moteur est exigible soit à l'ouverture de la période d'imposition, soit dans le mois de la première mise en circulation des véhicules en France métropolitaine ou dans les départements d'outre-mer, soit dans le mois au cours duquel le véhicule cesse d'être en situation de bénéficier d'une exonération ou d'une dispense. Toutefois, elle n'est pas due pour la période en cours si la première mise en circulation a lieu entre le 15 août et le 30 novembre. ”

I bis. – Supprimé.

I ter. – Supprimé.

II. – Sans modification.

III. – Les pertes de recettes résultant pour les collectivités de l'application du 1° du I sont compensées chaque année soit par une majoration des attributions de dotation générale de décentralisation, soit par des diminutions des ajustements prévus au deuxième alinéa de l'article L. 1614-4 du code général des collectivités territoriales.

Cette compensation est calculée en 2001 sur la base du produit résultant de l'application des tarifs votés par les assemblées délibérantes en application des articles 1599 G

**Texte adopté par le Sénat
en première lecture**

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en nouvelle lecture**

IV. – Supprimé.

IV bis. – La perte de recettes résultant pour les départements de la suppression totale de la vignette est compensée par une majoration, à due concurrence, de la dotation globale de fonctionnement.

IV ter. – La perte de recettes résultant pour l'Etat de la majoration de la dotation globale de fonctionnement destinée à compenser aux départements la suppression de la vignette est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle aux droits prévus aux articles 575 et 575 A du code général des impôts.

V. – Pour l'année 2000, par dérogation au cinquième alinéa de l'article 25 de la loi de finances pour 1984 (n° 83-1179 du 29 décembre 1983), le montant total des avances versées est égal au produit résultant de l'application des tarifs votés par les conseils généraux en application de l'article 1599 G du code général des impôts au titre de la période d'imposition du 1^{er} décembre 2000 au 30 novembre 2001 à l'état du parc automobile par département constaté au 31 décembre 2000, majoré des recettes de taxe différentielle sur les véhicules à moteur encaissées pour le compte des

et 1599 decies du code général des impôts au titre de la période d'imposition du 1^{er} décembre 2000 au 30 novembre 2001 à l'état du parc automobile par collectivité constaté au 31 décembre 2000, majoré des recettes de taxe différentielle sur les véhicules à moteur encaissées pour le compte de chaque collectivité en 2000 au titre de la période d'imposition du 1^{er} décembre 1999 au 30 novembre 2000. Le montant obtenu est réduit des recettes de taxe différentielle sur les véhicules à moteur encaissées pour le compte de chaque collectivité au titre de la période d'imposition du 1^{er} décembre 2000 au 30 novembre 2001. Le montant de la compensation ainsi définie, revalorisé en fonction de l'évolution de la dotation globale de fonctionnement au titre de 2001, évolue chaque année comme la dotation globale de fonctionnement à partir de 2002 .

IV. – Pour l'année 2001, par dérogation au troisième alinéa de l'article 25 de la loi de finances pour 1984 (n° 83-1179 du 29 décembre 1983), le montant mensuel de l'avance versée est déterminé sur la base de un douzième de la prévision d'encaissement total de recettes au cours de cette même année telle qu'elle figure dans la présente loi de finances, répartie entre départements proportionnellement au produit qu'ils ont perçu au titre de la période d'imposition du 1^{er} décembre 1999 au 30 novembre 2000. Les montants servant de base au calcul des avances versées en 2001 sont fixés par département par arrêté conjoint des ministres chargés de l'intérieur et du budget.

IV bis. – Supprimé.

IV ter. – Supprimé.

V. – Sans modification.

**Texte adopté par le Sénat
en première lecture**

départements en 2000 au titre de la période d'imposition du 1^{er} décembre 1999 au 30 novembre 2000. Le montant ainsi calculé est réduit, le cas échéant, des prélèvements effectués en application de l'article L. 1614-4 du code général des collectivités territoriales.

VI. – Pour l'année 2000, les pertes de recettes résultant pour la collectivité territoriale de Corse de l'application du 1^o du I sont compensées par une majoration des attributions de dotation générale de décentralisation. Cette compensation est calculée en 2000 sur la base du produit résultant de l'application des tarifs votés par l'Assemblée de Corse en application de l'article 1599 *decies* du code général des impôts au titre de la période d'imposition du 1^{er} décembre 2000 au 30 novembre 2001 à l'état du parc automobile constaté en Corse au 31 décembre 2000, minoré des recettes de taxe différentielle sur les véhicules à moteur encaissées pour le compte de la collectivité en 2000 au titre de la période d'imposition du 1^{er} décembre 2000 au 30 novembre 2001.

VII. – *L'article 99 de la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition de compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat est ainsi modifié :*

A. – *Dans le II de cet article, les mots : “ des taxes sur les véhicules à moteur prévues aux articles 1007 à 1009 B du code général des impôts, et ” sont supprimés.*

B. – *Le même paragraphe est complété par un alinéa ainsi rédigé :*

“ Les charges mentionnées ci-dessus sont également compensées par la création d'une taxe départementale sur les véhicules de sociétés, d'un droit départemental d'enregistrement sur les cessions de fonds de commerce, et d'un droit départemental de mutation à titre gratuit entre vifs. ”

VIII. – *Dans la première phrase du premier alinéa de l'article L. 1614-4 du code général des collectivités territoriales, après les mots : “ par le transfert d'impôts d'Etat, ”, sont insérés les mots : “ par la création d'impôts locaux, ”.*

IX. – *Dans le deuxième alinéa de l'article L. 1614-5 du même code, après les mots : “ collectivité par collectivité, ”, sont insérés les mots : “ soit par la création d'impôts locaux, ”.*

X. – A. – 1. *La taxe sur les véhicules de sociétés*

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en nouvelle lecture**

VI. – Sans modification.

VII. – **Supprimé.**

VIII. – **Supprimé.**

IX. – **Supprimé.**

X. – **Supprimé.**

**Texte adopté par le Sénat
en première lecture**

perçue par l'Etat est supprimée. En conséquence, les articles 1010 et 1010 A du code général des impôts sont abrogés.

2. Les droits d'enregistrement sur les mutations de propriétés à titre onéreux de fonds de commerce ou de clientèle perçus par l'Etat sont supprimés. En conséquence, les articles 719 à 723 du même code sont abrogés.

3. Les droits de mutation à titre gratuit entre vifs perçus par l'Etat sont supprimés. En conséquence, les articles 776, 790, 790 A, 790 B et 791 du même code sont abrogés.

B. – Après l'article 1599 J du même code, sont insérés trois articles 1599 K, 1599 L et 1599 M ainsi rédigés :

“ Art. 1599 K. – A compter de 2001, une taxe sur les véhicules de sociétés est perçue au profit des départements autres que les départements corses.

“ Art. 1599 L. – La taxe départementale sur les véhicules de sociétés est une taxe annuelle non déductible pour l'établissement de l'impôt sur les sociétés, à laquelle sont soumis les véhicules immatriculés dans la catégorie des voitures particulières, possédés ou utilisés par les sociétés. Son montant est fixé à :

“ a. 7.400 F pour les véhicules dont la puissance fiscale n'excède pas 7 CV ;

“ b. 16.000 F pour les autres véhicules.

“ Le conseil général peut, chaque année, modifier pour les années suivantes les tarifs prévus aux a et b. L'écart entre les tarifs prévus aux a et b et les tarifs fixés par le conseil général ne peut être supérieur à 10 %.

“ La taxe n'est toutefois pas applicable aux véhicules destinés exclusivement soit à la vente, soit à la location de courte durée, soit à l'exécution d'un service de transport à la disposition du public, lorsque ces opérations correspondent à l'activité normale de la société propriétaire.

“ Le décret institutif fixe les modalités d'assiette de la taxe, ainsi que les cas d'exonération en ce qui concerne les véhicules de fabrication ancienne.

“ La taxe est perçue par voie de timbre dans des

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en nouvelle lecture**

**Texte adopté par le Sénat
en première lecture**

conditions fixées par décret.

“ Lorsqu’elle est exigible en raison des véhicules pris en location, la taxe est à la charge de la société locataire. Les conditions d’application du présent alinéa sont fixées par décret.

“ Art. 1599 M. – Les véhicules fonctionnant exclusivement ou non au moyen de l’énergie électrique, du gaz naturel véhicules ou du gaz de pétrole liquéfié sont exonérés de la taxe prévue à l’article 1599 L.

“ Par dérogation aux dispositions du premier alinéa, les véhicules qui fonctionnent alternativement au moyen de supercarburants et de gaz de pétrole liquéfié sont exonérés de la moitié du montant de la taxe prévue à l’article 1599 L. ”

C.– I. Après l’article 1595 ter du même code, il est inséré une division I bis ainsi rédigée :

“ I bis. – DROIT DÉPARTEMENTAL D’ENREGISTREMENT SUR LES CESSIONS DE FONDS DE COMMERCE

“ Art. 1595 quater. – A compter du 1^{er} janvier 2001, les départements autres que les départements corses perçoivent un droit d’enregistrement sur les mutations de propriété à titre onéreux de fonds de commerce ou de clientèles. Les taux de ce droit sont fixés à :

<i>Fraction de la valeur taxable</i>	<i>Tarif applicable %</i>
<i>N’excédant pas 150.000 F</i>	<i>0</i>
<i>Comprise entre 150.000 et 700.000 F</i>	<i>4,40</i>
<i>Supérieure à 700.000F</i>	<i>3,80</i>

“ Le droit est perçu sur le prix de la vente de l’achalandage, de la cession du droit au bail et des objets mobiliers ou autres servant à l’exploitation du fonds. Ces objets doivent donner lieu à un inventaire, détaillé et estimatif, et un état distinct dont trois exemplaires, rédigés sur les feuilles spéciales fournies par l’administration, doivent rester déposés à la recette où la formalité est requise.

“ Le conseil général peut modifier chaque année,

**Texte adopté par l’Assemblée nationale
en nouvelle lecture**

**Texte adopté par le Sénat
en première lecture**

pour les années suivantes, les tarifs prévus ci-dessus. L'écart entre ces tarifs et les tarifs fixés par le conseil général ne peut être supérieur à 10 %.

“ Art. 1595 quinquies. – Les dispositions du présent code applicables aux mutations de propriété à titre onéreux de fonds de commerce ou de clientèles sont étendues à toute convention à titre onéreux, ayant pour effet de permettre à une personne d'exercer une profession, une fonction ou un emploi occupé par un précédent titulaire, même lorsque ladite convention conclue avec ce titulaire ou ses ayants cause ne s'accompagne pas d'une cession de clientèle.

“ Les droits sont exigibles sur toutes les sommes dont le paiement est imposé, du chef de la convention, sous quelque dénomination que ce soit, au successeur, ainsi que sur toutes les charges lui incombant au même titre.

“ Régimes spéciaux et exonérations

“ 1° Amélioration des structures des entreprises et développement de la recherche scientifique et technique

“ Art. 1595 sexies. – Le droit de mutation à titre onéreux prévu par l'article 1595 quater peut être réduit à 2,40 % pour les acquisitions de fonds de commerce et de clientèles réalisées par les entreprises exploitantes dans le cadre des opérations définies à l'article 1465.

“ La demande du bénéfice de ce régime de faveur est présentée dans l'acte d'acquisition. Elle est soumise à agrément préalable dans les mêmes conditions et pour les mêmes opérations que celles prévues à l'article 1465.

“ Lorsque l'entreprise cesse volontairement son activité ou cède le bien acquis dans les cinq ans de l'acquisition, ou ne respecte pas les conditions auxquelles le régime de faveur est subordonné, elle est tenue d'acquitter, à première réquisition, le complément de droit dont la mutation a été dispensée et, en outre, l'intérêt de retard prévu à l'article 1727.

“ Les dispositions du troisième alinéa ne sont pas applicables lorsque le bien acquis est transmis à titre gratuit ou en cas de fusion ou d'apport en société du bien lorsque le nouveau propriétaire s'engage à respecter les conditions auxquelles le régime de faveur est subordonné.

“ 2° Débits de boissons

“ Art. 1595 septies. – Le droit prévu à l'article 1595

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en nouvelle lecture**

**Texte adopté par le Sénat
en première lecture**

quater est réduit, pour la fraction de la valeur taxable supérieure à 150.000 F, à 2,40 % pour les mutations de propriété à titre onéreux de débits de boissons à consommer sur place de troisième et quatrième catégories, réalisées dans les conditions prévues à l'article 41 bis.

“ Toutefois, si ces conditions ne sont pas remplies dans le délai imparti, l'avantage fiscal prévu à l'alinéa qui précède devient caduc et le complément de droit est réclamé au seul acquéreur. Il en est de même en cas d'infraction à la législation des débits de boissons commise par le cessionnaire dans le délai de trois ans, à compter de la mutation et à l'occasion de l'exploitation du débit cédé.

“ 3° Aménagement et développement du territoire

“ Art. 1595 octies. – Le taux de 4,40 % du droit de mutation prévu à l'article 1595 quater est réduit à 0 % pour les acquisitions de fonds de commerce et de clientèles dans les communes, autres que celles classées comme stations balnéaires, thermales, climatiques, de tourisme et de sports d'hiver comportant plus de 2.500 lits touristiques, dont la population est inférieure à 5.000 habitants et qui sont situées dans les territoires ruraux de développement prioritaire.

“ Cette réduction de taux est également applicable aux acquisitions de même nature réalisées dans les zones de redynamisation urbaine définies au I ter de l'article 1466 A et dans les zones franches urbaines mentionnées au I quater de l'article 1466 A.

“ Pour bénéficier du taux réduit, l'acquéreur doit prendre, lors de la mutation, l'engagement de maintenir l'exploitation du bien acquis pendant une période minimale de cinq ans à compter de cette date.

“ Lorsque l'engagement prévu au troisième alinéa n'est pas respecté, l'acquéreur est tenu d'acquitter, à première réquisition, le complément d'imposition dont il avait été dispensé.

“ 4° Marchandises neuves

“ Art. 1595 nonies. – 1. Les ventes de marchandises neuves corrélatives à la cession ou à l'apport en société d'un fonds de commerce sont exonérées de tout droit proportionnel d'enregistrement lorsqu'elles donnent lieu à la perception de la taxe sur la valeur ajoutée.

“ Dans le cas contraire, les marchandises neuves

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en nouvelle lecture**

**Texte adopté par le Sénat
en première lecture**

garnissant le fonds ne sont assujetties qu'à un droit de 1,60 % à condition qu'il soit stipulé, en ce qui les concerne, un prix particulier, et qu'elles soient désignées et estimées article par article dans un état distinct, dont quatre exemplaires, rédigés sur des formules spéciales fournies par l'administration, doivent rester déposés au service des impôts auprès duquel la formalité est requise. "

2. Au début du cinquième alinéa (4°) de l'article 1595 du même code sont insérés les mots : " pour les seuls départements corses, "

D. – 1. Avant l'article 758 du même code l'intitulé : " 1. Dispositions communes aux successions et aux donations " est remplacé par l'intitulé : " 1. Dispositions générales ", avant l'article 779, l'intitulé : " a. Dispositions communes aux successions et aux donations " est remplacé par l'intitulé : " a. Dispositions générales " et avant l'article 798, l'intitulé : " 1. Dispositions communes aux successions et aux donations " est remplacé par l'intitulé : " 1. Dispositions générales ".

2. Après l'article 1595 ter du même code, il est inséré une division I ter ainsi rédigée :

" I ter. – DROIT DÉPARTEMENTAL DE MUTATION À TITRE GRATUIT ENTRE VIFS

" Art. 1595 decies. – A compter du 1^{er} janvier 2001, un droit de mutation à titre gratuit entre vifs est perçu par les départements autres que les départements corses dans les conditions prévues aux articles 750 ter à 763, 777 à 787 A, 792 à 799 et 1595 undecies à 1595 sexdecies.

" Art. 1595 undecies. – I. – Les dispositions du I de l'article 764 sont applicables à la liquidation des droits de mutation entre vifs, à titre gratuit, toutes les fois que les meubles transmis sont vendus publiquement dans les deux ans de l'acte de donation.

" II. – En ce qui concerne les bijoux, pierreries, objets d'art ou de collection, la valeur imposable ne peut, sous réserve de ce qui est dit au I, être inférieure à 60 % de l'évaluation faite dans les contrats ou conventions d'assurances contre le vol ou contre l'incendie en cours à la date de la donation et conclu par le donateur, son conjoint ou ses auteurs depuis moins de dix ans.

" S'il existe plusieurs polices susceptibles d'être retenues pour l'application du forfait, celui-ci est calculé sur la moyenne des évaluations figurant dans ces polices.

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en nouvelle lecture**

**Texte adopté par le Sénat
en première lecture**

—
“ Art. 1595 *duodecies*. – Les donations effectuées conformément aux dispositions du code civil bénéficient sur les droits liquidés en application des dispositions des articles 777 et suivants d’une réduction de 50 % lorsque le donateur est âgé de moins de soixante-cinq ans et de 31 % lorsque le donateur a soixante-cinq ans révolus et moins de soixante-quinze ans.

“ Art. 1595 *terdecies*. – Un abattement de 100.000 F par part est effectué pour la perception des droits de mutation à titre gratuit exigibles sur les donations de titres consenties à tout ou partie du personnel d’une entreprise. Cet abattement ne peut se cumuler avec un autre abattement. Il est subordonné à un agrément préalable du ministre de l’économie et des finances.

“ Art. 1595 *quaterdecies*. – Pour la perception des droits de mutation à titre gratuit entre vifs, il est effectué un abattement de 100.000 F sur la part de chacun des petits-enfants.

“ Les petits-enfants décédés du donateur sont, pour l’application de l’abattement, représentés par leurs descendants donataires dans les conditions prévues par le code civil en matière de représentation successorale.

“ Art. 1595 *quindecies*. – Le taux de la taxe de publicité foncière est réduit à 0,60 % pour les mutations entre vifs à titre gratuit. La valeur à retenir pour l’assiette de la taxe ne peut être inférieure, le cas échéant, à celle qui sert de base à la liquidation des droits d’enregistrement suivant les dispositions du présent code.

“ Art. 1595 *sexdecies*. – Le conseil général peut, chaque année, pour les années suivantes, réduire les taux prévus à l’article 777. Les taux résultant des délibérations du conseil général ne peuvent être inférieurs de plus de 10 % aux taux prévus à ce même article.

E.– Après l’article 1599 *duodecies* du même code, il est inséré trois articles 1599 *duodecies* A, 1599 *duodecies* B et 1599 *duodecies* C ainsi rédigés :

“ Art. 1599 *duodecies* A. – A compter du 1^{er} janvier 2001, la collectivité territoriale de Corse perçoit une taxe sur les véhicules de sociétés.

**Texte adopté par l’Assemblée nationale
en nouvelle lecture**

—

**Texte adopté par le Sénat
en première lecture**

—
“ *Le champ d’application, les exonérations, les régimes spéciaux et les règles d’assiette et de recouvrement de cette taxe sont ceux prévus aux articles 1599 K à 1599 M.*

“ *L’Assemblée de Corse peut modifier les tarifs de cette taxe dans les conditions prévues à l’article 1599 L.*

“ *Art. 1599 duodecies B. – A compter du 1^{er} janvier 2001, la collectivité territoriale de Corse perçoit un droit d’enregistrement sur les cessions de fonds de commerce.*

“ *Le champ d’application, les exonérations, les régimes spéciaux et les règles d’assiette et de recouvrement de ce droit d’enregistrement sont ceux prévus aux articles 1595 quater à 1595 nonies.*

“ *L’Assemblée de Corse peut modifier les tarifs de ce droit d’enregistrement dans les conditions prévues à l’article 1595 quater.*

“ *Art. 1599 duodecies C. – A compter du 1^{er} janvier 2001, la collectivité territoriale de Corse perçoit un droit de mutation à titre gratuit entre vifs.*

“ *Le champ d’application, les exonérations, les régimes spéciaux et les règles d’assiette et de recouvrement de ce droit d’enregistrement sont ceux prévus aux articles 1595 decies à 1595 sexdecies.*

“ *L’Assemblée de Corse peut modifier les tarifs de ce droit d’enregistrement dans les conditions prévues à l’article 1595 sexdecies. »*

XI. – *En 2001, les ressources perçues par chaque département au titre de la taxe départementale sur les véhicules des sociétés, du droit départemental d’enregistrement sur les cessions de fonds de commerce, du droit départemental de mutation à titre gratuit entre vifs et de la dotation générale de décentralisation sont équivalentes aux ressources perçues par lui en 2000 au titre de la taxe différentielle sur les véhicules à moteur et de la dotation générale de décentralisation, revalorisées en fonction de l’évolution de la dotation globale de fonctionnement au titre de 2001. A cet effet, le montant de ses attributions de dotation générale de décentralisation est, le cas échéant, majoré ou minoré à due concurrence.*

XII. – *La perte de recettes résultant pour*

**Texte adopté par l’Assemblée nationale
en nouvelle lecture**

XI. – **Supprimé.**

XII. – **Supprimé.**

**Texte adopté par le Sénat
en première lecture**

l'Etat de la suppression de la taxe sur les véhicules de sociétés, des droits de mutation à titre gratuit entre vifs et des droits de mutation à titre onéreux de fonds de commerce prévue par les dispositions du IX est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle aux droits prévus aux articles 575 et 575 A du code général des impôts.

Article 5 bis

I. – Dans la dernière phrase du II de l'article 1641 du code général des impôts, le taux : " 4,4% " est remplacé par le taux : " 4% ".

II. – La perte de recettes résultant pour l'Etat de l'application du I est compensée, à due concurrence, par la création de taxes additionnelles aux droits visés aux articles 403, 575 et 575 A du code général des impôts.

Article 6

I. – I. – Le *b* du I de l'article 219 du code général des impôts est ainsi rédigé :

“ *b.* Par exception aux deuxième et quatrième alinéas, pour les redevables ayant réalisé un chiffre d'affaires de moins de 50 millions de francs au cours de l'exercice ou de la période d'imposition, ramené s'il y a lieu à douze mois, le taux de l'impôt applicable au bénéfice imposable est fixé, dans la limite de 250.000 F de bénéfice imposable par période de douze mois, à 25 % pour les exercices ouverts en 2001 et à 15 % pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2002. Toutefois, pour les exercices ouverts en 2001, les résultats relevant du régime des plus-values à long terme sont imposés au taux prévu au *a* et

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en nouvelle lecture**

Article 5 bis

Supprimé.

Article 6

I. – Sans modification.

**Texte adopté par le Sénat
en première lecture**

ne sont pas pris en compte pour l'appréciation de la limite de 250.000 F.

“ Pour la société mère d'un groupe mentionné à l'article 223 A, le chiffre d'affaires est apprécié en faisant la somme des chiffres d'affaires de chacune des sociétés membres de ce groupe. Le capital des sociétés mentionnées au premier alinéa doit être entièrement libéré et détenu de manière continue pour 75 % au moins par des personnes physiques ou par une société répondant aux mêmes conditions dont le capital est détenu, pour 75 % au moins, par des personnes physiques. Pour la détermination de ce pourcentage, les participations des sociétés de capital-risque, des fonds communs de placement à risques, des sociétés de développement régional et des sociétés financières d'innovation ne sont pas prises en compte à la condition qu'il n'existe pas de lien de dépendance au sens du 1 *bis* de l'article 39 *terdecies* entre la société en cause et ces dernières sociétés ou ces fonds. ”

II. – Le *f* du I de l'article 219 du code général des impôts est ainsi modifié :

1° Le premier alinéa est complété par trois phrases ainsi rédigées :

“ L'option ne peut plus être exercée pour l'imposition des résultats des exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2001. Lorsque, à cette date, la série de trois exercices bénéficiaires est en cours, le taux d'imposition prévu par le dispositif ne s'applique pas aux résultats des exercices restants, sauf, sur option de l'entreprise, pour les exercices ouverts en 2001, auquel cas le taux prévu au b s'applique à la fraction des résultats imposables comprise

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en nouvelle lecture**

II. – Alinéa sans modification.

1° Alinéa sans modification.

“ L'option ...

ouverts en 2001. Dans ce dernier cas, le taux de 25% prévu au b s'applique ...

...et 250 000F lorsque les conditions prévues au b sont réunies. » ;

**Texte adopté par le Sénat
en première lecture**

entre la part des résultats imposables selon les modalités prévues au présent article et 250.000 F ; et sauf, sur option, aux entreprises pour lesquelles la série de trois exercices bénéficiaires est en cours au 1^{er} janvier 2001 et dont le chiffre d'affaires est supérieur à 50 millions de francs au cours de l'exercice ou de la période d'imposition, ramené s'il y a lieu à douze mois. Dans ce dernier cas, les dispositions de la dernière phrase du sixième alinéa ne s'appliquent pas. ” ;

2° Le sixième alinéa est complété par une phrase ainsi rédigée :

“ Lorsque les incorporations de capital afférentes à l'imposition de résultats d'exercices ouverts avant le 1^{er} janvier 2001 ont été différées, elles doivent être effectuées au plus tard à la clôture du second exercice ouvert à compter de cette date. ”

II bis. – La perte de recettes résultant pour l'Etat du maintien sur option, pour les entreprises pour lesquelles la série de trois exercices bénéficiaires est en cours à la date du 1^{er} janvier 2001, du dispositif d'imposition à taux réduit pour les bénéfices incorporés au capital, est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle aux droits visés aux articles 575 et 575 A du code général des impôts.

III. – Au troisième alinéa du I de l'article 220 *quinquies* du code général des impôts, les mots : “ une créance égale au produit du déficit imputé dans les conditions prévues au même alinéa par le taux de l'impôt sur les sociétés applicable à l'exercice déficitaire ” sont remplacés par les mots : “ une créance d'égal montant ”.

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en nouvelle lecture**

2° Sans modification.

II bis. – *Supprimé.*

III. – Sans modification.

**Texte adopté par le Sénat
en première lecture**

IV. – A la première phrase du quatrième alinéa du 1 de l'article 223 *sexies* du code général des impôts, après les mots : “ des plus-values à long terme ”, sont insérés les mots : “ ou sur des bénéfices d'exercice clos depuis cinq ans au plus imposés aux taux prévus au b du I de l'article 219 ” et le cinquième alinéa du même article est complété par les mots : “ ou du bénéfice ”.

V. – Le premier alinéa du 1 de l'article 1668 du code général des impôts est ainsi rédigé :

“ L'impôt sur les sociétés donne lieu au versement, au comptable du Trésor chargé du recouvrement des impôts directs, d'acomptes trimestriels déterminés à partir des résultats du dernier exercice clos. Le montant total de ces acomptes est égal à un montant d'impôt sur les sociétés calculé sur le résultat imposé au taux fixé au deuxième alinéa du I de l'article 219, sur le résultat imposé au taux fixé au b du I de l'article 219 diminué de sa fraction correspondant à la plus-value nette provenant de la cession des éléments d'actif et sur le résultat net de la concession de licences d'exploitation des éléments mentionnés au 1 de l'article 39 *terdecies* du dernier exercice pour sa fraction non imposée au taux fixé au b du I de l'article 219. Pour les sociétés nouvellement créées, ces acomptes sont déterminés d'après un impôt de référence calculé au taux fixé au deuxième alinéa du I de l'article 219 sur le produit évalué à 5 % du capital social. ”

VI. – Le 4 *bis* de l'article 1668 du code général des impôts est ainsi rédigé :

“ 4 *bis*. L'entreprise qui estime que le

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en nouvelle lecture**

IV. – Sans modification.

V. – Sans modification.

VI. – Sans modification.

**Texte adopté par le Sénat
en première lecture**

—
montant des acomptes déjà versés au titre d'un exercice est égal ou supérieur à la cotisation totale d'impôt sur les sociétés dont elle sera redevable au titre de l'exercice concerné, avant imputation des crédits d'impôt et avoirs fiscaux, peut se dispenser de nouveaux versements d'acomptes en remettant au comptable du Trésor chargé du recouvrement des impôts directs, avant la date d'exigibilité du prochain versement à effectuer, une déclaration datée et signée. ”

VII. – Les dispositions des III, IV, V et VI s'appliquent aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2001.

Toutefois, les entreprises peuvent, pour le calcul des acomptes d'impôt sur les sociétés dus au titre du bénéfice imposable du premier exercice ouvert en 2001 et en 2002, tenir compte, dans la limite de 250.000 F par période de douze mois, du taux fixé au b du I de l'article 219 du code général des impôts applicable à l'exercice en cours, sous réserve que les conditions édictées par cet article soient remplies au titre de l'exercice précédent.

Article 6 bis

I. – Il est inséré, dans la loi n° 85-695 du 11 juillet 1985 portant diverses dispositions d'ordre économique et financier, un article ^{1^{er}}-1 ainsi rédigé :

“ *Art. 1^{er}-1.* – Peuvent être autorisées à prendre et à conserver la dénomination de “sociétés de capital-risque” les sociétés françaises par actions qui satisfont aux conditions suivantes :

“ 1° Avoir pour objet social la gestion

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en nouvelle lecture**

—
VII. – Sans modification.

Article 6 bis

I. – Sans modification.

**Texte adopté par le Sénat
en première lecture**

—

d'un portefeuille de valeurs mobilières. Une société de capital-risque dont le total de bilan n'a pas excédé 65 millions de francs au cours de l'exercice précédent peut également effectuer à titre accessoire des prestations de services dans le prolongement de son objet social. Le caractère accessoire de ces prestations de services est établi lorsque le montant du chiffre d'affaires hors taxes de ces prestations n'excède pas au cours de l'exercice 50 % des charges, autres que les dotations aux provisions et les charges exceptionnelles, admises en déduction sur le plan fiscal au cours du même exercice. Le bénéfice afférent aux prestations de services accessoires exonéré d'impôt sur les sociétés, en application du deuxième alinéa du 3^o septies de l'article 208 du code général des impôts, ne doit pas excéder la limite de 250.000 F par période de douze mois.

“ L'actif d'une société de capital-risque comprend exclusivement des valeurs mobilières françaises ou étrangères, négociées ou non sur un marché réglementé, des droits sociaux, des avances en compte courant, d'autres droits financiers et des liquidités. L'actif peut également comprendre les biens meubles et immeubles nécessaires à son fonctionnement.

“ La situation nette comptable d'une société de capital-risque doit en outre être représentée de façon constante à concurrence de 50 % au moins de parts, actions, obligations remboursables, obligations convertibles ou titres participatifs de sociétés ayant leur siège dans un Etat de la Communauté européenne, dont les titres ne sont pas admis aux négociations sur un marché réglementé français ou étranger, qui exercent une activité

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en nouvelle lecture**

—

**Texte adopté par le Sénat
en première lecture**

mentionnée à l'article 34 du code général des impôts et qui sont soumises à l'impôt sur les sociétés dans les conditions de droit commun au taux normal ou qui y seraient soumises dans les mêmes conditions si l'activité était exercée en France.

“ Sont également pris en compte pour le calcul de la proportion de 50 % :

“ *a)* Dans la limite de 15 % de la situation nette comptable, les avances en compte courant consenties, pour la durée de l'investissement réalisé, à des sociétés remplissant les conditions pour être retenues dans le quota de 50 % dans lesquelles la société de capital-risque détient au moins 5 % du capital ;

“ *b)* Les parts, actions, obligations remboursables, obligations convertibles ou titres participatifs des sociétés ayant leur siège dans un Etat de la Communauté européenne, dont les titres ne sont pas admis aux négociations sur un marché réglementé français ou étranger, qui sont soumises à l'impôt sur les sociétés dans les conditions de droit commun au taux normal ou qui y seraient soumises dans les mêmes conditions si l'activité était exercée en France, et qui ont pour objet exclusif de détenir des participations soit dans des sociétés qui répondent aux conditions prévues pour que leurs titres soient inclus dans le quota de 50 % en cas de participation directe de la société de capital-risque, soit dans des sociétés ayant leur siège dans un Etat de la Communauté européenne, dont les titres ne sont pas admis aux négociations sur un marché réglementé français ou étranger, qui sont soumises à l'impôt sur les sociétés dans les conditions de droit commun au taux normal ou qui y seraient soumises dans les mêmes conditions si

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en nouvelle lecture**

**Texte adopté par le Sénat
en première lecture**

l'activité était exercée en France, et qui ont pour objet exclusif de détenir des participations qui répondent aux conditions prévues pour que leurs titres soient inclus dans le quota de 50 % en cas de participation directe de la société de capital-risque ;

“ c) Les titres, détenus depuis cinq ans au plus, des sociétés qui, admises aux négociations sur l'un des marchés réglementés de valeurs de croissance de l'Espace économique européen ou un compartiment de valeurs de croissance de ces marchés dont la liste est fixée par arrêté du ministre chargé de l'économie, et remplissant les conditions mentionnées au troisième alinéa du 1° ci-dessus autres que celle tenant à la non-cotation, ont procédé à une augmentation en numéraire de leur capital d'un montant au moins égal à 50 % du montant global de l'opération d'introduction de leurs titres, ont obtenu leur première cotation moins de cinq ans avant l'acquisition des actions par la société de capital-risque et ont réalisé un chiffre d'affaires hors taxes inférieur ou égal à 500 millions de francs au cours du dernier exercice clos avant leur première cotation.

“ Lorsque les titres d'une société détenus par une société de capital-risque sont admis aux négociations sur un marché réglementé, ils continuent à être pris en compte pour le calcul de la proportion de 50 % pendant une durée de cinq ans à compter de la date de l'admission.

“ La proportion de 50 % est atteinte dans un délai de deux ans à compter du début du premier exercice au titre duquel la société a demandé le bénéfice du régime fiscal de société de capital-risque. Pour le calcul de cette proportion, les augmentations de capital d'une

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en nouvelle lecture**

**Texte adopté par le Sénat
en première lecture**

société de capital-risque ne sont prises en compte qu'à compter du deuxième exercice suivant celui au cours duquel elles sont libérées.

“ Les participations prises en compte pour la proportion de 50 % ne doivent pas conférer directement ou indirectement à une société de capital-risque ou à l'un de ses actionnaires directs ou indirects la détention de plus de 40 % des droits de vote dans lesdites sociétés ;

“ 2° Ne pas procéder à des emprunts d'espèces au-delà de la limite de 10 % de son actif net ;

“ 3° Une personne physique, son conjoint et leurs descendants et descendants ne peuvent pas détenir ensemble, directement ou indirectement, plus de 30 % des droits dans les bénéficiaires d'une société de capital-risque ;

“ 4° L'option pour le régime fiscal des sociétés de capital-risque est exercée avant la date d'ouverture de l'exercice au titre duquel ce régime s'applique, si la société exerce déjà une activité ou, dans le cas contraire, dans les six mois suivant celui de la création de son activité. ”

II. – Le code général des impôts est ainsi modifié :

1° Au deuxième alinéa du 5 de l'article 38, les mots : “ 1° *bis* du ” sont supprimés;

2° L'article 39 *terdecies* est complété par un 5 ainsi rédigé :

“ 5. Les distributions par les sociétés de

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en nouvelle lecture**

Alinéa sans modification.

1° Sans modification.

2° Sans modification.

**Texte adopté par le Sénat
en première lecture**

capital-risque qui fonctionnent dans les conditions de l'article 1^{er}-1 de la loi n° 85-695 du 11 juillet 1985 précitée sont soumises, lorsque l'actionnaire est une entreprise, au régime fiscal des plus-values à long terme lors de la cession d'actions si la distribution est prélevée sur des plus-values nettes réalisées au cours des exercices clos à compter du 31 décembre 2001 provenant de titres, cotés ou non cotés, détenus depuis au moins deux ans et de la nature de ceux qui sont retenus pour la proportion de 50 % mentionnée au même article 1^{er}-1. ” ;

3° Le 2 de l'article 119 *bis* est complété par trois alinéas ainsi rédigés :

“ La retenue à la source ne s'applique pas aux distributions des sociétés de capital-risque fonctionnant dans les conditions prévues à l'article 1^{er}-1 de la loi n° 85-695 du 11 juillet 1985 précitée qui bénéficient à des personnes dont le domicile fiscal ou le siège de direction effective est situé dans un pays ou territoire ayant conclu avec la France une convention d'assistance administrative en vue de lutter contre la fraude et l'évasion fiscales, lorsque :

“ a. la distribution est prélevée sur des plus-values nettes réalisées au cours des exercices clos à compter du 31 décembre 2001 provenant de titres, cotés ou non cotés, de la nature de ceux retenus pour la proportion de 50 % mentionnée à l'article 1^{er}-1 de la loi n° 85-695 du 11 juillet 1985 précitée et l'actionnaire, son conjoint et leurs ascendants et descendants ne détiennent pas ensemble, directement ou indirectement, plus de 25 % des droits dans les bénéficiaires de sociétés dont les titres figurent à l'actif de la société de capital-risque, ou n'ont pas détenu ce montant à un

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en nouvelle lecture**

3° Le 2 de l'article 119 *bis* est ainsi modifié :

a) *Au troisième alinéa, les mots : “ à l'article 1^{er} ” sont remplacés par les mots : “ aux articles 1^{er} ou 1^{er}-1 ” ;*

b) *Au quatrième alinéa, les mots : “ ou 5 ” sont insérés après le chiffre : “ 4 ” ;*

Alinéa supprimé.

**Texte adopté par le Sénat
en première lecture**

moment quelconque au cours des cinq années précédant la souscription ou l'acquisition des actions de la société de capital-risque ;

“ b. La distribution entre dans les prévisions du 5 de l'article 39 terdecies et le bénéficiaire effectif est une personne morale qui ne détient pas, directement ou indirectement, plus de 25 % des droits dans les bénéfices de sociétés dont les titres figurent à l'actif de la société de capital-risque, ou n'a pas détenu ce montant à un moment quelconque au cours des cinq ans précédant la souscription ou l'acquisition des actions de la société de capital-risque. ”

4° Le III de l'article 150-0 A est ainsi modifié ;

a) Au 1, les mots : “ 1° et au 1° bis du ” sont supprimés ;

b) Il est inséré un 1 *bis* ainsi rédigé :

“ 1 *bis*. Aux cessions d'actions de sociétés de capital-risque mentionnées au II de l'article 163 *quinquies* C souscrites ou acquises à compter du 1^{er} janvier 2001, réalisées par des actionnaires remplissant les conditions fixées au II de l'article précité, après l'expiration de la période de cinq ans mentionnée au 2° du même II. Cette disposition n'est pas applicable si, à la date de la cession, la société a cessé de remplir les conditions énumérées à l'article 1^{er}-1 de la loi n° 85-695 du 11 juillet 1985 précitée ; ”

5° Au II de l'article 163 *quinquies* B, il est inséré un 1° *ter* ainsi rédigé :

“ 1° *ter* Les fonds doivent avoir 50 % de

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en nouvelle lecture**

Alinéa supprimé.

4° Sans modification.

5° Sans modification.

**Texte adopté par le Sénat
en première lecture**

leurs actifs constitués par des titres remplissant les conditions prévues aux quatrième à neuvième alinéas de l'article 1^{er}-1 de la loi n° 85-695 du 11 juillet 1985 précitée ;”

6° L'article 163 *quinquies* C est ainsi modifié :

a) Les cinq premiers alinéas constituent un I ;

b) Les sixième et septième alinéas constituent un III ;

c) Le dernier alinéa devient le dernier alinéa du I et les mots : “ Les dispositions du présent article ” sont remplacés par les mots : “ Ces dispositions ” ;

d) Il est créé un II ainsi rédigé :

“ II. – Les distributions par les sociétés de capital-risque qui remplissent les conditions prévues à l'article 1^{er}-1 de la loi n° 85-695 du 11 juillet 1985 précitée, prélevées sur des plus-values nettes réalisées au cours des exercices clos à compter du 31 décembre 2001 provenant de titres, cotés ou non cotés, de la nature de ceux retenus pour la proportion de 50 % mentionnée au même article 1^{er}-1 sont soumises, lorsque l'actionnaire est une personne physique, au taux d'imposition prévu au 2 de l'article 200 A.

“ Toutefois, les distributions prélevées sur les bénéfices réalisés dans le cadre de leur objet social défini à l'article 1^{er}-1 de la loi n° 85-695 du 11 juillet 1985 précitée sont exonérées lorsque les conditions suivantes sont remplies :

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en nouvelle lecture**

6° Sans modification.

**Texte adopté par le Sénat
en première lecture**

“ 1° L'actionnaire a son domicile fiscal en France ou dans un pays ou territoire ayant conclu avec la France une convention d'assistance administrative en vue de lutter contre la fraude et l'évasion fiscales ;

“ 2° L'actionnaire conserve ses actions pendant cinq ans au moins à compter de leur souscription ou acquisition ;

“ 3° Les produits sont immédiatement réinvestis pendant la période mentionnée au 2° dans la société soit sous la forme de souscription ou d'achat d'actions, soit sur un compte bloqué; l'exonération s'étend alors aux intérêts du compte, lesquels sont libérés à la clôture de ce dernier ;

“ 4° L'actionnaire, son conjoint et leurs ascendants et descendants ne détiennent pas ensemble, directement ou indirectement, plus de 25 % des droits dans les bénéfices de sociétés dont les titres figurent à l'actif de la société de capital-risque, ou n'ont pas détenu cette part à un moment quelconque au cours des cinq années précédant la souscription ou l'acquisition des actions de la société de capital-risque. ” ;

7° Le 3° *septies* de l'article 208 est complété par un alinéa ainsi rédigé :

“ Les sociétés de capital-risque qui fonctionnent dans les conditions prévues à l'article 1^{er}-1 de la loi n° 85-695 du 11 juillet 1985 précitée, sur les produits et plus-values nets provenant de leur portefeuille autres que ceux afférents aux titres rémunérant l'apport de leurs activités qui ne relèvent pas de leur objet social ainsi que, pour les sociétés de capital-risque mentionnées à la deuxième

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en nouvelle lecture**

7° Sans modification.

**Texte adopté par le Sénat
en première lecture**

phrase du 1° de l'article 1^{er}-1 précité, sur les prestations de services accessoires qu'elles réalisent. ” ;

8° Au dernier alinéa du 1° de l'article 209-0 A et au premier alinéa du a ter du I de l'article 219, les mots : “ 1° *bis* du ” sont supprimés, et au premier alinéa du a ter du I de l'article 219, les mots : “ à l'article 1^{er} modifié ” sont remplacés par les mots : “ aux articles 1^{er} modifié ou 1^{er}-1 ”;

9° Aux articles 238 *bis* HI et 238 *bis* HQ, les mots : “ l'article 1^{er} modifié ” sont remplacés par les mots : “ les articles 1^{er} modifié et 1^{er}-1 ”.

II bis. – Les pertes de recettes résultant pour l'Etat du régime fiscal applicable aux personnes physiques non résidentes sont compensées, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle aux droits prévus aux articles 575 et 575 A du code général des impôts.

III. – Le 8° du II de l'article L. 136-7 du code de la sécurité sociale et le 8° du II de l'article 16 de l'ordonnance n° 96-50 du 24 janvier 1996 relative au remboursement de la dette sociale sont ainsi rédigés :

“ 8° Les répartitions de sommes ou valeurs effectuées par un fonds commun de placement à risques dans les conditions prévues aux I et II de l'article 163 *quinquies* B du code général des impôts, les distributions effectuées par les sociétés de capital-risque dans les conditions prévues aux deuxième à cinquième alinéas du I et aux deuxième à sixième alinéas du II de l'article 163 *quinquies* C du même code, lors de leur versement, ainsi que les gains

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en nouvelle lecture**

8° Sans modification.

9° Sans modification.

II bis. – Supprimé.

III. – Sans modification.

**Texte adopté par le Sénat
en première lecture**

—
nets mentionnés aux 1 et 1 *bis* du III de l'article 150-0 A du même code ; ”.

IV. – Un décret en Conseil d'Etat précise les modalités d'application du présent article, notamment les limites dans lesquelles les sociétés de capital-risque peuvent effectuer des prestations de services ainsi que les caractéristiques des participations prises en compte pour la proportion de 50 % mentionnée à l'article 1^{er}-1 de la loi n° 85-695 du 11 juillet 1985 précitée et les obligations déclaratives des sociétés de capital-risque et des contribuables.

V. – Les dispositions du présent article sont applicables aux exercices clos à compter du 31 décembre 2001. L'article 1^{er} de la loi n° 85-695 du 11 juillet 1985 précitée cesse de s'appliquer aux exercices clos à compter du 1^{er} janvier 2003.

Article 7

Le code général des impôts est ainsi modifié :

I. – Le I de l'article 235 *ter* ZA est complété par un alinéa ainsi rédigé :

“ Le taux de la contribution mentionnée à l'alinéa précédent est réduit à 6 % pour les exercices clos ou la période d'imposition arrêtée en 2001 et à 3 % pour les exercices clos ou la période d'imposition arrêtée en 2002. Pour les exercices clos ou les périodes d'imposition arrêtées à compter du 1^{er} janvier 2003, la contribution est supprimée. ”

“ *Elle est ramenée à 6 % de ce montant pour les exercices clos ou la période*

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en nouvelle lecture**

—
IV. – Sans modification.

V. – Sans modification.

Article 7

Alinéa sans modification.

Alinéa sans modification.

“ Le taux ...

...d'imposition arrêtée à compter du 1^{er} janvier

2002.

“ Elle est ramenée ...

**Texte adopté par le Sénat
en première lecture**

d'imposition arrêtée en 2001 et à 3 % pour les exercices clos ou la période d'imposition arrêtée en 2002. Pour les exercices clos ou les périodes d'imposition arrêtées à compter du 1^{er} janvier 2003, la contribution est supprimée. ”

III. – Supprimé.

IV. – Supprimé.

V. – Supprimé.

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en nouvelle lecture**

*...d'imposition arrêtée
à compter du 1^{er} janvier 2002.*

III. – 1. Le b du 1 de l'article 145 est ainsi modifié :

a) Au premier alinéa :

– les mots : “ lorsque le prix de revient de la participation détenue dans la société émettrice est inférieur à 150 millions de francs ” sont supprimés ;

– le taux : “ 10% ” est remplacé par le taux : “ 5% ” ;

– les mots : “ ce prix de revient et ce pourcentage s'apprécient ” sont remplacés par les mots : “ ce pourcentage s'apprécie ” ;

b) Au deuxième alinéa, le taux : “ 10% ” est remplacé par le taux : “ 5% ” ;

2. Au troisième alinéa du a ter du I de l'article 219, après les mots : “ des titres ouvrant droit au régime des sociétés mères ”, sont insérés les mots : “ ou, lorsque leur prix de revient est au moins égal à 150 millions de francs, qui remplissent les conditions ouvrant droit à ce régime autres que la détention de 5% au moins du capital de la société émettrice, ”.

IV.- Le II de l'article 158 bis est complété par un alinéa ainsi rédigé :

“ Le taux du crédit d'impôt prévu au premier alinéa est fixé à 25% pour les crédits d'impôt utilisés en 2001 et à 15% pour les crédits d'impôt utilisés à compter du 1^{er} janvier 2002. La majoration mentionnée au deuxième alinéa est portée à 50% pour les crédits d'impôt utilisés en 2001 et à 70% pour les crédits d'impôt utilisés à compter du 1^{er} janvier 2002.

V.-1. a) La dernière phrase du premier alinéa du 1 de

**Texte adopté par le Sénat
en première lecture**

—

VI. – *La perte de recettes résultant pour l'Etat de la suppression de la contribution additionnelle d'impôt sur les sociétés est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle aux droits visés aux articles 575 et 575 A du code général des impôts.*

Article 7 bis

I. – *L'article 38 du code général des impôts est complété par un 11 ainsi rédigé :*

“ 11. Par exception aux 1 et 2, ainsi qu'aux dispositions des articles 39 duodécies

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en nouvelle lecture**

—

l'article 39A est ainsi rédigée :

“ Un décret en Conseil d'Etat fixe les modalités de l'amortissement dégressif. ” ;

b) Après le premier alinéa du 1 de l'article 39 A, sont insérés quatre alinéas ainsi rédigés :

“ Les taux d'amortissement dégressif sont obtenus en multipliant les taux d'amortissement linéaire par un coefficient fixé à :

« 1,25 lorsque la durée normale d'utilisation est de trois ou quatre ans ;

« 1,75 lorsque cette durée normale est de cinq ou six ans ;

« 2,25 lorsque cette durée normale est supérieure à six ans. ”

2. Ces dispositions s'appliquent aux biens acquis ou fabriqués à compter du 1^{er} janvier 2001.

VI. – **Supprimé.**

Article 7 bis

Supprimé.

**Texte adopté par le Sénat
en première lecture**

—
et 219-I-a-quater du code général des impôts, les plus-values réalisées lors de la cession de titres de participation détenus depuis plus de deux ans ne sont pas incluses dans le bénéfice imposable. ”

II. – La perte de recettes résultant pour l’Etat des dispositions du I est compensée, à due concurrence, par la création d’une taxe additionnelle aux droits visés aux articles 575 et 575 A du code général des impôts.

Article 7 ter

I. – Le premier alinéa du 2° du 1 de l’article 39 du code général des impôts est complété par les mots : “ , ainsi que ceux afférents aux immobilisations incorporelles acquises par l’entreprise auprès de tiers ”.

II. – La perte de recettes résultant pour l’Etat des dispositions du I est compensée, à due concurrence, par la création d’une taxe additionnelle aux droits visés aux articles 575 et 575 A du code général des impôts.

Article 7 quater

I. – L’article 151 sexies du code général des impôts est complété par un alinéa ainsi rédigé :

“ Pour le calcul des plus-values réalisées lors de la vente d’un fonds de commerce, lorsque le bien est cédé plus de cinq ans après son acquisition, le prix d’acquisition est révisé proportionnellement à la variation de l’indice moyen annuel des prix à la consommation depuis l’acquisition. ”

II. – La perte de recettes résultant pour

**Texte adopté par l’Assemblée nationale
en nouvelle lecture**

Article 7 ter

Supprimé.

Article 7 quater

Supprimé.

**Texte adopté par le Sénat
en première lecture**

l'Etat des dispositions du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle aux droits visés aux articles 575 et 575 A du code général des impôts.

Article 7 quinquies

I. – La première phrase du premier alinéa du II de l'article 158 bis du code général des impôts est complétée par les mots : “ , une fondation ou une association reconnue d'utilité publique ”.

II. – La perte de recettes résultant pour l'Etat des dispositions du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle aux droits visés aux articles 575 et 575 A du code général des impôts.

Article 7 sexies

I. – L'article 209 B du code général des impôts est ainsi modifié :

1° Dans le deuxième alinéa du 1, les mots : “ font l'objet d'une imposition séparée. Ils ” sont supprimés ;

2° Dans le 3 du I bis, les mots : “ mentionné au 1 fait l'objet d'une imposition séparée. Il ” sont supprimés.

II. – La perte de recettes résultant pour l'Etat des dispositions du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle aux droits visés aux articles 575 et 575 A du code général des impôts.

Article 7 septies

I. – A la fin de la première phrase du b du

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en nouvelle lecture**

Article 7 quinquies

Supprimé.

Article 7 sexies

Supprimé.

Article 7 septies

Supprimé.

**Texte adopté par le Sénat
en première lecture**

1° de l'article 209-0 A du code général des impôts, les mots : " ouvrant droit à l'avoir fiscal " sont supprimés.

II. – La perte de recettes résultant pour l'Etat des dispositions du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle aux droits visés aux articles 575 et 575 A du code général des impôts.

Article 7 octies

I. – A la fin de l'article 220 A du code général des impôts, les mots : " et les deux années suivantes " sont remplacés par les mots : " et les quatre années suivantes ".

II. – Les pertes de recettes résultant pour l'Etat des dispositions du I sont compensées, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle aux droits visés aux articles 575 et 575 A du code général des impôts.

Article 7 nonies

I. – Le I de l'article 220 quinquies du code général des impôts est ainsi modifié :

1° L'avant-dernier alinéa est ainsi rédigé :

" La créance est remboursée l'année suivant la clôture de l'exercice au cours duquel l'option visée au premier alinéa a été exercée. " ;

2° Le dernier alinéa est supprimé.

II. – La perte de recettes résultant pour l'Etat des dispositions du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en nouvelle lecture**

Article 7 octies

Supprimé.

Article 7 nonies

Supprimé.

**Texte adopté par le Sénat
en première lecture**

*additionnelle aux droits visés aux articles 575
et 575 A du code général des impôts.*

Article 7 decies

*I. – Le cinquième alinéa de
l'article 223 B du code général des impôts est
complété par les mots : “ , à concurrence des
sommes versées par ces dernières et déduites
de leur résultat propre en application de
l'article 210 sexies. ”*

*II. – Les pertes de recettes résultant pour
l'Etat des dispositions du I sont compensées
par la création, à due concurrence, d'une taxe
additionnelle aux droits visés aux articles 575
et 575 A du code général des impôts.*

Article 7 undecies

*I. – Le deuxième alinéa du 1 de
l'article 223 sexies du code général des impôts
est ainsi rédigé :*

*“ Il est également exigible lorsque les
produits distribués sont prélevés sur les
résultats d'exercices clos depuis une date
antérieure au 1^{er} janvier 1965 ou, pour les
distributions antérieures au 15 décembre 2000,
sur les résultats d'exercices clos depuis plus de
cinq ans. ”*

*II. – Les pertes de recettes pour l'Etat
résultat du I sont compensées, à due
concurrence, par la création d'une taxe
additionnelle aux droits visés aux articles 575
et 575 A du code général des impôts.*

Article 7 duodecies

I. – Après l'article 244 quater B du code

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en nouvelle lecture**

Article 7 decies

Supprimé.

Article 7 undecies

Supprimé.

Article 7 duodecies

Supprimé.

**Texte adopté par le Sénat
en première lecture**

général des impôts, il est inséré un article 244 quater B bis ainsi rédigé :

“ Art. 244 quater B bis. – Les entreprises industrielles et commerciales ou agricoles imposées d’après leur bénéfice réel peuvent bénéficier d’un crédit d’impôt égal à 25 % des frais de prise et de maintenance des brevets. Ce crédit d’impôt est plafonné à un montant cumulé de 650.000 F sur trois exercices consécutifs. Il est applicable pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2001. Il ne peut se cumuler avec le crédit d’impôt recherche. ”

II. – Les pertes de recettes résultant pour l’Etat des dispositions du I ci-dessus sont compensées, à due concurrence, par la création d’une taxe additionnelle aux droits visés aux articles 575 et 575 A du code général des impôts.

Article 7 terdecies

I. – Le dernier alinéa de l’article 1727 du code général des impôts est ainsi rédigé :

“ Le taux de l’intérêt de retard est égal au taux de l’intérêt légal majoré de 0,25 % par mois. Il s’applique sur le montant des charges mises à la charge du contribuable ou dont le versement a été différé. ”

II. – Les pertes de recettes résultant pour l’Etat des dispositions du I ci-dessus sont compensées, à due concurrence, par la création d’une taxe additionnelle aux droits visés aux articles 575 et 575 A du code général des impôts.

Article 8

**Texte adopté par l’Assemblée nationale
en nouvelle lecture**

Article 7 terdecies

Supprimé.

Article 8

**Texte adopté par le Sénat
en première lecture**

I. – L'article 231 du code général des impôts est ainsi modifié :

1° Au premier alinéa du 1 :

a) Les mots : “ traitements, salaires, indemnités et émoluments, y compris la valeur des avantages en nature ” sont remplacés par le mot : “ rémunérations ” ;

b) Après les mots : “ de leur montant ”, sont insérés les mots : “ , évalué selon les règles prévues aux chapitres I^{er} et II du titre IV du livre II du code de la sécurité sociale ou pour les employeurs de salariés visés aux articles L. 722-20 et L. 751-1 du code rural, aux chapitres II et III du titre II du livre VII dudit code, et ” ;

c) Les mots : “ des traitements, salaires, indemnités et émoluments ” sont remplacés par les mots : “ ces rémunérations ” ;

2° Après le premier alinéa du 1, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :

“ Les rémunérations versées par les employeurs dont le chiffre d'affaires réalisé au cours de l'année civile précédant le versement de ces rémunérations n'excède pas les limites définies aux I, III et IV de l'article 293 B, sont exonérées de la taxe sur les salaires. ” ;

3° Le 1 *ter* est abrogé ;

4° Au deuxième alinéa du 2 *bis*, les mots : “ traitements, salaires, indemnités et émoluments versés ” sont remplacés par les mots : “ rémunérations versées ” ;

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en nouvelle lecture**

I. – Sans modification.

**Texte adopté par le Sénat
en première lecture**

5° Au premier alinéa du a du 3, les mots : “ et celles qui comportent habituellement une rémunération par salaires-pourboires ” sont supprimés.

II. – Les articles 231 *bis* C, 231 *bis* DA à 231 *bis* F, 231 *bis* J, 231 *bis* K et 231 *bis* O du code général des impôts sont abrogés.

III. – Au deuxième alinéa de l'article 1679 du code général des impôts, les montants : “ 4.500 F ” et “ 9.000 F ” sont remplacés respectivement par les montants : “ 5.500 F ” et “ 11.000 F ”.

IV. – Dans le code du travail :

1° Au premier alinéa de l'article L. 129-3 les mots : “ et sont exonérées de la taxe sur les salaires prévue à l'article 231 du code général des impôts ” sont supprimés.

2° Au premier alinéa de l'article L. 441-4, les mots : “ pour l'application de la législation de la sécurité sociale ” sont supprimés.

3° La première phrase du deuxième alinéa de l'article L. 441-5 est supprimée.

4° *a)* Au deuxième alinéa du I de l'article L. 442-8, les mots : “ ne sont pas soumises à la taxe sur les salaires prévue à l'article 231 du code général des impôts et ” sont supprimés.

b) Au deuxième alinéa de l'article L. 443-8, les mots : “ ne sont pas assujetties à la taxe sur les salaires prévue à l'article 231 du code général des impôts et ” sont supprimés.

5° Au dernier alinéa de l'article L. 961-9 du code du travail, les mots : “ ne sont soumises ni aux cotisations de sécurité sociale,

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en nouvelle lecture**

II. – Les articles ...
231 *bis* H, 231 *bis* J ...
...sont abrogés. ... 231 *bis* F,

III. – Sans modification.

IV. – Sans modification.

**Texte adopté par le Sénat
en première lecture**

ni, le cas échéant, à la taxe sur les salaires ”
sont remplacés par les mots : “ ne sont pas
soumises aux cotisations de sécurité sociale ”.

V. – Les dispositions du 2° du I
s’appliquent aux rémunérations versées à
compter du 1^{er} janvier 2000, les dispositions du
III s’appliquent aux rémunérations versées à
compter du 1^{er} janvier 2001 et les dispositions
des 1°, 3°, 4° et 5° du I et des II et IV
s’appliquent à la taxe sur les salaires due à
raison des rémunérations versées à compter du
1^{er} janvier 2002.

Article 8 bis

*I. – Après le 5 de l’article 231 du code
général des impôts, il est inséré un 5 bis ainsi
rédigé :*

*“ 5 bis. Le taux de la taxe sur les salaires
prévue au 1 est réduit pour les établissements
sanitaires, sociaux et médico-sociaux des
secteurs public et privé à 3% pour l’année
2001, à 2% pour l’année 2002, à 1% pour
l’année 2003. Ces établissements sont exonérés
de taxe sur les salaires à compter de l’année
2004. ”*

*II. – Les pertes de recettes résultant pour
l’Etat de l’application du I sont compensées, à
due concurrence, par la création de taxes
additionnelles aux droits prévus aux
articles 403, 575 et 575 A du code général des
impôts.*

Article 9

I. – L’article 39 *ter* A du code général des
impôts est ainsi rédigé :

**Texte adopté par l’Assemblée nationale
en nouvelle lecture**

V. – Sans modification.

Article 8 bis

Supprimé.

Article 9

I. – L’article 39 *ter* du code ...
...ainsi rédigé :

**Texte adopté par le Sénat
en première lecture**

“ Art. 39 ter A. – 1. Les entreprises, sociétés et organismes de toute nature qui effectuent la recherche et l’exploitation des hydrocarbures liquides ou gazeux en France métropolitaine ou dans les départements d’outre-mer sont autorisés à déduire de leur bénéfice net d’exploitation, dans la limite de 50 % de ce bénéfice, une provision pour reconstitution des gisements d’hydrocarbures égale à 23,50 % du montant des ventes des produits marchands extraits des gisements qu’ils exploitent en métropole ou dans ces départements.

“ Les bénéficiaires affectés à cette provision à la clôture de chaque exercice doivent être employés, dans un délai de deux ans à partir de la date de cette clôture, soit sous la forme d’immobilisations ou de travaux de recherche réalisés pour la mise en valeur des gisements d’hydrocarbures situés en France métropolitaine, dans les départements d’outre-mer, *dans les territoires d’outre-mer, dans les collectivités de Mayotte et Saint-Pierre-et-Miquelon ou en Nouvelle-Calédonie*, soit à l’acquisition de participations dans les sociétés ayant pour objet d’effectuer la recherche et l’exploitation de gisements d’hydrocarbures en métropole ou dans ces départements, *territoires, collectivités et en Nouvelle-Calédonie*.

“ Dans ce cas, les sommes correspondantes peuvent être transférées à un compte de réserve ordinaire assimilé aux réserves constituées par prélèvements sur les soldes bénéficiaires soumis à l’impôt.

“ Dans le cas contraire, les fonds non utilisés sont rapportés au bénéfice imposable de l’exercice au cours duquel a expiré le délai ci-dessus défini. L’impôt correspondant à la

**Texte adopté par l’Assemblée nationale
en nouvelle lecture**

“ Art. 39 ter – 1. Les entreprises, ...

...ces départements.

“ Les bénéficiaires...

...en France métropolitaine ou dans les départements d’outre-mer, soit à l’acquisition...

...dans ces départements.

Alinéa sans modification.

Alinéa sans modification.

**Texte adopté par le Sénat
en première lecture**

réintégration des sommes non employées dans ce délai est majoré de l'intérêt de retard prévu à l'article 1729.

“ 2. Les entreprises qui réalisent des investissements amortissables en emploi de la provision définie au 1 doivent rapporter à leurs résultats imposables, au même rythme que l'amortissement, une somme égale au montant de ces investissements. Lorsque la provision est employée sous une autre forme, la même réintégration est effectuée en une seule fois.

“ 3. Les entreprises soumises à l'un des régimes prévus à l'article 209 *quinquies* dotent et emploient leurs provisions pour reconstitution des gisements dans les conditions prévues aux 1 et 2 pour la détermination de leur résultat mondial ou consolidé.

“ 4. *Supprimé.*

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en nouvelle lecture**

Alinéa sans modification.

Alinéa sans modification.

“ 4. *La partie non encore libérée des provisions constituées au titre des exercices antérieurs au premier exercice clos à compter du 31 décembre 2000 doit être employée dans les conditions prévues au 1. Dans le cas contraire, les fonds non utilisés sont rapportés au résultat imposable de l'exercice au cours duquel expire le délai de deux ans défini au deuxième alinéa du 1. L'impôt correspondant à la réintégration des sommes non employées dans ce délai est majoré de l'intérêt de retard prévu à l'article 1729.*

La partie non encore rapportée des sommes correspondant aux investissements amortissables admis en emploi des provisions constituées au titre des exercices antérieurs au premier exercice clos à compter du 31 décembre 2000 est réintégrée au résultat imposable de cet exercice. Cependant, lorsque les investissements en cause ont été réalisés en France métropolitaine ou dans les départements d'outre-mer, cette réintégration continue de s'effectuer au même rythme que

**Texte adopté par le Sénat
en première lecture**

“ 5. Les modalités d’application du présent article sont fixées par décret.

“ 6. *Les dispositions du présent article s’appliquent aux provisions constituées au titre du premier exercice ouvert à compter du 1^{er} janvier 2001.* ”

I bis. – L’article 39 ter du code général des impôts est complété par un 4a ainsi rédigé :

“ 4. *Les dispositions du présent article s’appliquent aux provisions constituées au titre des exercices antérieurs au premier exercice ouvert à compter du 1^{er} janvier 2001.* ”

II. – Les entreprises dont l’objet principal est d’effectuer la première transformation du pétrole brut ou de distribuer les carburants issus de cette transformation doivent acquitter, au titre du premier exercice clos à compter du 20 septembre 2000, une taxe exceptionnelle assise sur la fraction excédant 100 millions de francs du montant de la provision pour hausse des prix prévue au onzième alinéa du 5° du 1 de l’article 39 du code général des impôts et inscrite au bilan à la clôture de cet exercice, ou à la clôture de l’exercice précédent si le montant correspondant est supérieur.

Le taux de la taxe est fixé à 25 %.

La taxe est acquittée dans les quatre mois de la clôture de l’exercice. Elle est liquidée, déclarée, recouvrée et contrôlée comme en matière de taxe sur le chiffre d’affaires et sous les mêmes garanties et sanctions. Elle est imputable, par le redevable de cet impôt, sur

**Texte adopté par l’Assemblée nationale
en nouvelle lecture**

l’amortissement.

Alinéa sans modification.

« 6. *Supprimé.*

I bis. – Supprimé.

Alinéa sans modification.

Alinéa sans modification.

La taxe ...

...sur l’impôt sur les sociétés dû au titre
de l’exercice ...

**Texte adopté par le Sénat
en première lecture**

l'impôt sur les sociétés dû *ou remboursable* au titre de l'exercice au cours duquel la provision sur laquelle elle est assise est réintégrée. Elle n'est pas admise en charge déductible pour la détermination du résultat imposable.

III . – *Les pertes de recettes résultant pour l'Etat de l'extension du champ de réemploi de la provision pour reconstitution de gisement aux territoires d'outre-mer et aux collectivités de Mayotte, Nouvelle-Calédonie et Saint-Pierre-et-Miquelon sont compensées, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle aux droits visés aux articles 575 et 575 A du code général des impôts.*

IV . – *La perte de recettes résultant pour l'Etat de la suppression du régime de réemploi de la partie non encore libérée des provisions pour reconstitution de gisement au titre des exercices antérieurs au premier exercice clos à compter du 31 décembre 2000 est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle aux droits visés aux articles 575 et 575 A du code général des impôts.*

V . – *La perte de recettes résultant pour l'Etat de la prorogation des dispositions de l'article 39 ter du code général des impôts est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle aux droits visés aux articles 575 et 575 A du code général des impôts.*

VI . – *La perte de recettes résultant pour l'Etat du caractère remboursable de la taxe exceptionnelle sur la provision pour hausse de prix est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle aux droits visés aux articles 575 et 575 A du code général des impôts.*

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en nouvelle lecture**

... imposable.

III . – *Supprimé.*

IV . – *Supprimé.*

V . – *Supprimé.*

VI . – *Supprimé.*

**Texte adopté par le Sénat
en première lecture**

Article 10

I. – 1° A compter du 21 septembre 2000, le tarif de la taxe intérieure de consommation sur les produits pétroliers prévu au tableau B du 1 de l'article 265 du code des douanes pour le fioul dom

Désignation des produits	Indice d'identification	Unité de perception	Quotité (en francs)
Fioul domestique	20	Hectolitre	36

Ce tarif s'applique aux acquisitions de fioul domestique effectuées à compter du 1^{er} janvier 2000 et jusqu'au 20 septembre 2000 inclus, pour l'exercice de leur activité par :

– les chefs d'exploitation ou d'entreprise agricoles participant à la mise en valeur d'une exploitation ou d'une entreprise agricoles à titre individuel ou dans un cadre sociétaire, affiliés à l'assurance maladie, invalidité et maternité des personnes non salariées des professions agricoles en application de l'article L. 722-10 du code rural ou affiliés au régime social des marins au titre de la conchyliculture ;

– les personnes morales ayant une activité agricole au sens des articles L. 722-1 à L. 722-3 du code rural et les coopératives d'utilisation en commun de matériel agricole dont le matériel est utilisé dans les exploitations agricoles en vue de la réalisation de travaux définis aux articles L. 722-2 et L. 722-3 du code rural ;

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en nouvelle lecture**

Article 10

I.- Sans modification

**Texte adopté par le Sénat
en première lecture**

– les personnes redevables de la cotisation de solidarité visées à l'article L. 731-23 du code rural ;

– les personnes qui exercent une activité de transport de marchandises ou de passagers, pour compte propre ou compte d'autrui, sur les voies navigables et eaux intérieures.

Le bénéfice des dispositions du précédent alinéa est accordé sous la forme d'un remboursement fixé à 15,73 F par hectolitre.

Les demandes de remboursement établies par les personnes mentionnées aux alinéas précédents seront adressées aux services ou organismes désignés par décret dans les conditions qui y seront fixées.

1° *bis* (nouveau) A compter du 21 novembre 2000, le tarif de la taxe intérieure de consommation sur les produits pétroliers prévu au tableau B du 1 de l'article 265 du code des douanes pour l'émulsion d'eau dans du gazole sous condition d'emploi est fixé à :

Désignation des produits	Indice d'identification	Unité de perception	Quotité (en francs)
Emulsion d'eau dans du gazole sous condition d'emploi	52	Hectolitre	11,80

1° *ter* A compter du 21 novembre 2000, le tarif de la taxe intérieure de consommation sur les produits pétroliers prévu au tableau B du 1 de l'article 265 du code des douanes pour l'émulsion d'eau dans du gazole autre, destinée à être utilisée comme carburant est fixé à :

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en nouvelle lecture**

**Texte adopté par le Sénat
en première lecture**

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en nouvelle lecture**

Désignation des produits	Indice d'identification	Unité de perception	Quotité (en francs)
Emulsion d'eau dans du gazole autre, destinée à être utilisée comme carburant	53	Hectolitre	161

2° L'article 266 *bis* du code des douanes est ainsi modifié :

a) Au premier alinéa :

1° Après les mots : “ En cas de relèvement ”, sont insérés les mots : “ ou d'abaissement ” ;

2° Après les mots : “ ce relèvement ”, sont insérés les mots : “ ou cet abaissement ” ;

b) Le deuxième alinéa est ainsi rédigé :

“ Le relèvement n'est pas recouvert et l'abaissement de taxes n'est pas remboursé lorsque leur montant est inférieur à 2.000 F. ”

3° Les dispositions du 2° sont applicables à compter du 21 septembre 2000.

II. – 1° Par dérogation aux dispositions du cinquième alinéa de l'article 265 *septies* du code des douanes, le remboursement de taxe intérieure de consommation prévu par cet article est porté à 35 F par hectolitre pour le gazole utilisé entre le 11 janvier 2000 et le 20 janvier 2001.

2° Le cinquième alinéa de l'article 265 *septies* du code des douanes est ainsi rédigé :

II.- Sans modification

**Texte adopté par le Sénat
en première lecture**

“ Ce remboursement est égal à la différence entre le taux de la taxe intérieure de consommation sur les produits pétroliers visé au tableau B annexé au 1 de l'article 265 applicable au gazole identifié à l'indice 22 et un taux spécifique qui est fixé, pour la période du 11 janvier 1999 au 10 janvier 2000, à 244,64 F par hectolitre. Ce taux spécifique est fixé à 230,18 F par hectolitre pour la période du 21 janvier 2001 au 20 janvier 2002 et à 241,18 F par hectolitre pour la période du 21 janvier 2002 au 20 janvier 2003. A compter du 21 janvier 2001, pour chaque semestre, le taux spécifique est affecté, le cas échéant, de la différence, si elle est positive, entre le tarif applicable en vertu du d du 2 du tableau B du 1 de l'article 265 à la date du 1^{er} octobre 2000 et la moyenne des taux applicables en vertu du même d pour chacun des bimestres dudit semestre. ” ;

3° Les dispositions du 2° s'appliquent aux consommations de gazole effectuées à compter du 11 janvier 2001.

III. – 1° Après l'article 265 *septies* du code des douanes, il est inséré un article 265 *octies* ainsi rédigé :

“ Art. 265 *octies*. – Les exploitants de transport public routier en commun de voyageurs peuvent obtenir, sur demande de leur part, un remboursement de la taxe intérieure de consommation sur le gazole dans la limite de 15 000 litres par semestre et par véhicule affecté à ce transport.

“ Le taux et la période de remboursement sont fixés conformément aux cinquième et septième alinéas de l'article 265 *septies*.

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en nouvelle lecture**

III.- Sans modification

**Texte adopté par le Sénat
en première lecture**

—

“ Les exploitants de transport public routier en commun de voyageurs concernés adressent leur demande de remboursement au service des douanes à partir du 12 juillet et du 12 janvier suivant respectivement le premier et le second semestre de la période au titre de laquelle le remboursement est sollicité et au plus tard dans les trois ans qui suivent à compter de ces dates.

“ Les modalités d’application du présent article sont fixées par décret. ” ;

2° Au troisième alinéa de l’article 265 *sexies* du code des douanes, après le mot : “ véhicule ”, sont insérés les mots : “ affecté à ce transport ” ;

3° Les dispositions du 1° s’appliquent aux acquisitions de gazole effectuées à compter du 11 janvier 2001.

Il est accordé, pour les acquisitions de gazole effectuées par les exploitants mentionnés aux deuxième et quatrième alinéas au cours de la période du 1^{er} juillet 2000 au 20 janvier 2001, un remboursement de la taxe intérieure de consommation fixé à 35 F par hectolitre.

Le remboursement est effectué suivant les modalités d’application prévues au 1°. Les demandes de remboursement seront adressées au service des douanes à partir du 22 janvier 2001 et au plus tard dans les trois ans qui suivent.

IV. – Le 2 du tableau B du 1 de l’article 265 du code des douanes est complété par un d ainsi rédigé :

**Texte adopté par l’Assemblée nationale
en nouvelle lecture**

—

Alinéa sans modification.

**Texte adopté par le Sénat
en première lecture**

“ d) Lorsque le cours moyen du pétrole dénommé “brent daté” varie de plus de 10 % dans les conditions précisées au deuxième alinéa, les tarifs prévus au 1 pour les supercarburants mentionnés aux indices 11 et 11 *bis*, le gazole mentionné à l’indice 22 et le fioul domestique mentionné à l’indice 20 sont corrigés d’un montant égal au produit de la variation en valeur absolue de la moyenne des prix hors taxe de ces produits pétroliers et du taux de 16,388 %. Cette correction est effectuée à la baisse en cas de hausse des prix hors taxe et à la hausse dans le cas contraire.

“ Cette modification est effectuée le 1^{er} octobre 2000 pour la période du 1^{er} octobre au 30 novembre 2000 si la variation cumulée du cours moyen du pétrole “brent daté” constatée sur la période du 1^{er} au 15 septembre 2000 est supérieure de 10 % au cours moyen du mois de janvier 2000. La modification est effectuée le 1^{er} décembre 2000 pour la période du 1^{er} décembre 2000 au 20 janvier 2001 si la variation cumulée du cours moyen du pétrole “brent daté” constatée sur la période du 1^{er} octobre au 9 novembre 2000 est supérieure de 10 % au cours moyen de la période du mois de septembre 2000. La modification est effectuée le 21 janvier 2001 pour la période du 21 janvier au 20 mars 2001 si la variation cumulée du cours moyen du pétrole “brent daté” constatée sur la période du 10 novembre au 31 décembre 2000 est supérieure de 10 % au cours moyen de la période du 1^{er} octobre au 9 novembre 2000. Elle est effectuée pour les périodes ultérieures, lorsque la variation cumulée constatée au cours des bimestres suivants est supérieure de 10 % à la moyenne des prix du “brent daté” qui a entraîné la modification précédente.

**Texte adopté par l’Assemblée nationale
en nouvelle lecture**

Alinéa sans modification.

Alinéa sans modification.

**Texte adopté par le Sénat
en première lecture**

“ Ces modifications s’appliquent à compter du 21 du premier mois du bimestre suivant celui au titre duquel une variation de 10 % du cours du “brent daté” a été constatée.

“ Les cours moyens du pétrole “brent daté” et les prix moyens hors taxe des supercarburants, du gazole et du fioul domestique sont calculés, pour chacune des périodes mentionnées au présent d, par l’autorité administrative compétente.

“ Les modifications prévues au premier alinéa ne peuvent pas avoir pour effet de porter les tarifs à un niveau supérieur à celui fixé au tableau B du 1. Ces modifications ne sont plus appliquées lorsque le cours moyen bimestriel du “brent daté” est redevenu inférieur à la moyenne constatée au titre du mois de janvier 2000.

“ Le ministre chargé du budget constate par arrêté les modifications de tarifs de la taxe intérieure de consommation résultant des alinéas précédents.

“ Un décret fixe les modalités d’application de ces dispositions. ”

V. – A compter du 1^{er} octobre 2000 et jusqu’au vingtième jour du mois suivant le mois civil au cours duquel le cours moyen du pétrole “brent daté” est devenu inférieur ou égal au cours moyen du mois de janvier 2000, le taux de la taxe intérieure de consommation sur les produits pétroliers résultant de la correction mentionnée au premier alinéa du d du 2 du tableau B du 1 de l’article 265 du code des douanes est réduit d’un montant de 5,80 F par hectolitre pour le supercarburant sans plomb mentionné à l’indice 11, 4,77 F par

**Texte adopté par l’Assemblée nationale
en nouvelle lecture**

Alinéa sans modification.

Alinéa sans modification.

“ Les modifications ...

... à celui fixé *par la loi de finances* au tableau B

... de janvier 2000.

Alinéa sans modification.

Alinéa sans modification.

V.- Sans modification

**Texte adopté par le Sénat
en première lecture**

hectolitre pour le supercarburant sans plomb contenant un additif spécifique améliorant les caractéristiques anti-récession de soupape mentionné à l'indice 11 bis, 5,01 F par hectolitre pour le gazole mentionné à l'indice 22 et 2,33 F par hectolitre pour le fioul domestique mentionné à l'indice 20. Un décret fixe les modalités d'application de ces dispositions.

VI. – 1. L'article 298 du code général des impôts est ainsi modifié :

a) Aux premier et troisième alinéas du 1° du 2, le mot : “ trimestre ” est remplacé par le mot : “ quadrimestre ” ;

b) Au premier alinéa du 1° du 2, les mots : “ de l'année civile ” sont supprimés.

2. Les dispositions du I sont applicables à compter de janvier 2001.

VII. – Le b du 2 de l'article 266 *quater* du code des douanes est ainsi rédigé :

“ b) Pour le gazole et l'émulsion d'eau dans du gazole, les taux de la taxe intérieure de consommation visés au tableau B annexé au 1 de l'article 265 ci-dessus applicables au gazole identifié à l'indice 22 et aux émulsions d'eau dans du gazole identifiées à l'indice 53. ”

.....
.....

**Texte adopté par le Sénat
en première lecture**

Article 11

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en nouvelle lecture**

VI.- Sans modification

VII.- Sans modification

.....
.....

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en nouvelle lecture**

Article 11

**Texte adopté par le Sénat
en première lecture**

Le code général des impôts est ainsi modifié :

I. – Le I de l'article 72 D est ainsi modifié :

1° Au troisième alinéa, les mots : “ , dans la limite des investissements nouveaux réalisés par elles, et dont elles peuvent justifier à la clôture de l'exercice et au prorata du capital souscrit par les coopérateurs dans le financement de cet investissement ” sont supprimés ;

2° Le cinquième alinéa est complété par deux phrases ainsi rédigées :

“ Lorsqu'elle est utilisée pour l'acquisition de parts sociales de coopératives agricoles, elle est rapportée, par parts égales, au résultat de l'exercice qui suit celui de l'acquisition et des neuf exercices suivants. Toutefois, le retrait de l'adhérent entraîne la réintégration immédiate dans le résultat imposable de la fraction de la déduction qui n'a pas encore été rapportée. ” ;

3° Au troisième alinéa, les mots : “ la souscription ” sont remplacés par les mots : “ l'acquisition ” ;

4° *Le dernier alinéa est ainsi rédigé :*

“ Lorsqu'elle n'est pas utilisée conformément à son objet, la déduction est rapportée aux résultats de la cinquième année suivant sa réalisation. Elle peut toutefois être rapportée en tout ou partie au titre d'une année antérieure. ”

I bis A. – Les pertes de recettes résultant pour l'Etat de la libre réintégration de la déduction pour investissement par les exploitants agricoles sont compensées, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle aux droits prévus aux articles 575 et 575 A du code général des impôts.

I bis. – Après le I de l'article 72 D, il est inséré un I bis ainsi rédigé :

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en nouvelle lecture**

Alinéa sans modification.

Alinéa sans modification.

1° Sans modification.

Alinéa sans modification.

“ Lorsqu'elle est...

... retrait de l'adhérent *ou la cession de parts sociales* entraîne...

...rapportée. ” ;

3° Sans modification.

4° *Supprimé.*

I bis A. – Supprimé.

I bis. – Supprimé.

**Texte adopté par le Sénat
en première lecture**

“ I bis. – Toutefois, le bénéfice résultant de la réintégration opérée en application des dispositions du cinquième ou du septième alinéa du I de l'article 72 D fait l'objet d'une imposition séparée au taux proportionnel de 15% à concurrence des sommes inscrites à une réserve spéciale d'autofinancement figurant au passif du bilan même dans une limite annuelle de 40.000 F.

“ La dotation de la réserve spéciale d'autofinancement ne peut résulter que d'un prélèvement sur le bénéfice comptable de l'exercice ou sur les capitaux propres de l'entreprise.

“ Tout prélèvement sur la réserve spéciale d'autofinancement entraîne la réintégration des sommes correspondantes dans les bénéfices courants de l'exercice en cours. Il donne droit à un crédit d'impôt initialement payé.

“ Toutefois, les dispositions de l'alinéa qui précède ne sont pas applicables lorsque les sommes prélevées sur la réserve spéciale se rapportent à des dotations faites depuis plus de cinq ans, tout prélèvement étant obligatoirement imputé sur les dotations des exercices antérieurs les plus récents.

I ter. – Dans l'avant-dernier alinéa de l'article L. 731-15 du code rural, après les mots : “ plus-values et moins-values professionnelles à long terme ”, sont insérés les mots : “ des sommes imposées à un taux proportionnel en application du huitième alinéa du I de l'article 72 D du code général des impôts. ”

I quater. – La perte de recettes résultant pour le budget de l'Etat de la création d'une réserve spéciale d'autofinancement est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle aux droits prévus aux articles 575 et 575 A du code général des impôts.

II. – 1. Dans le premier alinéa de l'article 73 B, la date : “ 31 décembre 2000 ” est remplacée par la date : “ 31 décembre 2004 ”.

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en nouvelle lecture**

I ter. – **Supprimé.**

I quater. – **Supprimé.**

II. – 1. Dans le premier ...

...“ 31 décembre 2003 ”.

**Texte adopté par le Sénat
en première lecture**

2. L'article 73 B est complété par un II ainsi rédigé :

“ II. – Les dispositions des premier et quatrième alinéas du I s'appliquent aux exploitants agricoles qui, n'ayant pas bénéficié des aides à l'installation précitées, souscrivent à compter du 1^{er} janvier 2001 un contrat territorial d'exploitation dans les conditions définies aux articles L. 311-3, L. 341-1, R. 311-1, R. 341-7 à R. 341-13 et R. 341-14 à R. 341-15 du code rural.

“ L'abattement s'applique aux bénéficiaires imposables des exploitants agricoles âgés de vingt et un ans au moins et trente-huit ans au plus au jour de la souscription du contrat précité, au titre des soixante mois suivants.

“ Cet abattement n'est applicable que pour la première conclusion d'un contrat territorial d'exploitation. ”

II bis. – La perte de recettes résultant pour l'Etat de la prorogation de l'abattement sur les bénéficiaires du jeune agriculteur est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle aux droits prévus aux articles 575 et 575 A du code général des impôts.

III. – Au 1^o du I de l'article 156, la somme : “ 200 000 F ” est remplacée par la somme : “ 350 000 F ”.

IV. – Il est inséré un article 203 *bis* ainsi rédigé :

“ *Art. 203 bis.* – En cas de transmission ou de rachat des droits d'un associé, personne

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en nouvelle lecture**

2. Sans modification.

II bis. – Supprimé.

III. – Sans modification.

IV. – Sans modification.

**Texte adopté par le Sénat
en première lecture**

physique, dans une société mentionnée à l'article 8, qui exerce une activité agricole au sens de l'article 63 et qui est soumise obligatoirement au régime d'imposition d'après le bénéfice réel, l'impôt sur le revenu peut être immédiatement établi au nom de cet associé pour sa quote-part dans les résultats réalisés depuis la fin de la dernière période d'imposition jusqu'à la date de cet événement. Cette mesure s'applique sur demande conjointe de l'associé dont les titres sont transmis ou rachetés ou de ses ayants cause et du bénéficiaire de la transmission ou, en cas de rachat, des associés présents dans la société à la date du rachat.

“ Le bénéficiaire de la transmission des titres ou, en cas de rachat, les associés présents dans la société à la clôture de l'exercice sont alors imposables à raison des quote-parts correspondant à leurs droits dans le bénéfice réalisé par la société au cours de l'exercice, diminuées de la part du résultat imposée dans les conditions prévues au premier alinéa au nom de l'associé dont les titres ont été transmis ou rachetés.

“ Un décret fixe les modalités d'application du présent article, notamment les obligations déclaratives des contribuables.

“ Ces dispositions s'appliquent aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2001. ”

V. – 1° L'article 151 *septies* est ainsi modifié :

a) Dans le premier alinéa, les mots : “ agricole ” et “ du forfait prévu aux articles 64 à 65 A ou ” sont supprimés ;

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en nouvelle lecture**

Alinéa sans modification.

a) Sans modification.

**Texte adopté par le Sénat
en première lecture**

b) Après le premier alinéa, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :

“ L'exonération prévue au premier alinéa s'applique sous les mêmes conditions aux plus-values réalisées dans le cadre d'une activité agricole par des contribuables dont la moyenne des recettes, toutes taxes comprises, des deux années civiles qui précèdent celle de leur réalisation n'excède pas 1 000 000 F. ” ;

c) Au deuxième alinéa, les mots : “ à l'alinéa précédent ” sont remplacés par les mots : “ au premier alinéa ” ;

d) Les deuxième, troisième, quatrième et cinquième alinéas deviennent respectivement les troisième, quatrième, sixième et septième alinéas ;

e) Au cinquième alinéa, après les mots : “ au premier ” sont insérés les mots : “ , au deuxième ou au quatrième ” ;

f) Après le quatrième alinéa, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :

“ Les plus-values mentionnées aux premier, deuxième et quatrième alinéas s'entendent des plus-values nettes déterminées après compensation avec les moins-values de même nature. ” ;

g) *Cet article est complété par un alinéa ainsi rédigé :*

“ Les plus-values réalisées dans le cadre d'une activité agricole sont exonérées en cas de transmission d'exploitation à un jeune agriculteur. ”

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en nouvelle lecture**

Alinéa sans modification.

“ L'exonération prévue...

... toutes taxes comprises,
encaissées au cours des deux années civiles ...
... 1 000 000 F. ” ;

c) Sans modification.

d) Sans modification.

e) Sans modification.

f) Sans modification.

g) *Supprimé.*

**Texte adopté par le Sénat
en première lecture**

2° Dans la dernière phrase du premier alinéa du 1° bis du I de l'article 156, les mots : " sixième alinéa de l'article 151 *septies* " sont remplacés par les mots : " huitième alinéa de l'article 151 *septies* ".

3° L'article 202 *bis* est ainsi modifié :

a) Les mots : " mentionnées à " sont remplacés par les mots : " mentionnées aux premier et quatrième alinéas de " ;

b) Les mots : " le double des limites du forfait prévu aux articles 64 à 65 A ou des régimes définis aux articles 50-0 et 102 *ter*, appréciées toutes taxes comprises " sont remplacés par les mots : " les limites prévues à ces mêmes alinéas ".

4° A la première phrase du second alinéa de l'article 221 *bis*, les mots : " le double de la limite du forfait prévu aux articles 64 à 65 A ou des régimes définis aux articles 50-0 et 102 *ter*, appréciée toutes taxes comprises " sont remplacés par les mots : " les limites prévues, selon le cas, au premier, au deuxième ou au quatrième alinéa de l'article 151 *septies* ".

5° Les dispositions des 1°, 2°, 3° et 4° s'appliquent pour la détermination des résultats des exercices clos à compter du 31 décembre 2000.

V bis. – Les pertes de recettes résultant pour l'Etat de l'exonération des plus-values en cas de transmission d'exploitation à un jeune agriculteur sont compensées, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en nouvelle lecture**

2° Sans modification.

3° Sans modification.

4° Sans modification.

5° Sans modification.

6° (nouveau) Au V de l'article 69, après les mots : « du présent article » sont insérés les mots : « et du deuxième alinéa de l'article 151 *septies*. »

7° (nouveau) A l'article 70, les mots : « 69 D et 72 » sont remplacés par les mots : « 69 D, 72 et 151 *septies* ».

V bis. – **Supprimé.**

**Texte adopté par le Sénat
en première lecture**

aux droits prévus aux articles 575 et 575 A du code général des impôts.

VI. – L'article 68 F est complété par un 3 ainsi rédigé :

“ 3. L'option prévue au 1 ne peut plus être exercée à compter de l'imposition des revenus de l'année 2001. ”.

VII. – 1° L'article 74 est ainsi modifié :

1. Au *a*, après le mot : “ sauf ”, sont insérés les mots : “, sur option de l'exploitant, ”.

2. Le *b* est ainsi rédigé :

“ *b*. Les stocks sont évalués au prix de revient ou au cours du jour à la clôture de l'exercice si ce cours est inférieur au prix de revient. Toutefois, ils peuvent être évalués, sur option et à l'exception des matières premières achetées et des avances aux cultures visées à l'article 72 A, selon une méthode forfaitaire, à partir du cours du jour à la clôture de l'exercice ; ”.

2° Les dispositions du 2 du 1° s'appliquent pour la détermination des résultats des exercices clos à compter du 1^{er} janvier 2000.

VIII. – 1° Le II de l'article 73 est ainsi rédigé :

“ II. – Les exploitants soumis au régime du bénéfice réel peuvent librement modifier la date de clôture de leur exercice. ” ;

2° Les dispositions du 1° s'appliquent pour la détermination des résultats des exercices clos à compter du 1^{er} janvier 2001.

IX. – *La perte de recettes résultant pour l'Etat de la libre modification de la date de clôture de l'exercice comptable est compensée à due concurrence par la création d'une taxe additionnelle aux articles 575 et 575 A du code général des impôts.*

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en nouvelle lecture**

VI. – Sans modification.

VII. – Sans modification.

VIII. – 1° Le II de l'article 73 est complété par les mots : “ ou lorsqu'ils ont clôturé à une même date les cinq exercices précédents ”.

2° Sans modification.

3° (nouveau) *A titre exceptionnel et par dérogation aux dispositions du I de l'article 73 du code général des impôts, les exploitants viticoles imposés selon le régime du bénéfice réel ayant, en 2000, ouvert un exercice entre le 1^{er} septembre et le 31 octobre, peuvent le clore le 31 juillet 2001.*

IX. – *Supprimé.*

**Texte adopté par le Sénat
en première lecture**

Article 11 bis A

I. – Le quatrième alinéa (c) du 2° de l'article 31 du code général des impôts est complété par une phrase ainsi rédigée :

“ Il en est de même des dépenses d'arrachage et de replantation des vignobles dont l'objectif est de maintenir dans un état normal de production un bien dont le fermage est encadré par des décisions réglementaires et dont l'entretien, la replantation et la remise en état du patrimoine constituent des améliorations non rentables. ”

II. – Les pertes de recettes résultant pour l'Etat du I sont compensées, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle aux taxes prévues aux articles 575 et 575 A du code général des impôts.

Article 11 bis B

I. – L'article 63 du code général des impôts est complété par un alinéa ainsi rédigé :

“ Ils ne comprennent pas les sommes perçues au titre des indemnisations des pertes de cheptels bovins résultant de l'encéphalite spongiforme bovine. ”

II. – Les pertes de recettes pour l'Etat résultant de l'application du I sont compensées,

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en nouvelle lecture**

Article 11 bis A

Supprimé.

Article 11 bis B

I. – Après l'article 75-0 C du code général des impôts, il est inséré un article 75-0 D ainsi rédigé :

“ Art. 75-0 D – Sur option des contribuables titulaires de bénéfices agricoles soumis à un régime réel d'imposition, le profit correspondant à la différence entre l'indemnité attribuée en compensation de l'abattage d'un troupeau réalisé dans le cadre de la lutte contre l'encéphalopathie spongiforme bovine et la valeur en stock ou en compte d'achats des animaux abattus peut être rattaché, par fractions égales, aux résultats de l'exercice de sa réalisation et des six exercices suivants.

« Les dispositions de l'article 163-0 A sont applicables au titre de chacun de ces exercices quel que soit le montant de la fraction mentionnée à l'alinéa précédent. ”

II. – Les dispositions du I sont applicables pour la détermination des résultats

**Texte adopté par le Sénat
en première lecture**

à due concurrence, par la création de taxes additionnelles aux droits visés aux articles 403, 575 et 575 A du code général des impôts.

Article 11 bis C

Le I de l'article 151 octies du code général des impôts est complété par un alinéa ainsi rédigé :

“ Les sanctions prévues à l'alinéa précédent s'appliquent aux opérations placées sous le régime du présent article et réalisées avant le 1^{er} janvier 1996. ”

Article 11 bis D

I. – Dans le III de l'article 302 bis ZD du code général des impôts, après les mots : “ valeur ajoutée ”, sont insérés les mots : “ ainsi que les entreprises qui réalisent plus de 70% de leur chiffre d'affaires dans la vente de produits carnés et leurs dérivés ”.

II. – La perte de recettes résultant du I est compensée, à due concurrence, par l'augmentation du taux de la taxe sur les achats de viande prévu au V de l'article 302 bis ZD.

Article 11 bis E

I. – Dans le sixième alinéa du 4° du I de l'article 793 du code général des impôts, les mots : “ ou qui ont été détenues ” sont supprimés.

II. – Les pertes de recettes pour l'Etat résultant du I sont compensées, à due concurrence, par la création de taxes additionnelles aux droits visés aux articles 403, 575 et 575 A du code général des impôts.

Article 11 bis F

I. – Le premier alinéa de l'article 1137 du code général des impôts est ainsi modifié :

1° Après les mots : “ les acquisitions ”, sont insérés les mots : “ à titre onéreux ou à titre gratuit ” ;

2° Après les mots : “ non frappés d'interdiction de boisement ”, sont insérés les mots : “ ainsi que de parts de groupement forestier représentatives des biens précités ” ;

3° Les mots : “ avant le 1^{er} janvier 2003 ” sont

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en nouvelle lecture**

des exercices clos à compter du 1^{er} janvier 2000.

Article 11 bis C

Supprimé.

Article 11 bis D

Supprimé.

Article 11 bis E

Supprimé.

Article 11 bis F

Alinéa sans modification.

1° **Supprimé.**

2° **Supprimé.**

3° Sans modification.

**Texte adopté par le Sénat
en première lecture**

remplacés par les mots : “ avant le 1^{er} janvier 2005 ”.

II. – La perte de recettes résultant pour l’Etat des dispositions du I est compensée, à due concurrence, par la création d’une taxe additionnelle aux droits visés aux articles 575 et 575 A du code général des impôts.

Article 11 bis G

I. – Le cinquième alinéa de l’article L. 731-14 du code rural est ainsi rédigé :

“ Les chefs d’exploitation agricole à titre individuel sont autorisés, sur option, à déduire des revenus mentionnés au 1^o le montant de la valeur locative des terres mises en valeur par ladite exploitation et dont ils sont propriétaires. La valeur locative retenue est égale à la moyenne des minima et maxima fixés en application des dispositions de l’article L. 411-11. Ces dispositions s’appliquent à compter des revenus de l’année 2000. ”

II. – La perte de recettes résultant pour le budget de l’Etat des dispositions du I est compensée, à due concurrence, par la création d’une taxe additionnelle aux droits visés aux articles 575 et 575 A du code général des impôts.

III. – La perte de recettes résultant pour le budget annexe des prestations sociales agricoles des dispositions du I est compensée, à due concurrence, par la création d’une taxe additionnelle aux droits prévus à l’article 1609 unvicies du code général des impôts.

Article 11 bis H

I. – Un arrêté conjoint du ministre chargé des forêts et du ministre chargé des finances fixe par région le barème déterminant forfaitairement à l’hectare la valeur des charges exceptionnelles d’exploitation des bois supportées par les propriétaires de parcelles en nature de bois et forêts sinistrées par les ouragans de décembre 1999, lorsque le volume des bois cassés ou renversés est supérieur à 25% du volume de bois existant sur pied précédemment.

Pour le calcul de l’impôt sur le revenu des producteurs forestiers concernés, par dérogation au 1^o du I de l’article 156 du code général des impôts, le déficit correspondant à la valeur forfaitaire des charges exceptionnelles ainsi fixée est déductible, dans la limite de 500.000 F de déduction par an, du revenu global de l’année 2000 et des neuf années suivantes.

**Texte adopté par l’Assemblée nationale
en nouvelle lecture**

II. – Supprimé.

Article 11 bis G

Supprimé.

Article 11 bis H

Supprimé.

**Texte adopté par le Sénat
en première lecture**

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en nouvelle lecture**

.....

II. – La perte de recettes résultant pour l'Etat des dispositions du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle aux droits visés aux articles 575 et 575 A du code général des impôts.

.....

Article 12

Article 12

I. – Le code général des impôts est ainsi modifié :

Alinéa sans modification.

A. – Il est inséré un article 199 *undecies* A ainsi rédigé :

Alinéa sans modification.

“ Art. 199 *undecies* A. – 1. Il est institué une réduction d'impôt sur le revenu pour les contribuables domiciliés en France au sens de l'article 4 B qui investissent dans les départements et territoires d'outre-mer, dans les collectivités territoriales de Mayotte et Saint-Pierre-et-Miquelon et en Nouvelle-Calédonie entre le 1^{er} janvier 2001 et le 31 décembre 2006.

Alinéa sans modification.

“ 2. La réduction d'impôt s'applique :

Alinéa sans modification.

“ a) Au prix de revient de l'acquisition ou de la construction régulièrement autorisée par un permis de construire d'un immeuble neuf situé dans les départements, territoires ou collectivités visés au 1, que le propriétaire prend l'engagement d'affecter dès l'achèvement ou l'acquisition si elle est postérieure, à son habitation principale pendant une durée de cinq ans ;

Alinéa sans modification.

“ b) Au prix de revient de l'acquisition ou de la construction régulièrement autorisée par un permis de construire d'un immeuble neuf situé dans les départements, territoires ou collectivités visés au 1, que le propriétaire prend l'engagement de louer nu dans les six mois de l'achèvement ou de l'acquisition si elle est postérieure pendant cinq ans au moins à des personnes, autres que son conjoint ou un membre de son foyer fiscal, qui en font leur habitation principale ;

Alinéa sans modification.

“ c) Au prix de souscription de parts ou actions de sociétés dont l'objet réel est exclusivement de construire des logements neufs situés dans les départements, territoires ou collectivités visés au 1 et qu'elles donnent en location nue pendant cinq ans au moins à compter de leur achèvement à des personnes, autres que les associés de la société, leur conjoint ou les membres de leur foyer fiscal, qui en font leur habitation principale. Ces sociétés doivent s'engager à

Alinéa sans modification.

Texte adopté par le Sénat en première lecture

achever les fondations des immeubles dans les deux ans qui suivent la clôture de chaque souscription annuelle. Les souscripteurs doivent s'engager à conserver les parts ou actions pendant cinq ans au moins à compter de la date d'achèvement des immeubles ;

“ *d*) Aux souscriptions au capital de sociétés civiles régies par la loi n° 70-1300 du 31 décembre 1970 fixant le régime applicable aux sociétés civiles autorisées à faire publiquement appel à l'épargne, lorsque la société s'engage à affecter intégralement le produit de la souscription annuelle, dans les six mois qui suivent la clôture de celle-ci, à l'acquisition de logements neufs situés dans les départements, territoires ou collectivités visés au 1 et affectés pour 90 % au moins de leur superficie à usage d'habitation. Ces sociétés doivent s'engager à louer les logements nus pendant cinq ans au moins à compter de leur achèvement ou de leur acquisition si elle est postérieure à des locataires, autres que les associés de la société, leur conjoint ou les membres de leur foyer fiscal, qui en font leur habitation principale. Les souscripteurs doivent s'engager à conserver les parts pendant cinq ans au moins à compter de ces mêmes dates ;

“ *e*) Aux souscriptions en numéraire au capital des sociétés de développement régional des départements, territoires ou collectivités visés au 1 ou de sociétés soumises à l'impôt sur les sociétés dans les conditions de droit commun effectuant dans les douze mois de la clôture de la souscription des investissements productifs dans ces départements, territoires ou collectivités et dont l'activité réelle se situe dans les secteurs définis au premier alinéa du I de l'article 199 *undecies* B. Lorsque la société affecte tout ou partie de la souscription à la construction d'immeubles destinés à l'exercice d'une activité située dans l'un de ces secteurs, elle doit s'engager à en achever les fondations dans les deux ans qui suivent la clôture de la souscription. La société doit s'engager à maintenir l'affectation des biens à l'activité dans les secteurs visés ci-dessus pendant les cinq ans qui suivent leur acquisition ou pendant leur durée normale d'utilisation si elle est inférieure ;

“ *f*) Aux souscriptions en numéraire au capital d'une société mentionnée au II *bis* de l'article 217 *undecies*, sous réserve de l'obtention d'un agrément préalable du ministre chargé du budget délivré dans les conditions prévues au III du même article.

“ Les souscripteurs de parts ou actions des sociétés mentionnées aux *e* et *f* doivent s'engager à les conserver pendant cinq ans à compter de la date de la souscription.

Texte adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture

Alinéa sans modification.

“ *e*) Aux souscriptions ...

... investissements productifs *neufs* dans ces départements, ...

... inférieure ;

Alinéa sans modification.

Alinéa sans modification.

**Texte adopté par le Sénat
en première lecture**

“ 3. La réduction d’impôt n’est pas applicable au titre des immeubles et des parts ou actions mentionnés au 2 dont le droit de propriété est démembré. Toutefois, lorsque le transfert de la propriété des immeubles, parts ou actions, ou le démembrement du droit de propriété résulte du décès de l’un des époux soumis à imposition commune, le conjoint survivant attributaire de l’immeuble, des parts ou des actions, ou titulaire de leur usufruit peut demander la reprise à son profit, dans les mêmes conditions et selon les mêmes modalités, du bénéfice de la réduction prévue au présent article pour la période restant à courir à la date du décès.

“ 4. Pour ouvrir droit à la réduction d’impôt, la constitution ou l’augmentation du capital des sociétés mentionnées au 2 dont le montant est supérieur à 30 000 000 F doit avoir été portée, préalablement à sa réalisation, à la connaissance du ministre chargé du budget, et n’avoir pas appelé d’objection motivée de sa part dans un délai de trois mois.

“ 5. Pour le calcul de la réduction d’impôt, les sommes versées au cours de la période définie au 1 sont prises en compte, pour les investissements mentionnés au a du 2, dans la limite de 10000 F par mètre carré de surface habitable.

“ 6. La réduction d’impôt s’applique pour le calcul de l’impôt dû au titre de l’année d’achèvement de l’immeuble ou de son acquisition si elle est postérieure, ou de la souscription des parts ou actions, et des quatre années suivantes. Chaque année, la base de la réduction est égale à 20 % des sommes effectivement payées au 31 décembre de l’année au cours de laquelle le droit à réduction d’impôt est né.

“ La réduction d’impôt est égale à 25 % de la base définie au premier alinéa.

“ Toutefois, elle est portée à 40 % de cette base pour les investissements mentionnés aux *b*, *c* et *d* du 2, si les conditions suivantes sont réunies :

“ 1° Le contribuable ou la société s’engage à louer nu l’immeuble dans les six mois de son achèvement ou de son acquisition si elle est postérieure et pendant six ans au moins à des personnes qui en font leur habitation principale. En cas de souscription au capital de sociétés visées aux *c* et *d* du 2, le contribuable s’engage à conserver ses parts ou actions pendant au moins six ans à compter de la date d’achèvement des logements ou de leur acquisition si elle est postérieure;

**Texte adopté par l’Assemblée nationale
en nouvelle lecture**

Alinéa sans modification.

Alinéa sans modification.

Alinéa sans modification.

Alinéa sans modification.

Alinéa sans modification.

Alinéa sans modification.

Alinéa sans modification.

Texte adopté par le Sénat en première lecture

“ 2° Le loyer et les ressources du locataire n'excèdent pas des plafonds fixés par décret.

“ 7. En cas de non-respect des engagements mentionnés aux 2 et 6, ou de cession ou de démembrement du droit de propriété, dans des situations autres que celle prévue au 3, de l'immeuble ou des parts et titres, ou de non-respect de leur objet exclusif par les sociétés concernées, ou de dissolution de ces sociétés, la réduction d'impôt pratiquée fait l'objet d'une reprise au titre de l'année où interviennent les événements précités. Toutefois, ces dispositions ne sont pas applicables si les investissements productifs sont compris dans un apport partiel d'actif réalisé sous le bénéfice de l'article 210 B ou si la société qui en est propriétaire fait l'objet d'une fusion placée sous le régime de l'article 210 A, à la condition que la société bénéficiaire de l'apport, ou la société absorbante, selon le cas, réponde aux conditions du 2 et s'engage dans l'acte d'apport ou de fusion à respecter les engagements mentionnés au e du 2 pour la fraction du délai restant à courir.

“ Le décès du contribuable ou de l'un des époux soumis à imposition commune au cours d'une des années suivant celle où le droit à réduction d'impôt est né n'a pas pour conséquence la reprise des réductions d'impôt pratiquées.

“ La location d'un logement neuf consentie dans les conditions fixées par décret à un organisme public ou privé pour le logement à usage d'habitation principale de son personnel ne fait pas obstacle au bénéfice de la réduction d'impôt. ”

B. – Il est inséré un article 199 *undecies* B ainsi rédigé :

“ Art. 199 *undecies* B. – I.- Les contribuables domiciliés en France au sens de l'article 4 B peuvent bénéficier d'une réduction d'impôt sur le revenu à raison des investissements productifs neufs qu'ils réalisent dans les départements et territoires d'outre-mer, dans les collectivités territoriales de Mayotte et de Saint-Pierre-et-Miquelon et en Nouvelle-Calédonie, dans le cadre d'une entreprise exerçant une activité dans les secteurs de l'industrie, de la pêche, de l'hôtellerie, du tourisme à l'exclusion de la navigation de croisière, des énergies nouvelles, de l'agriculture, du bâtiment et des travaux publics, des transports, de l'artisanat, de la maintenance au profit d'activités exercées dans l'un des secteurs mentionnés au présent alinéa, de la production et de la diffusion audiovisuelles et cinématographiques, des services informatiques ou réalisant

Texte adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture

Alinéa sans modification.

Alinéa sans modification.

Alinéa sans modification.

Alinéa sans modification.

Alinéa sans modification.

Alinéa sans modification.

Texte adopté par le Sénat en première lecture

des investissements nécessaires à l'exploitation d'une concession de service public local à caractère industriel et commercial qui constituent des éléments de l'actif immobilisé.

“ Les dispositions du premier alinéa s'appliquent également aux travaux de rénovation d'hôtel et aux logiciels qui sont nécessaires à l'utilisation des investissements éligibles, lorsque ces travaux et logiciels constituent des éléments de l'actif immobilisé.

“ La réduction d'impôt est de 50 % du montant hors taxes des investissements productifs, diminué de la fraction de leur prix de revient financée par une subvention publique. Ce taux est porté à 60 % pour les investissements réalisés en Guyane, à Mayotte, à Saint-Pierre-et-Miquelon ou à Wallis-et-Futuna, ainsi que pour les travaux de rénovation d'hôtel.

“ Les dispositions du premier alinéa s'appliquent aux investissements réalisés par une société soumise au régime d'imposition prévu à l'article 8 ou un groupement mentionné aux articles 239 *quater* ou 239 *quater* C. En ce cas, la réduction d'impôt est pratiquée par les associés ou membres dans une proportion correspondant à leurs droits dans la société ou le groupement.

“ La réduction d'impôt prévue au premier alinéa est pratiquée au titre de l'année au cours de laquelle l'investissement est réalisé.

“ Pour les contribuables qui, dans le cadre de l'activité ayant ouvert droit à réduction, ne participent pas à l'exploitation au sens des dispositions du 1° *bis* du I de l'article 156, le montant de la réduction d'impôt ne peut excéder, au titre d'une année, 50 % de l'impôt dû avant application de celle-ci et avant imputation de l'avoir fiscal, des crédits d'impôt et des prélèvements ou retenues non libératoires. L'excédent éventuel, dans la limite du solde de l'impôt dû, s'impute sur l'impôt dû au titre de l'année suivante exclusivement, dans la même limite de 50 % diminuée, le cas échéant, du montant de la réduction d'impôt afférente aux investissements de cette même année.

“ Si le montant de la réduction d'impôt excède l'impôt dû par les contribuables autres que ceux visés au sixième alinéa, l'excédent constitue une créance sur l'Etat d'égal montant. Cette créance est utilisée pour le paiement de l'impôt sur le revenu dû au titre des années suivantes jusqu'à la cinquième année inclusivement. La fraction non utilisée est remboursée à l'expiration de cette période dans la limite d'un montant d'investissement de 10 000 000 F.

Texte adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture

Alinéa sans modification.

Alinéa sans modification.

Alinéa sans modification.

Alinéa sans modification.

Alinéa sans modification.

Alinéa sans modification.

Texte adopté par le Sénat en première lecture

“ Si, dans le délai de cinq ans de son acquisition ou de sa création ou pendant sa durée normale d'utilisation si elle est inférieure, l'investissement ayant ouvert droit à réduction d'impôt est cédé ou cesse d'être affecté à l'activité pour laquelle il a été acquis ou créé, ou si l'acquéreur cesse son activité, la réduction d'impôt pratiquée fait l'objet d'une reprise au titre de l'année au cours de laquelle cet événement est intervenu.

“ Toutefois, la reprise de la réduction d'impôt n'est pas effectuée lorsque les biens ayant ouvert droit à réduction d'impôt sont transmis dans le cadre des opérations mentionnées aux articles 41 et 151 *octies*, si le bénéficiaire de la transmission s'engage à conserver ces biens et à maintenir leur affectation initiale pendant la fraction du délai de conservation restant à courir. L'engagement est pris dans l'acte constatant la transmission ou, à défaut, dans un acte sous seing privé ayant date certaine, établi à cette occasion. En cas de non-respect de cet engagement, le bénéficiaire de la transmission doit, au titre de l'exercice au cours duquel cet événement est intervenu, ajouter à son résultat une somme égale au triple du montant de la réduction d'impôt à laquelle les biens transmis ont ouvert droit.

“ Lorsque l'investissement est réalisé par une société ou un groupement visés au quatrième alinéa, les associés ou membres doivent, en outre, conserver les parts ou actions de cette société ou de ce groupement pendant un délai de cinq ans à compter de la réalisation de l'investissement. A défaut, la réduction d'impôt qu'ils ont pratiquée fait l'objet d'une reprise au titre de l'année de la cession. Le montant de cette reprise est diminué, le cas échéant, dans la proportion de leurs droits dans la société ou le groupement, des reprises déjà effectuées en application des dispositions du huitième alinéa.

“ La réduction d'impôt prévue au présent I s'applique aux investissements productifs mis à la disposition d'une entreprise dans le cadre d'un contrat de location si les conditions mentionnées aux quatorzième à dix-septième alinéas du I de l'article 217 *undecies* sont remplies et si 60 % de la réduction d'impôt sont rétrocédés à l'entreprise locataire sous forme de diminution du loyer et, le cas échéant, du prix de cession du bien à l'exploitant. *Le taux de la réduction d'impôt rétrocédé à l'entreprise est d'au moins 50% pour les investissements dont le montant total est inférieur à 2 000 000 F.* Si, dans le délai de cinq ans de la mise à disposition du bien loué ou pendant sa durée normale d'utilisation si elle est inférieure, l'une des conditions visées

Texte adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture

Alinéa sans modification.

Alinéa sans modification.

Alinéa sans modification.

“ La réduction ...

... cession du bien à l'exploitant. Si, dans le délai de cinq ans ...

Texte adopté par le Sénat en première lecture

au onzième alinéa cesse d'être respectée, la réduction d'impôt pratiquée fait l'objet d'une reprise au titre de l'année au cours de laquelle cet événement se réalise.

“ II. – 1. Les investissements mentionnés au I et dont le montant total par programme et par exercice est supérieur à 5 000 000 F ne peuvent ouvrir droit à réduction que s'ils ont reçu un agrément préalable du ministre chargé du budget dans les conditions prévues au deuxième alinéa du III de l'article 217 *undecies*.

“ Les dispositions du premier alinéa sont également applicables aux investissements mentionnés au I et dont le montant total par programme et par exercice est supérieur à 2 000 000 F, lorsque le contribuable ne participe pas à l'exploitation au sens des dispositions du 1^o *bis* du I de l'article 156.

“ 2. Ceux des investissements mentionnés au I qui concernent les secteurs des transports, de la navigation de plaisance, de la pêche maritime, de la production et de la diffusion audiovisuelles et cinématographiques, des services informatiques ou qui consistent en la construction d'hôtels ou de résidences à vocation touristique ou parahôtelière, ou la rénovation d'hôtels, ou qui sont nécessaires à l'exploitation d'une concession de service public local à caractère industriel ou commercial ne peuvent ouvrir droit à réduction que s'ils ont reçu un agrément préalable du ministre chargé du budget délivré dans les conditions prévues aux deuxième et troisième alinéas du III de l'article 217 *undecies*.

“ III. – Un décret en Conseil d'Etat précise, en tant que de besoin, les modalités d'application du présent article. ”

C. – L'article 217 *undecies* est ainsi modifié :

1. Le I est ainsi modifié :

a) Au premier alinéa, après les mots : “ du tourisme ”, sont insérés les mots : “ , à l'exclusion de la navigation de croisière ”, et, après les mots : “ des énergies nouvelles, ”, sont insérés les mots : “ des services informatiques, ” ;

b) Au deuxième alinéa, les mots : “ et à l'article 199 *undecies* ” sont remplacés par les mots : “ et aux articles 199 *undecies* ou 199 *undecies* A ” ;

c) Le troisième alinéa est ainsi modifié :

Texte adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture

...se réalise.

“ II. – Sans modification.

Alinéa sans modification.

C. – Sans modification.

Texte adopté par le Sénat en première lecture

– Les mots : “ au profit d’activités industrielles ” sont remplacés par les mots : “ au profit d’activités exercées dans l’un des secteurs mentionnés au premier et au quatrième alinéa ” ;

– Après le mot : “ cinématographiques ”, sont insérés les mots : “ ainsi qu’aux travaux de rénovation d’hôtels et aux logiciels nécessaires à l’utilisation des investissements éligibles, lorsque ces travaux et logiciels constituent des éléments de l’actif immobilisé ” ;

d) Il est ajouté sept alinéas ainsi rédigés :

“ La déduction prévue au premier alinéa s’applique aux investissements productifs mis à la disposition d’une entreprise dans le cadre d’un contrat de location si les conditions suivantes sont réunies :

“ 1° Le contrat de location est conclu pour une durée au moins égale à cinq ans ou pour la durée normale d’utilisation du bien loué si elle est inférieure ;

“ 2° Le contrat de location revêt un caractère commercial ;

“ 3° L’entreprise locataire aurait pu bénéficier de la déduction prévue au premier alinéa si, imposable en France, elle avait acquis directement le bien ;

“ 4° L’entreprise propriétaire de l’investissement a son siège en France métropolitaine ou dans un département d’outre-mer ;

“ 5° Les trois quarts de l’avantage en impôt procuré par la déduction pratiquée au titre de l’investissement et par l’imputation du déficit provenant de la location du bien acquis et de la moins-values réalisée lors de la cession de ce bien ou des titres de la société bailleuse sont rétrocédés à l’entreprise locataire sous forme de diminution du loyer et, le cas échéant, du prix de cession du bien à l’exploitant.

“ Si l’une des conditions énumérées aux treizième à dix-huitième alinéas cesse d’être respectée dans le délai mentionné au quatorzième alinéa, les sommes déduites sont rapportées au résultat imposable de l’entreprise propriétaire de l’investissement au titre de l’exercice au cours duquel cet événement se réalise. ”

2. Le II est ainsi modifié :

Texte adopté par l’Assemblée nationale en nouvelle lecture

Texte adopté par le Sénat en première lecture

a) Au premier alinéa, après les mots : “ du tourisme ”, sont insérés les mots : “ , à l’exclusion de la navigation de croisière ”, et, après les mots : “ des énergies nouvelles, ”, sont insérés les mots : “ des services informatiques, ” ;

b) Au deuxième alinéa :

– Les mots : “ au profit d’activités industrielles ” sont remplacés par les mots : “ au profit d’activités exercées dans l’un des secteurs mentionnés au premier et au quatrième alinéa ” ;

– Après le mot : “ cinématographiques ”, sont insérés les mots : “ ainsi qu’aux travaux de rénovation d’hôtels et aux logiciels nécessaires à l’utilisation des investissements éligibles, lorsque ces travaux et logiciels constituent des éléments de l’actif immobilisé ”.

3. Les *b* et *c* du II *bis* sont abrogés.

4. Au premier alinéa du III, après les mots : “ touristique ou parahôtelière ”, sont insérés les mots : “ ou la rénovation d’hôtel ”, et, après le mot : “ cinématographiques ”, sont insérés les mots : “ , des services informatiques ”.

4 *bis*. Dans la première phrase du deuxième alinéa du III, les mots : “ s’il favorise le maintien ou la création d’emplois ” sont remplacés par les mots : “ si l’un de ses buts principaux est la création ou le maintien d’emplois ”.

4 *ter*. Après la première phrase du deuxième alinéa du III, il est inséré une phrase ainsi rédigée :

“ La demande d’agrément doit être accompagnée de données chiffrées en matière d’emploi. ”

5. Le IV *bis* est ainsi modifié :

a) Au premier alinéa, les mots : “ la durée normale d’utilisation de ces mêmes investissements ” sont remplacés par les mots : “ le délai de cinq ans suivant leur réalisation ou leur durée normale d’utilisation si elle est inférieure ” ;

b) Au deuxième alinéa, les mots : “ Si, avant l’expiration de sa durée normale d’utilisation ” sont remplacés par les mots : “ Si, avant l’expiration du délai visé à l’alinéa précédent ” ;

c) Il est ajouté un alinéa ainsi rédigé :

Texte adopté par l’Assemblée nationale en nouvelle lecture

Texte adopté par le Sénat en première lecture

“ Toutefois, la reprise de l’avantage n’est pas effectuée lorsque les biens ayant ouvert droit à déduction sont transmis dans le cadre d’opérations soumises aux dispositions des articles 210 A ou 210 B, si le bénéficiaire de la transmission s’engage à maintenir l’exploitation des biens outre-mer dans le cadre d’une activité mentionnée au I pendant la fraction du délai de conservation restant à courir. L’engagement est pris dans l’acte constatant la transmission ou, à défaut, dans un acte sous seing privé ayant date certaine, établi à cette occasion. En cas de non-respect de cet engagement, le bénéficiaire de la transmission doit rapporter à son résultat imposable, au titre de l’exercice au cours duquel l’engagement de conservation cesse d’être respecté, l’avantage et la majoration correspondante mentionnés au deuxième alinéa qui, à défaut d’engagement, auraient dû être rapportés au résultat imposable de l’entreprise apporteuse. ”

6. Dans l’avant-dernier alinéa du V, après les mots : “ investissements neufs ”, sont insérés les mots : “ et travaux de rénovation d’hôtels ”, et l’année : “ 2002 ” est remplacée par l’année : “ 2006 ”.

D. – 1. Au dixième alinéa du f du 1° du I de l’article 31, la référence : “ 199 undecies ” est remplacée par la référence : “ 199 undecies A ”.

2. Au treizième alinéa du g du 1° du I de l’article 31, les mots : “ de l’article 199 undecies ” sont remplacés par les mots : “ des articles 199 undecies ou 199 undecies A ”.

3. Au onzième alinéa du 3° du I de l’article 156, les mots : “ la réduction d’impôt mentionnée à l’article 199 undecies ” sont remplacés par les mots : “ les réductions d’impôt mentionnées aux articles 199 undecies ou

Texte adopté par l’Assemblée nationale en nouvelle lecture

D. – 1. *Le 1° du I de l’article 31 est ainsi modifié :*

- au cinquième alinéa du e, il est ajouté une phrase ainsi rédigée :

« Un contribuable ne peut, pour un même logement ou une même souscription de titres, pratiquer la réduction d’impôt mentionnée à l’article 199 undecies A et bénéficier de la déduction forfaitaire au taux de 25 % prévue au présent alinéa. » ;

- au dixième alinéa du f, la référence : « 199 undecies » est remplacée par la référence : « 199 undecies A » ;

- au treizième alinéa du g, les mots : “ de l’article 199 undecies ” sont remplacés par les mots : “ des articles 199 undecies ou 199 undecies A ”.

2. **Supprimé.**

3. Sans modification.

**Texte adopté par le Sénat
en première lecture**

199 *undecies* A ”.

4. Au quatrième alinéa du 3 de l'article 158, les mots : “ de la réduction d'impôt prévue à l'article 199 *undecies* ” sont remplacés par les mots : “ des réductions d'impôt prévues aux articles 199 *undecies* ou 199 *undecies* A ”.

5. Au 2 du II de l'article 163 *quinquies* D, au 1° du cinquième alinéa du II de l'article 163 *octodecies* A et au premier alinéa du III de l'article 199 *terdecies*-0 A, après la référence : “ 199 *undecies* ”, est insérée la référence : “ , 199 *undecies* A ”.

6. **Supprimé.**

7. L'article 199 *undecies* est ainsi modifié :

a) Au premier alinéa du 1, l'année : “ 2002 ” est remplacée par l'année : “ 2000 ” ;

b) Au deuxième alinéa du 3, l'année : “ 2006 ” est remplacée par l'année : “ 2004 ”.

8. Aux quatrième alinéas des 4° et 5° du 2 de l'article 793 et au troisième alinéa de l'article 1055 *bis*, les mots : “ et 199 *undecies* ” sont remplacés par les mots : “ , 199 *undecies* et 199 *undecies* A ”.

I bis. – *La perte de recettes résultant pour l'Etat de la fixation du taux de la réduction d'impôt rétrocédé à l'entreprise à au moins 50% pour les investissements visés à l'article 199 undecies B du code général des impôts, dont le montant total est inférieur à 2 000 000 F, est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle aux droits visés aux articles 575 et 575 A du code général des impôts.*

II. – Le régime issu de l'article 199 *undecies* B, défini par la présente loi et celui de l'article 217 *undecies* modifié par elle sont applicables aux investissements ou aux souscriptions réalisés entre le 1^{er} janvier 2001 et le 31 décembre 2006, à l'exception des cas ci-après énumérés, pour lesquels les dispositions de l'article 163 *tervicies* demeurent applicables :

1° Des investissements et des souscriptions pour l'agrément ou l'autorisation préalable desquels une demande est parvenue à l'administration avant le 1^{er} janvier 2001 ;

2° Des immeubles ayant fait l'objet avant cette date d'une déclaration d'ouverture de chantier à la mairie de la commune ;

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en nouvelle lecture**

4. Sans modification.

5. Sans modification.

6. **Suppression maintenue.**

7. Sans modification.

8. Sans modification.

I bis – **Supprimé.**

II. – Sans modification.

**Texte adopté par le Sénat
en première lecture**

3° Des biens meubles corporels commandés mais non encore livrés au 1^{er} janvier 2001, si la commande a été accompagnée du versement d'acomptes égaux à 50 % au moins de leur prix.

III. – Le rapport présenté chaque année par le Gouvernement au Parlement, conformément à l'article 120 de la loi de finances pour 1992 (n° 91-1322 du 30 décembre 1991), indiquera, pour les cinq dernières années, par zones géographiques et par secteurs d'activités, les engagements en matière d'emplois pris par les investisseurs ayant obtenu l'agrément préalable, et la manière dont ils ont été tenus. Ce rapport sera présenté en annexe au projet de loi de finances.

Article 12 bis A

I. – *Le premier alinéa du 2° de l'article 1467 du code général des impôts est ainsi rédigé :*

“ Dans le cas des titulaires de bénéfices non commerciaux, des agents d'affaires et intermédiaires employant moins de cinq salariés, le onzième des recettes en 2001, le douzième en 2002, le treizième en 2003, et le quatorzième à partir de 2004, ainsi que la valeur locative des seules immobilisations passibles des taxes foncières sur les propriétés bâties et non bâties et dont le contribuable a disposé pour les besoins de son activité professionnelle pendant la période de référence définie au a du 1°. ”

II. – *Le prélèvement sur les recettes de l'Etat institué au I du D de l'article 44 de la loi de finances pour 1999 (n° 98-1266 du 30 décembre 1998) est majorée, à due concurrence, de la perte de recettes résultant de l'application du I.*

III. – *La perte de recettes résultant pour l'Etat de la compensation de la baisse de la taxe professionnelle pour les assujettis au régime des titulaires de bénéfices non commerciaux employant moins de cinq salariés est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle aux droits visés aux articles 575 et 575 A du code général des impôts.*

Article 12 bis B

I. – *Le dernier alinéa du 2 du II de l'article 1647 B sexies du code général des impôts est ainsi rédigé :*

“ Les amortissements visés au 2° du I de l'article 39 afférents à des biens non passibles d'une taxe foncière,

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en nouvelle lecture**

III. – Sans modification.

Article 12 bis A

Supprimé.

Article 12 bis B

Supprimé.

**Texte adopté par le Sénat
en première lecture**

autres que ceux comptabilisés en amortissements dérogatoires et se rapportant aux biens loués ainsi que les frais financiers se rapportant au financement des biens acquis par le bailleur pour être loués, sont déduits de la valeur ajoutée du bailleur. ”

II. – La perte de recettes résultant pour l’Etat des dispositions du I est compensée, à due concurrence, par la création d’une taxe additionnelle aux droits visés aux articles 575 et 575 A du code général des impôts.

Article 12 sexies

Après le premier alinéa du IV de l’article 271 du code général des impôts, sont insérés deux alinéas ainsi rédigés :

“ Les assujettis facturant la taxe sur la valeur ajoutée au taux réduit au titre de l’article 279-0 bis peuvent demander mensuellement le remboursement du crédit de taxe déductible lorsque le montant de celui-ci est au moins égal à 5.000 F.

“ Les assujettis facturant la taxe sur la valeur ajoutée au taux réduit au titre de l’article 279-0 bis peuvent opter à tout moment pour le régime normal d’imposition et demander immédiatement le remboursement du crédit de taxe déductible lorsque le montant de celui-ci est au moins égal à 5.000 F. ”

Article 12 septies

I. – Les deuxième (a), troisième (b) et quatrième (c) alinéas du 2° de l’article 278 bis du code général des impôts sont supprimés.

II. – La perte de recettes résultant pour l’Etat des dispositions du I est compensée, à due concurrence, par la création de la taxe additionnelle aux droits sur les tabacs mentionnée aux articles 575 et 575 A du code général des impôts.

Article 12 octies

I. – L’article 278 quater du code général des impôts est complété par un alinéa ainsi rédigé :

**Texte adopté par l’Assemblée nationale
en nouvelle lecture**

Article 12 sexies

Supprimé.

Article 12 septies

Supprimé.

Article 12 octies

Supprimé.

**Texte adopté par le Sénat
en première lecture**

—
“ La taxe sur la valeur ajoutée est perçue aux taux de 5,5% en ce qui concerne les opérations d’achat, d’importation, d’acquisition intra-communautaire, de vente, de livraison, de courtage ou de façon portant sur les prothèses auditives, les verres correcteurs de la vue, les montures, le matériel d’amélioration de l’audition et de la vision, prescrit médicalement. La liste des biens éligibles est fixée par décret. ”

II. – Les pertes de recettes résultant de l’application du I sont compensées, à due concurrence, par la création d’une taxe additionnelle aux droits prévus aux articles 575 et 575 A du code général des impôts.

Article 12 nonies

I. – Après l’article 278 septies du code général des impôts, il est inséré un article 278 octies ainsi rédigé :

“ Art. 278 octies. – La taxe sur la valeur ajoutée est perçue au taux de 5,5% en ce qui concerne les opérations d’achat d’importations, d’acquisition intra-communautaire, de vente, de livraison, de commission, de courtage, ou de façon portant sur les sièges auto enfants homologués. ”

II. – Les pertes de recettes résultant du I sont compensées à due concurrence par la création d’une taxe additionnelle aux droits fixés aux articles 575 et 575 A du code général des impôts.

Article 12 decies

I. – Après l’article 278 septies du code général des impôts, il est inséré un article 278 nonies ainsi rédigé :

“ Art. 278 nonies. – La taxe sur la valeur ajoutée est perçue au taux de 5,5% en ce qui concerne :

“ a) La fourniture de repas à consommer sur place ;

“ b) Les ventes de boissons non alcoolisées réalisées à l’occasion des prestations visées au a.

II. – La perte de recettes générée par l’application des dispositions du I est compensée, à due concurrence, par la création d’une taxe additionnelle aux droits prévus aux articles 575 et 575 A du code général des impôts.

III. – Les dispositions des I et II entreront en vigueur le 1^{er} juillet 2001.

**Texte adopté par l’Assemblée nationale
en nouvelle lecture**

Article 12 nonies

Supprimé.

Article 12 decies

Supprimé.

**Texte adopté par le Sénat
en première lecture**

Article 12 undecies

I. – Après le a quinquies de l'article 279 du code général des impôts, il est inséré un a sexies ainsi rédigé :

“ a sexies. Les prestations juridiques et judiciaires dispensées par les avocats aux particuliers. ”

II. – La perte de recettes pour l'Etat est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle aux droits prévus aux articles 403, 575 et 575 A du code général des impôts.

III. – Ces dispositions s'appliquent à compter du 1^{er} juillet 2001.

Article 12 duodecies

I. – Le b decies de l'article 279 du code général des impôts est complété par les mots : “ ainsi qu'à ceux relatifs aux livraisons d'énergie calorifique à usage domestique distribuées par des réseaux publics de chaleur utilisant des énergies locales et renouvelables ”.

II. – Les pertes de recettes résultant du I sont compensées, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle aux droits prévus aux articles 575 et 575 A du code général des impôts.

III. – Ces dispositions s'appliquent à compter du 1^{er} juillet 2001.

Article 12 terdecies

I. – L'article 279 du code général des impôts est complété par un j ainsi rédigé :

“ j. Les remboursements et les rémunérations versés par les collectivités territoriales ou leurs groupements aux prestataires pour le balayage et le nettoyage de la voirie publique. ”

II. – La perte de recettes résultant pour l'Etat du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle aux droits prévus aux articles 575 et 575 A du code général des impôts.

Article 12 quaterdecies

I. – L'article 279 du code général des impôts est complété par un k ainsi rédigé :

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en nouvelle lecture**

Article 12 undecies

Supprimé.

Article 12 duodecies

Supprimé.

Article 12 terdecies

Supprimé.

Article 12 quaterdecies

Supprimé.

**Texte adopté par le Sénat
en première lecture**

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en nouvelle lecture**

“ k. *Le droit d'utilisation d'installations sportives.* ”

II. – *La perte de recettes résultant pour l'Etat du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle aux droits visés aux articles 575 et 575 A du code général des impôts.*

C. – Mesures diverses

C. – Mesures diverses

Article 15 bis A (nouveau)

Dans le III de l'article 4 de l'ordonnance n°96-50 du 24 janvier 1996 relative au remboursement de la dette sociale, les mots : « à l'année 2008, une somme de 12,5 milliards de francs » sont remplacés par les mots : « à l'année 2000, une somme de 12,5 milliards de francs, et de l'année 2001 à l'année 2008, une somme de 12,15 milliards de francs ».

Article 15 bis

Article 15 bis

I. – *Les deux premiers alinéas de l'article L. 2123-23 du code général des collectivités territoriales sont ainsi rédigés :*

Supprimé.

“ *Les indemnités maximales votées par les conseillers municipaux pour l'exercice effectif des fonctions de maire des communes et de président de délégations spéciales sont déterminées en appliquant au terme de référence mentionné à l'article L 2123-20 le barème suivant :*

Population (habitants)	Taux maximal de l'indice 1015 (en pourcentage)
Moins de 500	17 %
500 à 999.....	31 %
1.000 à 3.499.....	43 %
3.500 à 9.999.....	55 %
10.000 à 19.999	65 %
20.000 à 49.999	90 %
50.000 à 99.999	110 %
100.000 et plus.....	145 %

II. – *L'article L. 2123-23-1 du même code est abrogé.*

III. – *La perte de recettes résultant pour l'Etat des I*

**Texte adopté par le Sénat
en première lecture**

et II est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle aux droits prévus aux articles 575 et 575 A du code général des impôts.

II. – RESSOURCES AFFECTÉES

Article 16

Sous réserve des dispositions de la présente loi, les affectations résultant de budgets annexes et comptes spéciaux ouverts à la date du dépôt de la présente loi sont confirmées pour l'année 2001.

Article 17

Supprimé.

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en nouvelle lecture**

II. – RESSOURCES AFFECTÉES

Article 16
[pour coordination]

Sous réserve des dispositions de la présente loi et résultant de l'article 5 ter de la loi de finances rectificative pour 2000 (n° du), les affectations ...
... l'année 2001.

Article 17

I. – La perte de ressources résultant, pour les régimes obligatoires de base de sécurité sociale et pour les organismes créés pour concourir à leur financement, de la réduction de la contribution sociale généralisée prévue à l'article 2 de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2001 (n° du) est compensée chaque année par l'Etat.

II. – En 2001, le produit de la taxe prévue à l'article 991 du code général des impôts, perçu à partir du 1er janvier, est réparti dans les conditions suivantes :

– une fraction égale à 56,1 % est affectée au budget de l'Etat ;

– une fraction égale à 43,9 % est affectée d'une part aux organismes bénéficiaires de la compensation mentionnée au I et, d'autre part, au fonds visé à l'article L. 131-8 du code de la sécurité sociale, dans les conditions fixées par la loi de financement de la sécurité sociale pour 2001 précitée.

III. – A compter du 1^{er} janvier 2001, le produit de la taxe sur les véhicules des sociétés prévue à l'article 1010 du code général des impôts est affecté au Fonds de financement de la réforme des cotisations patronales de sécurité sociale institué par l'article L. 131-8 du code de la sécurité sociale.

IV. – Dans les conditions fixées par la loi de financement de la sécurité sociale pour 2001 précitée, le produit du droit de consommation sur les tabacs manufacturés prévu à l'article 575 du code général des impôts est affecté aux régimes obligatoires de base de sécurité sociale et aux organismes

**Texte adopté par le Sénat
en première lecture**

Article 18

Supprimé.

Article 19

Supprimé.

Article 19 bis

Supprimé.

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en nouvelle lecture**

*créés pour concourir à leur financement.
L'article 49 de la loi de finances pour 1997
(n° 96-1181 du 30 décembre 1996) ainsi que
l'article 55 de la loi de finances pour 2000 (n°
99-1172 du 30 décembre 1999) sont
abrogés. ”*

Article 18

*Pour 2001, le montant du prélèvement
de solidarité pour l'eau, institué par le II de
l'article 58 de la loi de finances pour 2000 (loi
n° 99-1172*

fixé :

Agence de l'eau Adour-Garonne	46,0 millions d
Agence de l'eau Artois-Picardie	38,3 millions d
Agence de l'eau Loire-Bretagne	79,7 millions d
Agence de l'eau Rhin-Meuse	42,3 millions d
Agence de l'eau Rhône- Méditerranée-Corse	115,2 millions d
Agence de l'eau Seine-Normandie.....	178,5 millions d

Article 19

*Le II de l'article 51 de la loi de finances
pour 1999 (n° 98-1266 du 30 décembre 1998)
est ainsi rédigé :*

*“ II. – A compter du 1^{er} janvier 2001, les
quotités du produit de la taxe d'aviation civile
affectées respectivement au budget annexe de
l'aviation civile et au compte d'affectation
spéciale intitulé “ Fonds d'intervention pour
les aéroports et le transport aérien ” sont de
83,6% et de 16,4%. ”*

Article 19 bis

*Les personnes âgées de soixante-dix ans
au 1^{er} janvier de l'année d'exigibilité de la
redevance pour droit d'usage d'un appareil
récepteur de télévision, non imposées à l'impôt*

**Texte adopté par le Sénat
en première lecture**

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en nouvelle lecture**

sur le revenu au titre de l'avant-dernière année précédant l'année d'exigibilité ni passibles de l'impôt de solidarité sur la fortune, sont exonérées de la redevance applicable aux appareils récepteurs de télévision de première catégorie.

Article 21

Supprimé.

Article 21

I. – Le I de l'article 61 de la loi de finances pour 1990 (n° 89-935 du 29 décembre 1989) est complété par un alinéa ainsi rédigé :

“ En 2001, le bénéfice net, après constitution des réserves, de l'exercice comptable 2000 de l'Institut d'émission des départements d'outre-mer fait l'objet d'une répartition par moitié entre le compte d'affectation spéciale susmentionné et la Banque de France. ”

II. – 1° Le compte d'affectation spéciale n° 902-23 “ Actions en faveur du développement des départements, des territoires et des collectivités territoriales d'outre-mer ”, ouvert par l'article 61 de la loi de finances pour 1990 précitée, est clos à la date du 31 décembre 2001.

2° A la date de clôture du compte d'affectation spéciale n° 902-23, les opérations en compte seront reprises au sein du budget général, sur lequel seront également reportés les crédits disponibles.

3° A compter du 1^{er} janvier 2002, les bénéfices nets après constitution des réserves, de l'Institut d'émission d'outre-mer sont versés au budget général.

III. – L'article 61 de la loi de finances pour 1990 précitée est abrogé à compter du 31 décembre 2001.

Article 22

Supprimé.

Article 22

I. – Le compte d'affectation spéciale n° 902-26 “ Fonds d'investissement des transports terrestres et des voies navigables ”, ouvert par l'article 47 de la loi de finances pour 1995 (n° 94-1162 du 29 décembre 1994), est clos à la date du 31 décembre 2000.

II. – Les opérations en compte au titre de ce fonds sont reprises au sein du budget général, sur lequel sont reportés

**Texte adopté par le Sénat
en première lecture**

Article 23

Supprimé.

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en nouvelle lecture**

les crédits disponibles à la clôture des comptes.

III. – L'article 47 de la loi de finances pour 1995 précitée et le I de l'article 37 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire sont abrogés.

IV. – A la deuxième phrase du deuxième alinéa de l'article 4 de la loi n° 82-1153 du 30 décembre 1982 d'orientation des transports intérieurs, les mots : " Fonds d'intervention pour les transports terrestres et les voies navigables " sont remplacés par les mots : " budget de l'Etat ".

V. – Un rapport relatif au bilan du développement de la politique intermodale de transports et au financement des infrastructures de transport sera transmis au Parlement avant le 30 juin 2002.

Article 23

I. – Par dérogation à l'article L. 31 du code du domaine de l'Etat, la redevance due par chaque titulaire d'autorisation d'établissement et d'exploitation de réseau mobile de troisième génération délivrée en application de l'article L. 33-1 du code des postes et télécommunications, au titre de l'utilisation des fréquences allouées, est liquidée selon les dispositions du tableau ci-dessous.

Date de liquidation et de paiement	Part de la redevance liquidée
30 septembre 2001, 31 décembre 2001	4 062/32 5t
31 mars 2002, 30 juin 2002, 30 septembre 2002, 31 décembre 2002	2 031/32 5t
30 juin des années 2003 à 2016	1 161/32 5t

Le montant des redevances et l'échéancier de leur paiement sont inscrits aux cahiers des charges annexés aux autorisations.

II. – Il est ouvert, dans les écritures du Trésor, un compte d'affectation spéciale n° 902-33 intitulé " Fonds de provisionnement des charges de retraite et de désendettement de l'Etat ". Ce compte retrace :

– en recettes : les redevances d'utilisation des fréquences allouées en vertu des autorisations

**Texte adopté par le Sénat
en première lecture**

—

Article 23 bis

Chaque année, le Gouvernement remet au Parlement un rapport retraçant l'évolution de la desserte de l'ensemble du territoire (y compris les zones rurales) par des réseaux permettant l'échange à haut débit, au moyen des technologies les plus modernes (UMTS, satellite, câble, boucle locale radio...), de données multimédia numérisées.

Article 24

I. – Dans l'article 1609 septdecies du code général des impôts, le taux : "0,70%" est remplacé par le taux : "0,74%".

II. – La perte de recettes résultant pour le budget de l'Etat des dispositions du I est compensée, à due

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en nouvelle lecture**

—

d'établissement et d'exploitation des réseaux mobiles de troisième génération, délivrées en application de l'article L. 33-1 du code des postes et télécommunications ;

– en dépenses : les versements au fonds de réserve pour les retraites mentionné au deuxième alinéa de l'article L. 135-1 du code de la sécurité sociale et, pour un montant de 14 milliards de francs pour chacune des années 2001 et 2002, les versements à la Caisse d'amortissement de la dette publique.

III. – Le III de l'article 32 de la loi de finances rectificative pour 1986 (n° 86-824 du 11 juillet 1986) est ainsi rédigé :

“ III. – Les recettes de la caisse sont constituées par les versements du compte d'affectation spéciale institué par l'article 71 de la loi de finances pour 1993 (n° 92-1376 du 30 décembre 1992) et par ceux du compte d'affectation spéciale institué par le II de l'article 23 de la loi de finances pour 2001 (n° du). ”

Article 23 bis

Le Gouvernement remet au Parlement, le 30 juin 2001 et ensuite tous les deux ans le 30 juin, un rapport retraçant l'évolution de la desserte de l'ensemble du territoire par les réseaux permettant l'échange à haut débit, au moyen des technologies les plus modernes, de données multimédia numérisées.

Article 24

I.- Dans le premier alinéa de l'article L. 651-1 du code de la sécurité sociale, les mots : « aux 1° et 2° de l'article L. 621-3 » sont remplacés par les mots : « aux 1°, 2° et 4° de l'article L. 621-3 ».

II.- Dans le deuxième alinéa de l'article L. 651-2-1 du même code, après les mots : « Le

**Texte adopté par le Sénat
en première lecture**

concurrency, par la création d'une taxe additionnelle aux droits visés aux articles 575 et 575 A du code général des impôts.

Article 25 bis

I. – Dans la dernière phrase du premier alinéa du I de l'article 57 de la loi de finances pour 1999 précitée, les mots : " 33% en 2001 " sont remplacés par les mots : " 50% en 2001 ".

II. – La perte de recettes résultant pour l'Etat des dispositions du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle aux droits prévus aux articles 575 et 575 A du code général des impôts.

Article 26

I. – Au troisième alinéa de l'article L. 5211-28 du code général des collectivités territoriales, la somme : " 500 millions de francs " est remplacée par la somme : " 1.600 millions de francs ".

II. – La perte de recettes résultant pour l'Etat de la majoration du prélèvement sur recettes destiné à financer les communautés d'agglomération est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle aux droits prévus aux articles 575 et 575 A du code général des impôts.

Article 26 bis A

I. – Le montant de la dotation de l'Etat prévue au 2° du II de l'article 1648 A bis du code général des impôts est majoré en 2001 de 250 millions de francs. Cette majoration n'est pas prise en compte dans le montant de la dotation de l'Etat au Fonds national de péréquation de la taxe

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en nouvelle lecture**

cas échéant, » sont insérés les mots : « après affectation au régime d'assurance vieillesse des professions mentionnées au 4° de l'article L. 621-3 d'un montant déterminé par la loi de finances de l'année, ».

III.- Le montant à verser au profit du budget annexe des prestations sociales agricoles en 2001 au titre de la répartition du produit de la contribution sociale de solidarité à la charge des sociétés est fixé à un milliard huit cent trente millions de francs.

Article 25 bis

Supprimé.

Article 26

I. – Au troisième ...

" 1.200 millions de francs".

... la somme :

II.- Supprimé.

Article 26 bis A

Supprimé.

**Texte adopté par le Sénat
en première lecture**

professionnelle pour l'application du I de l'article 57 de la loi de finances pour 1999 précitée.

II. – Les pertes de recettes pour l'Etat résultant de la majoration en 2001 de sa dotation au Fonds national de péréquation de la taxe professionnelle prévue au II sont compensées, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle aux droits visés aux articles 575 et 575 A du code général des impôts.

Article 26 bis B

Après le septième alinéa du B de l'article 4 de la loi n° 96-987 du 14 novembre 1996 relative à la mise en œuvre du pacte de relance pour la ville, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :

“ Pour les groupements qui perçoivent pour la première fois à compter de 2001 la taxe professionnelle au lieu et place des communes en application des dispositions de l'article 1609 nonies C ou du II de l'article 1609 quinquies C du code général des impôts, cette compensation est calculée séparément pour chaque zone visée aux I ter et I quater de l'article 1466 A du même code. La compensation est égale au produit du montant des bases exonérées par le taux de taxe professionnelle de l'année 1996 de la commune d'accueil de la zone, éventuellement majoré dans les conditions fixées au sixième alinéa du présent B. ”

Article 26 bis C

L'article 1609 nonies C du code général des impôts est ainsi modifié :

I. – Le II est complété par un alinéa ainsi rédigé :

“ Les communautés urbaines visées au I du présent article peuvent décider de percevoir la taxe d'habitation et les taxes foncières en appliquant aux bases d'imposition de ces taxes, la première année d'application des dispositions du présent article, les taux de taxe d'habitation et de taxes foncières constatés l'année précédente, par la délibération du conseil de l'établissement de coopération intercommunale statuant à la majorité simple de ses membres. ”

II. – Le 3° du V est ainsi modifié :

A. – Au cinquième alinéa (a), après les mots : “ l'établissement public de coopération intercommunale ”, sont insérés les mots : “ , à l'exception, le cas échéant, des

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en nouvelle lecture**

Article 26 bis B

Supprimé.

Article 26 bis C

Supprimé.

**Texte adopté par le Sénat
en première lecture**

communautés urbaines visées au dernier alinéa du II du présent article, ”.

B. – Après le sixième alinéa, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :

“ Pour les communautés urbaines faisant application des dispositions du dernier alinéa du II du présent article, l’assemblée délibérante peut décider à la majorité simple de ses membres de ne pas déduire de l’attribution de compensation le produit de la taxe d’habitation, de la taxe foncière sur les propriétés bâties et de la taxe foncière sur les propriétés non bâties perçu dans la commune, l’année précédant celle de la première application de ces dispositions, au profit de l’établissement public de coopération intercommunale. ”

III. – Le VII est ainsi modifié :

A. – Après les mots : “ d’un établissement public de coopération intercommunale ”, sont insérés les mots : “ , autre qu’une communauté urbaine visée au dernier alinéa du II, ”.

B. – A la fin de l’alinéa, les mots : “ aux dispositions du II du présent article ” sont remplacés par les mots : “ aux dispositions des quatre premiers alinéas du II du présent article ”.

Article 26 bis

I. – Après l’article 1388 du code général des impôts, il est inséré un article 1388 bis ainsi rédigé :

“ Art. 1388 bis. – I. – La base d’imposition à la taxe foncière sur les propriétés bâties des logements à usage locatif mentionnés à l’article L. 441-1 du code de la construction et de l’habitation, appartenant à l’un des organismes cités à l’article L. 411-2 du même code ou à une société d’économie mixte et ayant bénéficié d’une exonération prévue aux articles 1384, 1384A, au II bis de l’article 1385 ou acquis avant le 1^{er} janvier 1998 en vue de leur location avec le concours financier de l’Etat en application du 3^o de l’article L. 351-2 du code de la construction et de l’habitation, fait l’objet d’un abattement de 30 % lorsque ces logements sont situés en zones urbaines sensibles mentionnées au 3 de l’article 42 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 d’orientation pour l’aménagement et le

**Texte adopté par l’Assemblée nationale
en nouvelle lecture**

Article 26 bis

I. – Sans modification.

**Texte adopté par le Sénat
en première lecture**

développement du territoire.

“ II. – L’abattement prévu au I est réservé aux logements faisant l’objet d’une convention passée entre le propriétaire et le représentant de l’Etat dans le département, relative à l’entretien et à la gestion du parc, ayant pour but d’améliorer la qualité du service rendu aux locataires.

“ Toutefois, pour les impositions établies au titre de 2001, l’abattement prévu au I est appliqué aux logements appartenant à des organismes ou à des sociétés d’économie mixte soit qui ont fait l’objet d’un plan de redressement attesté par la Caisse de garantie du logement social, soit dont le conseil d’administration a pris une délibération décidant, pour l’ensemble de leurs logements autres que ceux faisant l’objet de travaux de réhabilitation aidés par l’Etat, de maintenir jusqu’au 31 décembre 2001 le montant des loyers en vigueur au 31 décembre 2000.

“ Cet abattement s’applique au titre des impositions établies de 2001 à 2006 et à compter du 1^{er} janvier de l’année suivant celle de la signature de la convention.

“ III. – Pour bénéficier de l’abattement prévu au I, les organismes concernés doivent adresser au service des impôts du lieu de situation des biens, avant le 1^{er} janvier de l’année suivant celle de la signature de la convention, une déclaration conforme au modèle établi par l’administration comportant tous les éléments d’identification des biens. Elle doit être accompagnée d’une copie de la convention visée au II et des documents justifiant des modalités de financement de la construction ou de l’acquisition. Lorsque la déclaration est souscrite hors délai, l’abattement s’applique pour la période restant à courir après le 31 décembre de l’année de la souscription.

“ IV. – Pour l’application de l’abattement prévu au I au titre de 2001, la déclaration visée au III, accompagnée d’une copie de l’attestation de la Caisse de garantie du logement social ou de la délibération visées au II, doit être souscrite avant le 31 janvier 2001. ”

II. – Au premier alinéa de l’article 1522 du code général des impôts, les mots : “ taxe foncière ” sont remplacés par les mots : “ taxe foncière, défini par l’article 1388 ”.

III. – L’article 1389 du code général des impôts est ainsi modifié :

a) Au II, après les mots : “ Les réclamations ”, sont

**Texte adopté par l’Assemblée nationale
en nouvelle lecture**

II. – Sans modification.

III. – Sans modification.

**Texte adopté par le Sénat
en première lecture**

insérés les mots : “ présentées en application du I ”;

b) Il est complété par un III ainsi rédigé :

“ III. – Le dégrèvement prévu au premier alinéa du I s’applique également aux logements à usage locatif, attribués sous conditions de ressources conformément à l’article L. 441-1 du code de la construction et de l’habitation, vacants depuis plus de trois mois et appartenant à l’un des organismes visés à l’article L. 411-2 du même code ou à une société d’économie mixte. Ces logements doivent être situés dans un immeuble destiné soit à être démoli, soit à faire l’objet de travaux définis au 1° de l’article R. 323-3 du même code et financés par la subvention prévue aux articles R. 323-1 à R. 323-12 de ce même code.

“ Le dégrèvement est subordonné à la présentation par le propriétaire, selon le cas, soit de l’autorisation de démolir prévue à l’article L. 443-15-1 du code de la construction et de l’habitation, soit de la décision de subvention des travaux prévue à l’article R. 323-5 du même code. ”

IV. – Le prélèvement sur les recettes de l’Etat au titre de la compensation d’exonérations relatives à la fiscalité locale est majoré de la somme nécessaire à la compensation des pertes de ressources résultant des dispositions du I de l’article 1388 bis du code général des impôts pour les communes, *les départements, les régions* et les établissements publics de coopération intercommunale dotés d’une fiscalité propre.

La compensation versée à chaque commune, *département, région* ou établissement public de coopération intercommunale est égale, chaque année, au produit du montant de l’abattement mentionné au I de l’article 1388 bis par le taux de taxe foncière sur les propriétés bâties voté par la collectivité ou l’établissement public au titre de l’année précédant celle de l’imposition.

Pour les communes qui appartiennent à un établissement public de coopération intercommunale sans fiscalité propre, le taux voté par la commune au titre de l’année précédente est majoré du taux appliqué la même année au profit de l’établissement public de coopération intercommunale.

V. – Les dispositions des II et III s’appliquent à compter des impositions établies au titre de 2001.

**Texte adopté par l’Assemblée nationale
en nouvelle lecture**

IV. – *Il est institué une dotation budgétaire destinée à compenser les pertes de ressources ...*

... pour les communes et les établissements publics ...
... fiscalité propre.

La compensation versée à chaque commune ou établissement public...

... l’imposition.

Alinéa sans modification.

V. – Sans modification.

**Texte adopté par le Sénat
en première lecture**

—
— La perte de recettes résultant pour l'Etat de la compensation aux départements et aux régions est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle aux droits prévus aux articles 575 et 575 A du code général des impôts.

VII. — La perte de recettes résultant pour l'Etat du versement d'une compensation aux établissements publics de coopération intercommunale faisant application des dispositions du II de l'article 1609 nonies C du code général des impôts est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle aux droits prévus aux articles 575 et 575 A du code général des impôts.

Article 26 ter A

Dans la première phrase du 1 du III de l'article 1521 du code général des impôts, après les mots : " locaux à usage industriel ou commercial ", sont insérés les mots : " et les bâtiments servant de dépendance aux habitations ".

Article 26 ter

I. — 1. Après l'article 1391A du code général des impôts, il est inséré un article 1391B ainsi rédigé :

" Art. 1391 B. — Les redevables âgés de plus de soixante-dix ans au 1^{er} janvier de l'année d'imposition autres que ceux visés à l'article 1391 et qui occupent leur habitation principale dans les conditions prévues à l'article 1390 bénéficient d'un dégrèvement d'office de 500 F de la taxe foncière sur les propriétés bâties afférente à cette habitation lorsque le montant des revenus de l'année précédente n'excède pas la limite prévue à l'article 1417. »

" Le bénéfice de ces dispositions est également accordé aux bénéficiaires du revenu minimum prévu à l'article 2 de la loi n° 88-1088 du 1^{er} décembre 1988 relative au revenu minimum d'insertion et aux bénéficiaires de l'allocation de solidarité spécifique mentionnée à l'article L. 351-10 du code du travail. "

2. Les dispositions du 1 sont applicables pour les impositions établies au titre de 2001 et des années suivantes.

II. — Dans la première phrase du I de l'article 1417, les mots : " de l'article 1391 " sont remplacés par les mots : " des articles 1391 et 1391B ".

III. — *L'augmentation du coût du dégrèvement d'office résultant de l'extension de l'allègement de la taxe*

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en nouvelle lecture**

—
VI. — Supprimé.

VII. — Supprimé.

Article 26 ter A

Supprimé.

Article 26 ter

I. — Alinéa sans modification.

Alinéa sans modification.

Alinéa supprimé.

2. Alinéa sans modification.

II. — Sans modification.

III. — **Supprimé.**

**Texte adopté par le Sénat
en première lecture**

foncière sur les propriétés bâties aux bénéficiaires du revenu minimum d'insertion et de l'allocation de solidarité spécifique est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle aux droits prévus aux articles 575 et 575 A du code général des impôts.

Article 27

I. – Au titre de 2001, le montant de la dotation de solidarité urbaine, tel qu'il résulte de l'article L. 2334-13 du code général des collectivités territoriales et de l'article 59 de la loi de finances pour 1999 précitée, est majoré de 500 millions de francs. Cette majoration n'est pas prise en compte dans le montant de la dotation globale de fonctionnement pour l'application du I et du II de l'article 57 de la loi de finances pour 1999 précitée.

II. – Pour l'année 2001, la première fraction de la dotation de solidarité rurale visée à l'article L. 2334-21 du code général des collectivités territoriales est majorée de 150 millions de francs.

III. – La perte de recettes résultant pour l'Etat de la majoration de la dotation de solidarité urbaine est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle aux droits prévus aux articles 575 et 575 A du code général des impôts.

IV. – La perte de recettes résultant pour l'Etat de la majoration de la dotation globale de fonctionnement est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle aux droits prévus aux articles 575 et 575 A du code général des impôts.

Article 27 bis

I. – *Le montant de la dotation d'aménagement instituée à l'article L. 2334-13 du code général des collectivités territoriales est majoré de 40 millions de francs. Cette majoration n'est pas prise en compte dans le montant de la dotation globale de fonctionnement pour l'application du I et du II de l'article 57 de la loi de finances pour 1999 précitée.*

II. – La perte de recettes résultant pour l'Etat de la majoration de la dotation d'aménagement prévue au I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle aux droits prévus aux articles 575 et 575 A du code général des impôts.

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en nouvelle lecture**

Article 27

I. – Au titre de 2001...

... majoré de 350 millions de francs ...

... précitée.

II. – Pour l'année 2001, ...

...millions de francs *prélevés sur la somme prévue au 5° du II de l'article 1648 A bis du code général des impôts.*

III. – **Supprimé.**

IV. – **Supprimé.**

Article 27 bis

Supprimé.

**Texte adopté par le Sénat
en première lecture**

Article 27 ter

I. – Le III de l'article 31 de la loi de finances pour 1989 (n° 88-1149 du 23 décembre 1988) est abrogé.

II. – La perte de recettes résultant pour l'Etat des dispositions du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle aux droits prévus aux articles 575 et 575 A du code général des impôts.

Article 27 quater

I. – Après le troisième alinéa (2°) de l'article 1648 B bis du code général des impôts, il est inséré un 3° ainsi rédigé :

“ 3° Du produit résultant à compter de 2001 des dispositions des troisième et quatrième alinéas du III de l'article 9 de la loi de finances pour 1993 (n° 92-1376 du 30 décembre 1992), du I de l'article 54 de la loi de finances pour 1994 (n° 93-1352 du 30 décembre 1993) et des troisième à onzième alinéas du IV bis de l'article 6 de la loi de finances pour 1987 (n° 86-1317 du 30 décembre 1986). ”

II. – La perte de recettes résultant pour l'Etat des dispositions du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle aux droits prévus aux articles 575 et 575 A du code général des impôts.

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en nouvelle lecture**

Article 27 ter

Supprimé.

Article 27 quater

Supprimé.

.....
...

**Texte adopté par le Sénat
en première lecture**

TITRE II

**DISPOSITIONS RELATIVES À L'ÉQUILIBRE
DES RESSOURCES ET DES CHARGES**

Article 29

I. – Pour 2001, les ressources affectées au budget, évaluées dans l'état A annexé à la présente loi, les plafonds des charges et l'équilibre général qui en résultent sont fixés aux montants suivants :

(En millions de francs)

	Ressources	Dépenses ordinaires civiles	Dépenses civiles en capital	Dépenses militaires	Dépenses totales ou plafond des charges	Soldes
<i>A. – Opérations à caractère définitif</i>						
Budget général						
Montants bruts	1.912.195	1.716.250				
<i>A déduire :</i>	368.731	368.731				
<i>remboursements et dégrèvements d'impôts</i>						
Montants nets du budget général	1.543.464	1.347.519	38.918	218.260	1.604.697	
Comptes d'affectation spéciale	53.623	21.082	32.492	“	53.574	
Totaux pour le budget général et les comptes d'affectation spéciale	1.597.087	1.368.601	71.410	218.260	1.658.271	
Budgets annexes						
Aviation civile.....	8.959	6.637	1.089		7.726	
Journaux officiels.....	1.269	948	321		1.269	
Légion d'honneur.....	121	107	14		121	
Ordre de la Libération ...	6	4	2		6	
Monnaies et médailles...	1.201	1.161	40		1.201	
Prestations sociales agricoles	96.221	96.221	“		96.221	
Totaux pour les budgets annexes	107.777	105.078	1.466		106.544	
Solde des opérations définitives (A)						- 59.951
<i>B. – Opérations à caractère temporaire</i>						
Comptes spéciaux du Trésor						
Comptes d'affectation spéciale.....	“				48	
Comptes de prêts.....	9.249				3.492	
Comptes d'avances.....	366.685				362.798	
Comptes de commerce (solde)					102	
Comptes d'opérations monétaires (solde).....					391	
Comptes de règlement avec les gouvernements étrangers (solde).....					- 15	
Solde des opérations temporaires (B)						9.118
Solde général (A +B) ...						- 50.833

II. – Le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie est autorisé à procéder, en 2001, dans des conditions fixées par décret :

1. A des emprunts à long, moyen et court terme libellés en euros pour couvrir l'ensemble des charges de

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en nouvelle lecture**

TITRE II

**DISPOSITIONS RELATIVES À L'ÉQUILIBRE
DES RESSOURCES ET DES CHARGES**

Article 29

I. – Alinéa sans modification.

(E)

	Ressources	Dépenses ordinaires civiles	Dépenses civiles en capital	Dépenses militaires	Dé t ou des
<i>A. – Opérations à caractère définitif</i>					
Budget général					
Montants bruts	1.901.612	1.772.430			
<i>A déduire :</i>	367.445	367.445			
<i>remboursements et dégrèvements d'impôts</i>					
Montants nets du budget général	1.534.167	1.404.985	80.175	244.735	1
Comptes d'affectation spéciale	81.999	21.340	60.611	“	
Totaux pour le budget général et les comptes d'affectation spéciale	1.616.166	1.426.325	140.786	244.735	1.
Budgets annexes					
Aviation civile.....	8.959	6.866	2.093		
Journaux officiels.....	1.269	948	321		
Légion d'honneur.....	121	107	14		
Ordre de la Libération ...	6	4	2		
Monnaies et médailles...	1.201	1.161	40		
Prestations sociales agricoles	96.311	96.311	“		
Totaux pour les budgets annexes	107.867	105.397	2.470		
Solde des opérations définitives (A)					
<i>B. – Opérations à caractère temporaire</i>					
Comptes spéciaux du Trésor					
Comptes d'affectation spéciale.....	“				
Comptes de prêts.....	9.249				
Comptes d'avances.....	368.856				
Comptes de commerce (solde)					
Comptes d'opérations monétaires (solde).....					
Comptes de règlement avec les gouvernements étrangers (solde).....					
Solde des opérations temporaires (B)					
Solde général (A +B) ...					

II. – Sans modification.

**Texte adopté par le Sénat
en première lecture**

trésorerie ou pour renforcer les réserves de change ;

2. A des conversions facultatives, à des opérations de pension sur titres d'Etat, à des opérations de dépôts de liquidités sur le marché interbancaire de la zone euro et auprès des Etats de la même zone, des rachats, des échanges d'emprunts, à des échanges de devises ou de taux d'intérêt, à l'achat ou à la vente d'options ou de contrats à terme sur titres d'Etat.

III. – Le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie est autorisé à donner, en 2001, la garantie de refinancement en devises pour les emprunts communautaires.

IV. – Le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie est, jusqu'au 31 décembre 2001, habilité à conclure, avec des établissements de crédit spécialisés dans le financement à moyen et long terme des investissements, des conventions établissant pour chaque opération les modalités selon lesquelles peuvent être stabilisées les charges du service d'emprunts qu'ils contractent en devises étrangères.

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en nouvelle lecture**

III. – Sans modification.

IV. – Sans modification.

**Texte adopté par le Sénat
en première lecture**

DEUXIÈME PARTIE

**MOYENS DES SERVICES
ET DISPOSITIONS SPÉCIALES**

TITRE I^{ER}

DISPOSITIONS APPLICABLES À L'ANNÉE 2001

I. – *OPÉRATIONS À CARACTÈRE DÉFINITIF*

A. – **Budget général**

Article 31

Il est ouvert aux ministres, pour 2001, au titre des mesures nouvelles de dépenses ordinaires des services civils, des crédits ainsi répartis :

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en nouvelle lecture**

DEUXIÈME PARTIE

**MOYENS DES SERVICES
ET DISPOSITIONS SPÉCIALES**

TITRE I^{ER}

DISPOSITIONS APPLICABLES À L'ANNÉE 2001

I. – *OPÉRATIONS À CARACTÈRE DÉFINITIF*

A. – **Budget général**

Article 31

Alinéa sans modification.

**Texte adopté par le Sénat
en première lecture**

Titre I : “ Dette publique et dépenses en atténuation de recettes ”	18.553.722.000 F
Titre II : “ Pouvoirs publics ”	160.700.000 F
Titre III : “ Moyens des services ”	- 20.729.727.838 F
Titre IV : “ Interventions publiques ”	2.920.912.352 F
Total	905.606.514 F

Ces crédits sont répartis par ministère conformément à l'état B annexé à la présente loi.

Article 32

I. – Il est ouvert aux ministres, pour 2001, au titre des mesures nouvelles de dépenses en capital des services civils du budget général, des autorisations de programme ainsi réparties :

Titre V : “ Investissements exécutés par l'Etat ”	2.432.220.000 F
Titre VI : “ Subventions d'investissement accordées par l'Etat ”	7.030.839.000 F
Titre VII : “ Réparation des dommages de guerre ”	0 F
Total	9.463.059.000 F

Ces autorisations de programme sont réparties par ministère conformément à l'état C annexé à la présente loi.

II. – Il est ouvert aux ministres, pour 2001, au titre des mesures nouvelles des dépenses en capital des services civils du budget général, des crédits de paiement ainsi répartis :

Titre V : “ Investissements exécutés par l'Etat ”	672.255.000 F
Titre VI : “ Subventions d'investissement accordées par l'Etat ”	2.384.965.000 F
Titre VII : “ Réparation des dommages de guerre ”	0 F
Total	3.057.220.000 F

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en nouvelle lecture**

Titre I : “ Dette publique et dépenses en atténuation de recettes ”	17.268.122.000 F
Titre II : “ Pouvoirs publics ”	160.700.000 F
Titre III : “ Moyens des services ”	13.675.727.828 F
Titre IV : “ Interventions publiques ”	25.982.868.990 F
Total	57.087.418.818 F

Alinéa sans modification.

Article 32

Alinéa sans modification.

Titre V : “ Investissements exécutés par l'Etat ”	21.776.800.000 F
Titre VI : “ Subventions d'investissement accordées par l'Etat ”	70.686.800.000 F
Titre VII : “ Réparation des dommages de guerre ”	0 F
Total	92.463.650.000 F

Alinéa sans modification.

Alinéa sans modification.

Titre V : “ Investissements exécutés par l'Etat ”	8.576.360.000 F
Titre VI : “ Subventions d'investissement accordées par l'Etat ”	35.737.512.000 F
Titre VII : “ Réparation des dommages de guerre ”	0 F
Total	44.318.872.000 F

**Texte adopté par le Sénat
en première lecture**

Ces crédits de paiement sont répartis par ministère conformément à l'état C annexé à la présente loi.

Article 33

Supprimé.

Article 34

Supprimé.

B. – Budgets annexes

Article 35

Le montant des crédits ouverts aux ministres, pour 2001, au titre des services votés des budgets annexes, est fixé à la somme de 97.560.043.228 F ainsi répartie :

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en nouvelle lecture**

Alinéa sans modification.

Article 33

I. – Il est ouvert au ministre de la défense, pour 2001, au titre des mesures nouvelles de dépenses ordinaires des services militaires, des autorisations de programme s'élevant à la somme de 814.855.000 F, applicables au titre III " Moyens des armes et services ".

II. – Pour 2001, les crédits de mesures nouvelles de dépenses ordinaires des services militaires applicables au titre III " Moyens des armes et services " s'élèvent au total à la somme de 692.381.000 F.

Article 34

I. – Il est ouvert au ministre de la défense, pour 2001, au titre des mesures nouvelles sur les dépenses en capital des services militaires, des autorisations de programme ainsi réparties :

<i>Titre V : " Equipement "</i>	<i>81.371.965.000 F</i>
<i>Titre VI : " Subventions d'investissement accordées par l'Etat "</i>	<i>3.351.410.000 F</i>
<i>Total</i>	<i>84.723.375.000 F</i>

II. – Il est ouvert au ministre de la défense, pour 2001, au titre des mesures nouvelles sur les dépenses en capital des services militaires, des crédits de paiement ainsi répartis :

<i>Titre V : " Equipement "</i>	<i>23.605.263.000 F</i>
<i>Titre VI : " Subventions d'investissement accordées par l'Etat "</i>	<i>2.177.023.000 F</i>
<i>Total</i>	<i>25.782.286.000 F</i>

B. – Budgets annexes

Article 35

Le montant...

...la somme de 105.285.823.221 F ainsi répartie :

**Texte adopté par le Sénat
en première lecture**

Aviation civile.....	0 F
Journaux officiels	921.105.812 F
Légion d'honneur	107.607.084 F
Ordre de la Libération.....	4.909.598 F
Monnaies et médailles	1.360.440.734 F
Prestations sociales agricoles.	95.165.980.000 F
Total.....	97.560.043.228 F

Article 36

I. – Il est ouvert aux ministres, pour 2001, au titre des mesures nouvelles des budgets annexes, des autorisations de programme s'élevant à la somme totale de *96.329.000 F*, ainsi répartie :

Aviation civile	0 F
Journaux officiels	43.450.000 F
Légion d'honneur.....	17.815.000 F
Ordre de la Libération ..	600.000 F
Monnaies et médailles ..	34.464.000 F
Total.....	96.329.000 F

II. – Il est ouvert aux ministres, pour 2001, au titre des mesures nouvelles des budgets annexes, des crédits s'élevant à la somme totale de *1.257.801.999 F*, ainsi répartie :

Aviation civile.....	0 F
Journaux officiels	347.908.599 F
Légion d'honneur	13.685.000 F
Ordre de la Libération.....	600.000 F
Monnaies et médailles.....	- 159.411.600 F
Prestations sociales agricoles.	1.055.020.000 F
Total	1.257.801.999 F

**C. – Opérations à caractère définitif
des comptes d'affectation spéciale**

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en nouvelle lecture**

Aviation civile	7.725.779.993
Journaux officiels.....	921.105.812
Légion d'honneur.....	107.607.084
Ordre de la Libération	4.909.598
Monnaies et médailles	1.360.440.734
Prestations sociales agricoles .	95.165.980.000
Total.....	105.285.823.221

Article 36

I. – Il est ouvert...

...la somme totale de *1.497.829.000 F* ainsi répartie :

Aviation civile	1.401.500.000 I
Journaux officiels	43.450.000 I
Légion d'honneur.....	17.815.000 I
Ordre de la Libération ..	600.000 I
(Amendement) Monnaies et médailles ..	34.464.000 I
Total.....	1.497.829.000 I

II. – Il est ouvert...

...la somme totale de *2.581.081.503 F*, ainsi répartie :

Aviation civile.....	1.233.279.500
Journaux officiels	347.908.599
Légion d'honneur	13.685.000
Ordre de la Libération.....	600.000
(Amendement) Monnaies et médailles	- 159.411.600
Prestations sociales agricoles.	1.145.020.000
Total	2.581.081.500

**C. – Opérations à caractère définitif
des comptes d'affectation spéciale**

**Texte adopté par le Sénat
en première lecture**

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en nouvelle lecture**

Article 38

I. – Il est ouvert aux ministres, pour 2001, au titre des mesures nouvelles des opérations définitives des dépenses en capital des comptes d'affectation spéciale, des autorisations de programme s'élevant à la somme de 32.492.194.000 F.

II. – Il est ouvert aux ministres, pour 2001, au titre des mesures nouvelles des opérations définitives des comptes d'affectation spéciale, des crédits de paiement s'élevant à la somme de 33.107.187.000 F ainsi répartie :

Dépenses ordinaires civiles...	614.993.000 F
Dépenses civiles en capital ...	32.492.194.000 F
Total	33.107.187.000 F

II. – OPÉRATIONS À CARACTÈRE TEMPORAIRE

Article 38

I. – Il est ouvert...

...la somme de 60.611.284.000 F.

II. – Il est ouvert...

... somme de 61.483.687.000 F ainsi répartie :

Dépenses ordinaires civiles ...	872.403.000 F
Dépenses civiles en capital....	60.611.284.000 F
Total.....	61.483.687.000 F

II. – OPÉRATIONS À CARACTÈRE TEMPORAIRE

Article 41 bis

Les mesures nouvelles des comptes d'avances du Trésor sont fixées, pour 2001, à – 2.500.000.000 F.

Article 41 bis

Les mesures...
...à – 329.000.000 F.

Article 41 ter (nouveau)

Il est ouvert au ministre de l'économie, des finances et de l'industrie, au titre des mesures nouvelles des comptes de commerce, une autorisation de découvert s'élevant à 4.000.000.000 F.

III. – DISPOSITIONS DIVERSES

Article 42

La perception des taxes parafiscales dont la liste figure à l'état E annexé à la présente loi continuera d'être opérée pendant l'année 2001.

Article 42 bis

Le premier alinéa de l'article 81 de la loi de finances pour 1977 (n° 76-1232 du 29 décembre 1976) est complété par deux phrases ainsi rédigées :

III. – DISPOSITIONS DIVERSES

Article 42

Sans modification ⁽¹⁾

(1) La Commission des finances a adopté les amendements n°s 190 et 191 rétablissant respectivement les lignes 40 et 41 de l'état E.

Article 42 bis

Supprimé.

**Texte adopté par le Sénat
en première lecture**

“ Il comprendra un état récapitulatif des taxes parafiscales créées, modifiées ou supprimées dans l'année. Il précisera pour chacune d'entre elles, les raisons de sa création, de sa modification ou de sa suppression ainsi que le dispositif de financement alternatif pour les organismes bénéficiaires en cas de diminution ou de suppression. ”

Article 46

Supprimé.

Article 46 bis

I. – L'article 53 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication est complété par un VII ainsi rédigé :

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en nouvelle lecture**

Article 43

[pour coordination]

Est fixée pour 2001, conformément à l'état F annexé à la présente loi, la liste des chapitres sur lesquels s'imputent des crédits évaluatifs autres que ceux limitativement énumérés à l'article 9 de l'ordonnance n° 59-2 du 2 janvier 1959 portant loi organique relative aux lois de finances.

Article 45

[pour coordination]

Est fixée pour 2001, conformément à l'état H annexé à la présente loi, la liste des chapitres sur lesquels s'imputent les crédits pouvant donner lieu à report, dans les conditions fixées par l'article 17 de l'ordonnance n° 59-2 du 2 janvier 1959 précitée.

Article 46

Est approuvée, pour l'exercice 2001, la répartition suivante entre les organismes du secteur public de la communication audiovisuelle, des recettes, hors taxe sur la valeur ajoutée, du compte d'emploi de la redevance pour droit d'usage des appareils récepteurs de télévision :

(En millions de franc

France Télévision	9.32
Radio France	2.82
Radio France Internationale	31
Réseau France Outre-mer	1.22
ARTE France	1.16
Institut national de l'audiovisuel	415
Total	15.342

(Ame

Article 46 bis

Supprimé.

**Texte adopté par le Sénat
en première lecture**

“ VII. – Sont exonérés de la redevance applicable aux appareils récepteurs de télévision de première catégorie les foyers qui, situés en zone d’ombre, ne reçoivent pas les chaînes publiques. ”

II. – Nonobstant le V de l’article 53 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 précitée, la perte de recettes est compensée, à due concurrence, par une augmentation du taux de la redevance applicable aux postes récepteurs couleur.

TITRE II

DISPOSITIONS PERMANENTES

A. – Mesures fiscales

Article 47

I. – Après l’article 200 quater du code général des impôts, il est inséré un article 200 quinquies ainsi rédigé :

“ Art. 200 quinquies. – 1. Ouvrent droit à un crédit d’impôt les dépenses payées entre le 1^{er} janvier 2001 et le 31 décembre 2002 pour l’acquisition d’équipements de production d’énergie utilisant une source d’énergie renouvelable fournis dans le cadre de travaux d’installation réalisés dans un logement que le contribuable affecte à son habitation situé en France. Cet avantage est également applicable au coût des mêmes équipements intégrés à un logement que le contribuable affecte à son habitation situé en France acquis neuf ou en l’état futur d’achèvement, entre le 1^{er} janvier 2001 et le 31 décembre 2002, ou que le contribuable fait construire et qui a fait l’objet, entre les mêmes dates, de la déclaration d’ouverture de chantier prévue à l’article R. 421-40 du code de l’urbanisme.

“ Un arrêté du ministre chargé du budget fixe la liste des équipements ouvrant droit au crédit d’impôt.

“ 2. Pour un même logement, le montant des dépenses ouvrant droit au crédit d’impôt ne peut excéder au cours de la période définie au premier alinéa du 1 la somme de 20.000 F pour une personne célibataire, veuve ou divorcée, et de 40.000 F pour un couple marié soumis à imposition commune. Cette somme est majorée de 2.000 F par personne à charge au sens des articles 196 à 196 B. Cette majoration est fixée à 2.500 F pour le second enfant et à 3.000 F par enfant à partir du troisième.

**Texte adopté par l’Assemblée nationale
en nouvelle lecture**

TITRE II

DISPOSITIONS PERMANENTES

A. – Mesures fiscales

Article 47

I.- L’article 200 quater du code général des impôts est ainsi modifié :

1° Après le premier alinéa du 1, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :

“ Ouvre également droit au crédit d’impôt le coût des équipements de production d’énergie utilisant une source d’énergie renouvelable intégrés à un logement situé en France acquis neuf ou en l’état futur d’achèvement entre le 1^{er} janvier 2001 et le 31 décembre 2002 et que le contribuable affecte, dès son achèvement ou son acquisition si elle est postérieure, à son habitation principale. Cet avantage est également applicable, dans les mêmes conditions, au coût des mêmes équipements intégrés dans un logement que le contribuable fait construire et qui a fait l’objet, entre les mêmes dates, de la déclaration d’ouverture de chantier prévue à l’article R. 421-40 du code de l’urbanisme. Il en est de même des dépenses payées entre le 1^{er} janvier 2001 et le 31 décembre 2002 au titre de l’acquisition des mêmes équipements fournis dans le cadre de travaux d’installation réalisés dans l’habitation principale du contribuable. ”

2° Le 2 est ainsi modifié :

a) A la première phrase du premier alinéa, les mots : “ au cours de la période définie au premier alinéa ” sont remplacés par les mots : “ au cours des périodes définies aux premier et deuxième alinéas ” ;

**Texte adopté par le Sénat
en première lecture**

“ Le crédit d’impôt s’applique pour le calcul de l’impôt dû au titre de l’année d’achèvement du logement auquel s’intègrent les équipements ou de son acquisition si elle est postérieure, ou du paiement de la dépense par le contribuable dans les cas prévus à la première phrase du premier alinéa du 1.

“ Le crédit d’impôt est égal à 15% du montant des équipements figurant sur la facture de l’entreprise ayant réalisé les travaux ou, le cas échéant, du coût de ces équipements figurant sur une attestation fournie par le vendeur du logement. Il est accordé sur présentation de l’attestation mentionnée à l’alinéa précédent ou des factures, autres que les factures d’acompte, des entreprises ayant réalisé les travaux et comportant, outre les mentions prévues à l’article 289, l’adresse de réalisation des travaux, leur nature ainsi que la désignation et le montant des équipements.

“ Le crédit d’impôt est imputé sur l’impôt sur le revenu dû au titre de l’année au cours de laquelle les dépenses ont été payées, après imputation des réductions d’impôts mentionnées aux articles 199 quater B à 200, de l’avoir fiscal, des crédits d’impôt et des prélèvements ou retenues non libératoires. S’il excède l’impôt dû, il est restitué.

“ 3. Lorsque le bénéficiaire du crédit d’impôt est remboursé dans un délai de cinq ans de tout ou partie du montant des dépenses qui ont ouvert droit à cet avantage, il fait l’objet, au titre de l’année de remboursement, d’une reprise égale à 15% de la somme remboursée, dans la limite du crédit d’impôt obtenu.

“ Toutefois, la reprise d’impôt n’est pas pratiquée lorsque le remboursement fait suite à un sinistre survenu après que les dépenses ont été payées. ”

II. – Au h du II de l’article 1733 du code général des impôts, les mots : “ aux articles 200 ter et 200 quater ” sont remplacés par les mots : “ aux articles 200 ter, 200 quater et 200 quinquies ”.

III. – L’article 1740 quater du code général des impôts est ainsi modifié :

**Texte adopté par l’Assemblée nationale
en nouvelle lecture**

b) Il est inséré, après le premier alinéa, un alinéa ainsi rédigé :

“ Le crédit d’impôt ...

... les cas prévus au premier alinéa et à la dernière phrase du deuxième alinéa du 1. ” ;

c) Au deuxième alinéa, après les mots : “ ayant réalisé les travaux ”, sont insérés les mots : “ ou, le cas échéant, pour les équipements de production d’énergie utilisant une source d’énergie renouvelable, du coût de ces équipements figurant sur une attestation fournie par le vendeur du logement ” ;

d) Au troisième alinéa, après les mots : “ accordé sur présentation ” sont insérés les mots : “ de l’attestation mentionnée à l’alinéa précédent ou ”.

II.- A l’article 1740 quater du code général des impôts, les mots : “ qui délivrent une facture, relative aux travaux ” sont remplacés par les mots : “ qui délivrent une facture ou une attestation relative aux travaux ou équipements ”.

III.- Supprimé.

**Texte adopté par le Sénat
en première lecture**

1° Les mots : “ qui délivrent une facture, relative aux travaux ” sont remplacés par les mots : “ qui délivrent une facture ou une attestation relative aux travaux ou équipements ” ;

2° Les références : “ 200 ter et 200 quater sont remplacées par les références : “ 200 ter, 200 quater et 200 quinquies ”.

IV. – La perte de recettes résultant pour l’Etat de la création d’un crédit d’impôt autonome pour les dépenses payées pour l’acquisition d’équipements de production d’énergie utilisant une énergie renouvelable et de son élargissement à tous les logements affectés à l’habitation du contribuable est compensée, à due concurrence, par la création d’une taxe additionnelle aux droits prévus aux articles 575 et 575 A du code général des impôts.

Article 47 bis

I. – A compter du 1^{er} janvier 2002, les sommes perçues en réparation des préjudices visés aux articles 9 et 11 de la loi n° 82-1021 du 3 décembre 1982 relative au règlement de certaines situations résultant des événements d’Afrique du Nord, de la guerre d’Indochine ou de la Seconde guerre mondiale ne sont pas comprises dans le total des revenus servant de base à l’impôt sur le revenu.

II. – Les pertes de recettes pour l’Etat résultant du I sont compensées, à due concurrence, par la création d’une taxe additionnelle aux droits prévus aux articles 575 et 575 A du code général des impôts.

Article 48

I. – Dans le code général des impôts, il est inséré un article 1464 G ainsi rédigé :

“ Art. 1464 G. – Dans les ports maritimes où le maintien du transit portuaire impose la modernisation et la rationalisation des opérations de manutention, est exonérée de la taxe professionnelle due au titre des années 2001 à 2006 la valeur locative des outillages, équipements et installations spécifiques de manutention portuaire exploités au 31 décembre 2000, ainsi que de ceux acquis ou créés en remplacement de ces équipements, et rattachés à un établissement d’une entreprise de manutention portuaire situé dans le ressort d’un port exonéré de taxe professionnelle en application du 2° de l’article 1449.

“ La liste des ports concernés ainsi que les caractéristiques des outillages, équipements et installations

**Texte adopté par l’Assemblée nationale
en nouvelle lecture**

IV.- Supprimé.

Article 47 bis

Supprimé.

Article 48

Alinéa sans modification.

“ Art. 1464 G. – Dans les ports ...

...de manutention, les collectivités territoriales et les établissements publics de coopération intercommunale dotés d’une fiscalité propre peuvent, par une délibération de portée générale prise dans les conditions prévues au premier alinéa du I de l’article 1639 A bis, exonérer de la taxe professionnelle...

... l’article 1449.

Alinéa sans modification.

**Texte adopté par le Sénat
en première lecture**

spécifiques visés ci-dessus sont fixées par arrêté du ministre chargé du budget et du ministre chargé des ports.

“ Les entreprises qui entendent bénéficier de ces dispositions doivent déclarer, chaque année, au service des impôts, les éléments entrant dans le champ d’application de l’exonération.

“ Pour l’année 2001, les délibérations des collectivités territoriales ou des établissements publics de coopération intercommunale doivent intervenir au plus tard au 31 janvier 2001 et les entreprises doivent déclarer, au plus tard le 15 février 2001, pour chacun de leurs établissements, les éléments entrant dans le champ de l’exonération. ”

II. – Le prélèvement sur les recettes de l’Etat au titre de la compensation d’exonérations relatives à la fiscalité locale est majoré de la somme nécessaire à la compensation des pertes de ressources résultant pour les collectivités territoriales et les établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre des dispositions du I.

La compensation versée à chaque collectivité territoriale ou établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre au titre de chacune des années 2001 à 2006 est égale au produit de la valeur locative nette exonérée par le taux de la taxe professionnelle voté par la collectivité ou la structure intercommunale l’année précédent celle de l’imposition.

III. – La perte de recettes résultant pour l’Etat des dispositions du II est compensée, à due concurrence, par la création d’une taxe additionnelle aux droits prévus aux articles 575 et 575 A du code général des impôts.

Article 48 ter A

I. – L’article L. 1615-7 du code général des collectivités territoriales est complété par un alinéa ainsi rédigé :

“ Constituent également des opérations ouvrant droit à une attribution du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée les constructions mises en chantier, acquises à l’état neuf ou ayant fait l’objet d’une rénovation en 1998 ou 1999, pour lesquelles les travaux sont achevés au plus tard le 31 décembre 2001, appartenant à une commune ou un établissement public de coopération

**Texte adopté par l’Assemblée nationale
en nouvelle lecture**

Alinéa sans modification.

Alinéa sans modification.

II. – Supprimé.

III. – Supprimé.

Article 48 ter A

Supprimé.

**Texte adopté par le Sénat
en première lecture**

intercommunale à fiscalité propre, affectées à l'usage de la police et ne donnant pas lieu à loyer, dans le cadre d'un contrat local de sécurité. ”

II. – Les pertes de recettes pour l'Etat sont compensées par la création de taxes additionnelles aux droits visés aux articles 403, 575 et 575 A du code général des impôts.

Article 48 ter

Supprimé.

Article 48 quater A

I. – Après le deuxième alinéa de l'article L. 2333-76 du code général des collectivités territoriales, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :

“ Pour les années précédant la mise en place de la redevance par ce syndicat mixte, celle-ci peut être instituée et perçue par les établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre. ”

II. – L'article 1609 nonies A ter du code général des impôts est complété par un alinéa ainsi rédigé :

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en nouvelle lecture**

Article 48 ter

Le code général des collectivités territoriales est ainsi modifié :

1° Il est inséré, après l'article L. 2251-4, un article L. 2251-5 ainsi rédigé :

“ Art. L. 2251-5. – Les communes peuvent attribuer des subventions de fonctionnement aux structures communales ou intercommunales des organisations syndicales représentatives dans des conditions fixées par décret en Conseil d'Etat. Les organisations ainsi subventionnées sont tenues de présenter à la commune un rapport détaillant l'utilisation de la subvention. ” ;

2° Il est inséré, après l'article L. 3232-4, un article L. 3232-5 ainsi rédigé :

“ Art. L. 3232-5. – Les départements peuvent attribuer des subventions de fonctionnement aux structures départementales des organisations syndicales représentatives dans des conditions fixées par décret en Conseil d'Etat. Les organisations ainsi subventionnées sont tenues de présenter à la commune un rapport détaillant l'utilisation de la subvention. ”

Article 48 quater A

Supprimé.

**Texte adopté par le Sénat
en première lecture**

“ Pour les années précédant la mise en place de la taxe par ce syndicat mixte, celle-ci peut être instituée et perçue par les établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre. ”

Article 48 quater

Supprimé.

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en nouvelle lecture**

Article 48 quater

Après l'article L. 2333-86 du code général des collectivités territoriales, il est inséré une section 12 ainsi rédigée :

“ Section 12

**“ Taxe sur les activités commerciales non salariées
à durée saisonnière**

“ Art. L. 2333-87. – Toute commune peut, par délibération du conseil municipal, instituer une taxe sur les activités commerciales non salariées à durée saisonnière. La taxe est due par l'exploitant de l'emplacement ou du véhicule où s'exerce l'activité concernée. Les redevables de la taxe professionnelle au titre d'une activité dans la commune ne sont pas assujettis au paiement de la taxe pour cette même activité.

“ Art. L. 2333-88. – La taxe est assise sur la surface du local ou de l'emplacement où l'activité est exercée. Si elle est exercée exclusivement dans un véhicule, la taxe est assise sur le double de la surface du véhicule. Elle est due par jour d'activité.

“ Art. L. 2333-89. – Le tarif de la taxe est fixé par une délibération du conseil municipal. Ce tarif uniforme ne peut être inférieur à 5 F par mètre carré, ni excéder 60 F par mètre carré et par jour.

“ Art. L. 2333-90. – La taxe est établie et recouvrée par les soins de l'administration communale sur la base d'une déclaration souscrite par le redevable. Elle est payable, pour la durée du séjour, au jour de la déclaration. Si la durée du séjour excède un mois, le contribuable peut opter pour un paiement mensuel. L'absence ou l'insuffisance de la déclaration ou le défaut de paiement sont punis d'une amende contraventionnelle. Les communes sont admises à recourir aux agents de la force publique pour assurer le contrôle de la taxe et en constater les contraventions. Un décret fixe les conditions d'application du présent article, notamment le taux de l'amende contraventionnelle. ”

.....
....

.....
....

**Texte adopté par le Sénat
en première lecture**

Article 48 sexies

Supprimé.

Article 48 septies A

Le Gouvernement présentera avant le 1^{er} juin 2001 au Parlement un rapport précisant les effets sur la répartition des dotations versées par l'Etat aux collectivités locales et établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre, de diverses modalités d'intégration dans leur potentiel fiscal de la compensation prévue au I du D de l'article 44 de la loi de finances pour 1999 précitée :

1° Le potentiel fiscal est majoré de la compensation précitée ;

2° Le potentiel fiscal est majoré de la compensation précitée, pondérée par le rapport entre le taux moyen national de taxe professionnelle pour la catégorie de collectivités ou d'établissements publics locaux concernée et le taux voté par la collectivité ou l'établissement ;

3° Le potentiel fiscal est majoré de la compensation précitée, pondérée par le rapport entre le taux moyen national de taxe professionnelle pour la catégorie de collectivités ou d'établissements publics concernés et le taux voté par la collectivité ou l'établissement, sous réserve que ce rapport est inférieur à 1.

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en nouvelle lecture**

Article 48 sexies

Le II de l'article L. 5211-30 du code général des collectivités territoriales est ainsi modifié :

1° Après le premier alinéa, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :

“ Toutefois, pour les communautés de communes visées au I de l'article 1609 quinquies C du code général des impôts, la majoration mentionnée à l'alinéa précédent est pondérée par le rapport entre le taux moyen national et le taux appliqué dans la communauté de communes en 1998. De même, pour les communautés de communes visées au II de l'article précité, ladite majoration est pondérée par le rapport entre le taux moyen national et le taux appliqué dans la communauté de communes en 1998 au titre des bases hors zone d'activités économiques. ” ;

2° Au début du deuxième alinéa, le mot : “ Toutefois ” est remplacé par les mots : “ Par dérogation également ”.

Article 48 septies A

Supprimé.

**Texte adopté par le Sénat
en première lecture**

Ce rapport sera établi à partir de simulations prenant en compte la suppression de la totalité des bases-salaires de la taxe professionnelle sur le fondement des données fiscales de 1999 et des taux de 1998 d'un échantillon représentatif de collectivités et d'établissements publics et pour les dotations les plus sensibles aux différences de potentiel fiscal.

Article 48 octies A

I. – Le 1° du I de l'article 31 du code général des impôts est ainsi modifié :

1° Le cinquième alinéa du e est complété par deux phrases ainsi rédigées :

“ Lorsque la location est suspendue à l'issue d'une période de trois ans au profit d'un ascendant ou d'un descendant du contribuable, la déduction forfaitaire s'applique au taux de 14% et la période de *location* n'est pas prise en compte pour la durée de location minimum de six ans. La période de mise à disposition du logement *au profit d'un ascendant ou descendant* ne peut excéder neuf ans. ” ;

2° Le troisième alinéa du g est complété par trois phrases ainsi rédigées :

“ Lorsque la location est suspendue à l'issue d'une période de trois ans au profit d'un ascendant ou d'un descendant du contribuable, ce dernier ne bénéficie pas, pendant la durée de la location, de la déduction au titre de l'amortissement, et la déduction forfaitaire s'applique au taux de 14%. La période de location à un ascendant ou un descendant n'est pas prise en compte pour la durée de location minimum de neuf ans. La période de mise à disposition du logement au profit d'un ascendant ou descendant ne peut *pas* excéder neuf ans. ”

II. – *Les pertes de recettes résultant pour l'Etat des dispositions du I sont compensées, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle aux droits prévus aux articles 575 et 575 A du code général des impôts.*

Article 48 nonies A

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en nouvelle lecture**

Article 48 octies A

I. – Alinéa sans modification.

Alinéa sans modification.

“ Lorsque la location est suspendue à l'issue d'une période d'*au moins* trois ans au profit d'un ascendant ou d'un descendant du contribuable, la déduction forfaitaire s'applique au taux de 14% et la période de *mise à disposition du logement au profit d'un ascendant ou d'un descendant* n'est pas prise en compte pour la durée de location minimale de six ans. *Cette* période de mise à disposition du logement ne peut excéder neuf ans. ” ;

2° Le troisième alinéa du g est complété par *deux* phrases ainsi rédigées :

“ Lorsque la location est suspendue à l'issue d'une période d'*au moins* trois ans au profit d'un ascendant ou d'un descendant du contribuable, ce dernier ne bénéficie pas, pendant la *période de mise à disposition du logement au profit d'un ascendant ou d'un descendant, de la déduction au titre de l'amortissement, et la déduction forfaitaire s'applique au taux de 14%. Cette période de mise à disposition, qui ne peut excéder neuf ans, n'est pas prise en compte pour la durée de location minimale de neuf ans.*

II. – **Supprimé.**

Article 48 nonies A

**Texte adopté par le Sénat
en première lecture**

I. – Pour les revenus de 2002, l'impôt sur le revenu est calculé en appliquant à la fraction de chaque part de revenu qui excède 27.512 F le taux de :

– 7,50% pour la fraction supérieure à 27.512 F et inférieure ou égale à 54.113 F ;

– 21% pour la fraction supérieure à 54.113 F et inférieure ou égale à 95.248 F ;

– 31% pour la fraction supérieure à 95.248 F et inférieure ou égale à 154.223 F ;

– 41% pour la fraction supérieure à 154.223 F et inférieure ou égale à 250.940 F ;

– 46% pour la fraction supérieure à 250.940 F et inférieure ou égale à 309.459 F ;

– 52% pour la fraction supérieure à 309.459 F.

II. – Les pertes de recettes pour l'Etat sont compensées par la création de taxes additionnelles aux droits visés aux articles 403, 575 et 575 A du code général des impôts.

Article 48 nonies B

I. – Dans la première phrase du deuxième alinéa du a du I de l'article 151 octies du code général des impôts, après les mots : " à une société civile professionnelle ", sont insérés les mots : " ou à une société civile d'exploitation agricole ".

II. – Le premier alinéa du I de l'article 151 octies A du même code est complété par une phrase ainsi rédigée :

" Il en va de même pour les personnes physiques associées d'une société civile d'exploitation agricole relevant de l'article 8 du présent code. "

III. – Dans le premier alinéa du II de l'article 151 octies A du même code, après les mots : " de la société civile professionnelle ", sont insérés les mots : " ou de la société civile d'exploitation agricole ".

IV. – La perte de recettes pour l'Etat est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle aux droits prévus aux articles 575 et 575 A du code général des impôts.

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en nouvelle lecture**

Supprimé.

Article 48 nonies B

Supprimé.

**Texte adopté par le Sénat
en première lecture**

Article 48 nonies C

I. – Le 2° de l'article 199 septies du code général des impôts est complété par un alinéa ainsi rédigé :

“ primes afférentes à des contrats d'assurances visant à constituer un complément de retraite par capitalisation sous forme de capital ou de rente viagère. ”

II. – Les pertes de recettes résultant du I sont compensées, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle aux droits visés aux articles 575 et 575 A du code général des impôts.

Article 48 terdecies

Supprimé.

Article 48 sexdecies

Supprimé.

Article 48 vicies

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en nouvelle lecture**

Article 48 nonies C

Supprimé.

Article 48 terdecies

I. – Le I de l'article 1647-00 bis du code général des impôts est complété par les mots : “ et, à compter de 2002, aux jeunes agriculteurs installés à compter du 1^{er} janvier 2001 et qui ont souscrit un contrat territorial d'exploitation dans les conditions définies aux articles L. 311-3, L. 341-1, R. 311-2, R. 341-7 à R. 341-13 et R. 341-14 à R. 341-15 du même code ”.

II. – Dans la première phrase du premier alinéa du II du même article, après les mots : “ du code rural, ”, sont insérés les mots : “ et pour les jeunes agriculteurs installés à compter du 1^{er} janvier 2001 et qui ont souscrit un contrat territorial d'exploitation dans les conditions définies aux articles L. 311-3, L. 341-1, R. 311-2, R. 341-7 à R. 341-13 et R. 341-14 à R. 341-15 du même code, ”.

Article 48 sexdecies

Le 6° de l'article L. 722-20 du code rural est complété par les mots : “ , de même que les personnels non titulaires de l'établissement " Domaine de Pompadour " dont les contrats ont été transférés à l'établissement public Les Haras nationaux ”.

Article 48 vicies

**Texte adopté par le Sénat
en première lecture**

I. – L'article 14 de l'ordonnance n° 96-50 du 24 janvier 1996 relative au remboursement de la dette sociale est ainsi modifié :

1° Le deuxième alinéa du I est ainsi rédigé :

“ Cette contribution est assise sur les revenus visés et dans les conditions prévues aux articles L. 136-2 à L. 136-4 et au III de l'article L. 136-8 du code de la sécurité sociale. ” ;

2° Le dernier alinéa du I et les 1° à 6° du II sont abrogés ;

3° Dans la première phrase du premier alinéa du III, la référence : “ 6° ” est supprimée.

II. – Les dispositions du I sont applicables aux pensions ou allocations versées à compter du 1^{er} janvier 2001.

III. – Toute mesure d'exonération de la contribution pour le remboursement de la dette sociale fait l'objet d'une compensation à due concurrence par le budget de l'Etat.

Cette compensation s'impute sur le versement de la recette mentionnée au IV de l'article 4 de l'ordonnance n° 96-50 du 24 janvier 1996 relative au remboursement de la dette sociale.

IV. – La perte de recettes résultant pour l'Etat du III est compensée à due concurrence par la création d'une taxe additionnelle aux droits visés aux articles 575 et 575 A du code général des impôts.

Article 48 duovicies A

I. – Le II de l'article 1635 sexies du code général des impôts est ainsi modifié :

A. – Le 4° est complété par un alinéa ainsi rédigé :

“ S'agissant de la taxe professionnelle acquittée par France Télécom à compter de la date qui sera fixée par la loi de finances pour 2002, les taux applicables aux établissements de cette entreprise sont les taux appliqués pour l'année en cours par l'ensemble des collectivités

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en nouvelle lecture**

I. – Sans modification.

II. – Sans modification.

III. – *Supprimé.*

IV. – *Supprimé.*

Article 48 duovicies A

Supprimé.

**Texte adopté par le Sénat
en première lecture**

locales, des établissements publics de coopération intercommunale et des établissements et organismes divers habilités à percevoir le produit de la taxe professionnelle sur le territoire desquels ils sont implantés ; ”.

B. – Il est complété par un 7° ainsi rédigé :

“ 7° A compter de la date qui sera fixée par la loi de finances pour 2002, le produit des cotisations afférentes à la taxe professionnelle acquittée par les établissements de France Télécom est, pour moitié, conservé par les collectivités locales, les établissements publics de coopération intercommunale et les établissements et organismes divers habilités à percevoir le produit de la taxe professionnelle sur le territoire desquels ils sont implantés et, pour moitié, versé au fonds national de péréquation de la taxe professionnelle mentionné à l’article 1648 A bis. ”

II. – La perte de recettes résultant pour l’Etat des dispositions du I est compensée à due concurrence par la création d’une taxe additionnelle aux droits prévus aux articles 575 et 575 A du code général des impôts.

Article 48 duovicies

Avant le 1^{er} mai 2001, le Gouvernement remettra au Parlement un rapport fixant les modalités d’une réforme globale de la péréquation de la taxe professionnelle, entre les différents niveaux de collectivités locales et d’établissements publics de coopération intercommunale existants pour la mise en œuvre de la péréquation.

Article 48 tervicies

L’article L. 2224-8 du code général des collectivités territoriales est complété par un alinéa ainsi rédigé :

“ Les groupements de communes peuvent, par ailleurs, contribuer aux frais de grosse réparation des systèmes d’assainissement non collectif lorsqu’un programme général de réhabilitation est prévu dans leur périmètre de compétence. ”

Article 48 quatervicies

**Texte adopté par l’Assemblée nationale
en nouvelle lecture**

Article 48 duovicies

Alinéa sans modification.

Cette réforme serait fondée sur un écrêtement de la totalité des bases de taxe professionnelle des communes, établissements publics de coopération intercommunale, départements et régions ; le montant de l’écrêtement, aux différents niveaux, étant redistribué en fonction de l’écart au potentiel fiscal moyen par habitant.

Article 48 tervicies

Supprimé.

Article 48 quatervicies

**Texte adopté par le Sénat
en première lecture**

L'article L. 5721-5 du code général des collectivités territoriales est complété par un alinéa ainsi rédigé :

“ Le syndicat mixte peut également attribuer des fonds de concours aux communes membres afin de contribuer à la réalisation ou au fonctionnement d'équipements d'intérêt commun dans le cadre de programmes préalablement définis. ”

Article 48 quinvicies

L'article L. 1331-4 du code de la santé publique est complété par trois alinéas ainsi rédigés :

“ Lorsqu'un réseau d'assainissement collectif est en cours de réalisation dans les communes de moins de 3.500 habitants, regroupés en communautés de communes, en syndicats de communes, ou en syndicats mixtes et jusqu'à réception définitive de cet ouvrage, le service de l'assainissement du groupement est autorisé à réaliser chez le propriétaire, avec l'accord de celui-ci et pour son compte, les travaux de raccordement des eaux usées au collecteur principal.

“ Une convention définit la nature de l'autorisation donnée aux agents du service d'assainissement et à l'entreprise travaillant sous leur contrôle, les modalités de remboursement au syndicat ou à la communauté du coût des travaux ainsi effectués ainsi que les conditions de transfert des travaux au propriétaire qui en reste seul responsable.

“ Des aides financières aux particuliers, éventuellement accordées par des organismes publics de développement ou de réhabilitation peuvent atténuer ces dépenses. ”

B. – Autres mesures

Article 49 AA

L'article 1734 bis du code général des impôts est complété par un alinéa ainsi rédigé :

“ Ce taux est ramené à 0,5% lorsque l'infraction porte sur des sommes qui, hors intégration fiscale, seraient également déductibles des résultats de la société qui les a versées. ”

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en nouvelle lecture**

Supprimé.

Article 48 quinvicies

Supprimé.

B. – Autres mesures

Article 49 AA

Supprimé.

**Texte adopté par le Sénat
en première lecture**

Article 49 AB

Après l'article L. 197 du livre des procédures fiscales, il est inséré un article L. 197-1 ainsi rédigé :

“ Art. L. 197-1. – Les entreprises et les sociétés mères intégrantes au sens de l'article 223 A du code général des impôts en ce qui concerne le résultat d'ensemble de l'intégration, dont les résultats demeurent déficitaires suite à un redressement, peuvent adresser au directeur des services fiscaux, dans les six mois qui suivent la réception de la réponse aux observations du contribuable, une demande de rétablissement de déficits. ”

Article 49 B

Supprimé.

Agriculture et pêche

Article 49

Supprimé.

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en nouvelle lecture**

Article 49 AB

Supprimé.

Article 49 B

L'article 6 quinquies de l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 relative au fonctionnement des assemblées parlementaires est abrogé.

Article 49 CA (nouveau)

Le premier alinéa de l'article 81 de la loi de finances pour 1977 (n° 76-1232 du 29 décembre 1976) est complété par deux phrases ainsi rédigées :

“ Il comprendra un état récapitulatif des taxes parafiscales qui ont été créées, modifiées ou supprimées dans l'année. Il précisera, pour chacune d'entre elles, les raisons de sa création, de sa modification ou de sa suppression, ainsi que le dispositif de financement alternatif pour les organismes bénéficiaires en cas de diminution ou de suppression . ”

Agriculture et pêche

Article 49

I. – Le 1° de l'article L. 361-5 du code rural est ainsi rédigé :

“ 1° Une contribution additionnelle aux primes ou cotisations afférentes aux conventions d'assurance couvrant,

**Texte adopté par le Sénat
en première lecture**

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en nouvelle lecture**

à titre exclusif ou principal, d'une part les dommages aux bâtiments et au cheptel mort affectés aux exploitations agricoles, et d'autre part les risques de responsabilité civile et de dommages relatifs aux véhicules utilitaires affectés aux exploitations agricoles.

“ La contribution est assise sur la totalité des primes ou cotisations. Elle est liquidée et recouvrée suivant les mêmes règles, sous les mêmes garanties et sous les mêmes sanctions que la taxe annuelle sur les conventions d'assurance, prévue à l'article 991 du code général des impôts. Le taux de la contribution est fixé à 11 % . ”

II. Le treizième alinéa du même article est supprimé.

Article 50 bis A

Article 50 bis A

I. – Les enseignants des établissements d'enseignement agricole privés liés à l'Etat par contrat en application de l'article L. 813-8 du code rural qui cessent leur activité dans les mêmes conditions d'âge, de durée d'activité ou de charges de famille que les enseignants titulaires des établissements d'enseignement agricole publics et n'ont pas droit auprès des régimes de retraite dont ils relèvent à une pension de vieillesse au taux défini au 1° de l'article L. 351-8 du code de la sécurité sociale, perçoivent une allocation temporaire de cessation anticipée d'activité à la charge de l'Etat.

I.- Sans modification.

II. – Le montant de cette allocation est calculé par application des règles en vigueur dans les régimes de retraite dont relèvent ces enseignants sur la base de l'ensemble des services d'enseignement et des services assimilés effectués par le bénéficiaire en appliquant le taux défini au 1° de l'article L. 351-8 du code de la sécurité sociale. L'allocation est versée jusqu'à la date où l'enseignant peut bénéficier d'une pension de vieillesse calculée à ce taux.

II.- Sans modification

III. – Un décret en Conseil d'Etat détermine les conditions d'application du présent article.

III.- Sans modification

IV. – Les dépenses résultant des I et II sont compensées par la création de taxes additionnelles aux droits visés aux articles 575 et 575 A du code général des impôts.

IV.- **Supprimé.**

**Texte adopté par le Sénat
en première lecture**

Anciens combattants

Economie, finances et industrie

Article 53 quinquies

Dans le quatrième alinéa de l'article 1601 du code général des impôts, le montant : " 623 F " est remplacé par le montant : " 640 F ".

Article 53 sexies

Supprimé.

Article 53 septies

Le Gouvernement remet chaque année un rapport au Parlement sur l'utilisation de l'ensemble du spectre des fréquences, sur la répartition des fréquences entre les différents opérateurs de télécommunications, de radio ou de télévision, et sur les recettes tirées de la cession des licences d'exploitation qui leur sont attribuées.

A l'occasion du dépôt de ce rapport, un débat est organisé au Parlement, auquel participent le ministre chargé de la recherche, le ministre chargé de l'industrie, et le ministre chargé de la communication et le ministre chargé de la défense.

Emploi et solidarité

Article 55

I. – Après l'article L. 5211-5 du code de la santé publique, il est inséré un article L. 5211-5-1 ainsi rédigé :

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en nouvelle lecture**

Anciens combattants

Economie, finances et industrie

Article 53 quinquies

Dans le quatrième...

...montant : " 630 F ".

Article 53 sexies

Après le premier alinéa de l'article L. 135 J du livre des procédures fiscales, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :

" Les chambres de métiers et l'administration peuvent se communiquer mutuellement les informations nécessaires au recensement des assujettis à la taxe pour frais de chambres de métiers ".

Article 53 septies

Alinéa sans modification.

Alinéa supprimé.

Emploi et solidarité

Article 55

I. – Sans modification.

**Texte adopté par le Sénat
en première lecture**

“ *Art. L. 5211-5-1.* – Toute demande d’inscription d’un dispositif médical à usage individuel sur la liste prévue à l’article L. 165-1 du code de la sécurité sociale est accompagnée du versement d’une taxe dont le barème est fixé par décret dans la limite de 30.000 F.

“ Son montant est versé à l’Agence française de sécurité sanitaire des produits de santé.

“ Cette taxe est recouvrée selon les modalités prévues pour le recouvrement des créances des établissements publics administratifs de l’Etat. ”

II. – *Supprimé.*

**Texte adopté par l’Assemblée nationale
en nouvelle lecture**

II. – 1. Après l’article L. 1414-12 du code de la santé publique, il est inséré un article L. 1414-12-1 ainsi rédigé :

“ Art. L. 1414-12-1 . – Il est institué une contribution financière due par les établissements de santé à l’occasion de la procédure d’accréditation prévue par les articles L. 6113-3 et L. 6113-4. Cette contribution est versée à l’Agence nationale d’accréditation et d’évaluation en santé.

« Son montant est fixé par décret, après avis du conseil d’administration de l’Agence nationale d’accréditation et d’évaluation en santé. Il est fonction du nombre, déterminé au 31 décembre de l’année qui précède la visite d’accréditation, de lits et de places de l’établissement autorisés en application de l’article L. 6122-1, ainsi que du nombre de sites concernés par la procédure d’accréditation. Il ne peut être inférieur à 15.000 F, ni supérieur à 350.000 F.

« Cette contribution est exigible dès la notification de la date de la visite d’accréditation. Elle est recouvrée selon les modalités prévues pour le recouvrement des créances des établissements publics administratifs de l’Etat. ”

2. Les établissements de santé pour lesquels la visite d’accréditation est intervenue au cours de l’année 2000 acquittent la contribution financière définie par l’article L. 1414-12-1 du code de la santé publique selon les modalités prévues par cet article.

Article 57

Supprimé.

Article 57

I. – Le 1° de l’article L. 118-7 du code du travail est ainsi rédigé :

**Texte adopté par le Sénat
en première lecture**

Article 58

Supprimé.

Équipement, transports et logement

Intérieur et décentralisation

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en nouvelle lecture**

“ 1° D'une aide à l'embauche lorsque l'entreprise emploie au plus vingt salariés et que l'apprenti dispose d'un niveau de formation inférieur à un minimum défini par décret ; ”.

II. – Le troisième alinéa de l'article 19 de la loi n° 92-675 du 17 juillet 1992 portant diverses dispositions relatives à l'apprentissage, à la formation professionnelle et modifiant le code du travail est supprimé.

III. – Les dispositions du présent article s'appliquent à compter du 1^{er} janvier 2001.

Article 58

I. – L'article L. 241-6-2 du code de la sécurité sociale est ainsi modifié :

a) Au premier alinéa, la référence : “ des 1° et 3° ” est remplacée par la référence : “ du 3° ” ;

b) Le troisième alinéa est ainsi rédigé : “ Les dispositions du présent article sont applicables aux gains et rémunérations versés aux salariés par les employeurs visés aux 2°, 3°, 4° et 6° de l'article L. 722-1 du code rural. ”

II. – L'article 7 de la loi n° 93-1313 du 20 décembre 1993 quinquennale relative au travail, à l'emploi et à la formation professionnelle est abrogé.

III. Les dispositions du présent article sont applicables aux gains et rémunérations versés à compter du 1^{er} janvier 2001 par les entreprises et unités économiques et sociales de plus de vingt salariés visées à la première phrase du II de l'article 1^{er} de la loi n° 2000-37 du 19 janvier 2000 relative à la réduction négociée du temps de travail et à compter du 1^{er} janvier 2002 pour les autres entreprises.

Équipement, transports et logement

Intérieur et décentralisation

**Texte adopté par le Sénat
en première lecture**

Justice

Article 61 bis

Avant le 1^{er} juin 2001, le Gouvernement remettra au Parlement un rapport analysant de manière détaillée les dysfonctionnements actuels du dispositif d'aide juridictionnelle et proposant des pistes de réflexion concrètes sur la conception d'un nouveau système d'accès au droit et à la justice qui devra à la fois permettre aux plus défavorisés d'accéder au droit et à la justice et assurer aux avocats une rémunération conforme aux prestations qu'ils fournissent.

Outre-mer

Services du Premier ministre

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en nouvelle lecture**

Justice

Article 61 bis

Supprimé.

Outre-mer

Services du Premier ministre